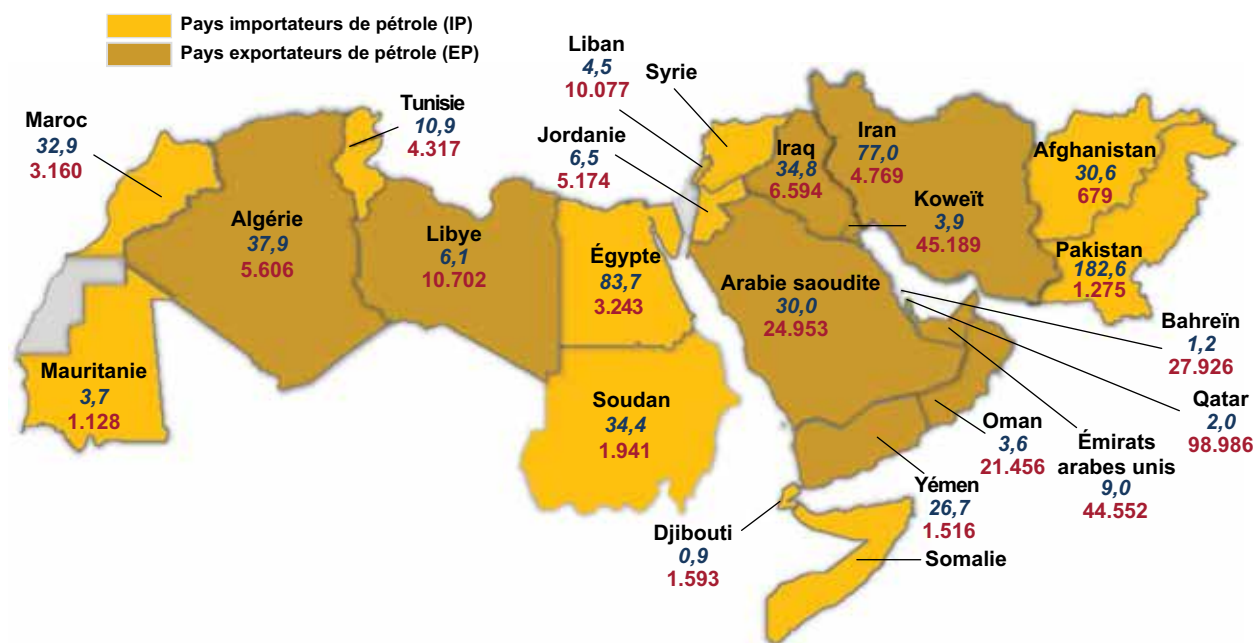


Moyen-orient, Afrique du nord, Afghanistan et Pakistan

Population, millions (2013)

PIB par habitant, dollars (2013)



Sources : FMI, base de données des Perspectives économiques régionales; Microsoft Map Land.

Note : Les noms et les frontières des pays sur cette carte ne reflètent pas nécessairement la position officielle du FMI.

Région MOANAP : Principaux points

La situation économique de la région MOANAP (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan) a continué d'évoluer au gré des diversités régionales. La plupart des pays exportateurs de pétrole à revenu élevé, principalement au sein du CCG, continuent d'afficher une croissance économique régulière et de solides fondamentaux économiques et financiers, bien qu'ils doivent faire face à des défis à moyen terme. En revanche, d'autres pays—Iraq, Libye et Syrie—sont frappés par des conflits aux conséquences à la fois humanitaires et économiques. D'autres encore, pour l'essentiel des pays importateurs de pétrole, continuent d'avancer dans la mise en œuvre de leur programme économique, à un rythme toutefois inégal, souvent dans un contexte de transition politique et dans des conditions sociales difficiles. Dans la plupart de ces pays, en l'absence de réformes économiques et structurelles de grande envergure, l'évolution attendue de l'économie à moyen terme ne permettra toujours pas de réduire un chômage aujourd'hui élevé ni d'améliorer les niveaux de vie.

Pays exportateurs de pétrole : positions conjoncturelles différentes et affaiblissement des soldes budgétaires

Dans le groupe des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, la croissance devrait grimper à 2½ % en 2014 (soit une révision à la baisse de ¾ de point de pourcentage par rapport à la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales* (PER) de mai 2014), puis continuer de progresser l'an prochain. Cependant, les risques sont principalement baissiers, notamment à l'horizon 2015, et les résultats économiques varient considérablement d'un pays à l'autre. Les conflits et les problèmes de sécurité continuent de perturber l'activité économique en Iraq, en Libye et au Yémen, bien qu'un certain redressement de la production de pétrole dans ces pays soit de nature à améliorer les perspectives pour l'année prochaine, pour autant que la situation sécuritaire se stabilise. Par contre, dans les pays du CCG, la croissance économique se poursuit à un rythme régulier grâce au niveau élevé des dépenses publiques consacrées aux infrastructures et à l'expansion du crédit au secteur privé dans beaucoup de pays. L'économie iranienne, quant à elle, passe d'une contraction à une croissance modeste.

Les risques géopolitiques se sont accentués, mais les risques pesant sur l'évolution des prix du pétrole restent globalement équilibrés. Une aggravation de la situation sécuritaire en Iraq, en Libye ou au Yémen pourrait perturber davantage l'offre de pétrole dans ces pays et menacer le redressement attendu de la production de pétrole l'année prochaine. Si le rapprochement entre l'Iran et le P5+1 (membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne) n'aboutissait pas, l'intensification des sanctions pourrait accentuer la diminution des exportations pétrolières de l'Iran. Cela dit, l'Arabie saoudite dispose de capacités inutilisées considérables et pourrait décider de compenser au moins partiellement une baisse inattendue de la production dans d'autres pays. À l'inverse, un accord permanent entre l'Iran et le P5+1 ainsi qu'une amélioration de la sécurité en Iraq et en Libye pourraient accroître l'offre de pétrole de ces pays. En outre, une offre de pétrole plus élevée que prévu dans d'autres régions (par exemple aux États-Unis, dont l'amélioration de la production ne cesse de surprendre) ou une baisse de la demande mondiale, en cas de croissance économique mondiale plus faible, pourrait également se traduire par une détente sur les marchés pétroliers. Les cours du pétrole et les conditions de sécurité régionales sont aussi des sources importantes de risque pour l'activité en dehors du secteur pétrolier.

Dans la plupart des pays exportateurs de pétrole, la situation budgétaire s'affaiblit. La hausse des dépenses publiques dans un contexte de stabilité globale des cours du pétrole devrait réduire l'excédent budgétaire à 2 % cette année, puis à 1¼ % en 2015. Dans la plupart des pays, les soldes budgétaires ne suffisent pas à épargner une part équitable de la richesse pétrolière au profit des générations futures, d'où une vulnérabilité considérable

en cas d'évolution défavorable des cours du pétrole. La plupart des pays exportateurs de pétrole doivent donc renforcer leur position budgétaire. Les pays membres du CCG peuvent mettre à profit la période actuelle de dynamisme économique pour épargner une plus grande part de leurs recettes pétrolières exceptionnelles. Beaucoup d'autres pays, qui subissent une baisse de leurs recettes pétrolières, entre autres chocs, doivent dans l'immédiat soutenir la demande avec les ressources limitées dont ils disposent, mais ils devront aussi, dès que la conjoncture le permettra, reconstituer une marge de manœuvre.

La plupart des pays exportateurs de pétrole doivent adapter leur modèle économique à l'impératif d'une croissance durable, inclusive et diversifiée. Leur modèle économique s'appuie sur la croissance des dépenses publiques alimentée par l'augmentation des cours du pétrole. Le passage à un modèle plus diversifié tiré par le secteur privé nécessite de profondes réformes. Dans les pays du CCG, le climat des affaires est généralement favorable et les déficits d'infrastructures sont modestes. Dans ces pays, les priorités en matière de réforme se centrent sur l'amélioration de la qualité de l'éducation et de sa capacité à répondre aux besoins du secteur privé; la réduction des distorsions qui conduisent à dépendre de la main-d'œuvre étrangère, de manière à accroître les possibilités d'emploi des nationaux dans le secteur privé; et les initiatives propres à encourager la production de biens et services échangeables plutôt que l'activité dans le secteur des biens non échangeables, où la croissance de la productivité est faible. Dans les pays hors CCG, il importe avant tout d'améliorer l'environnement politique et le climat des affaires, de remédier aux goulets d'étranglement d'infrastructure et de développer l'accès aux services financiers, pour accroître l'investissement, rehausser la productivité et assurer une croissance soutenue.

Pays importateurs de pétrole : lenteur de la reprise et de la création d'emplois

Dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, l'activité économique est restée terne cette année, avec un taux de croissance voisin de 3 %, mais la croissance devrait s'accélérer et atteindre 4 % en 2015 (soit des prévisions globalement inchangées par rapport à la *Mise à jour des PER* de mai 2014). Les profondes tensions sociopolitiques et les retombées de l'intensification des conflits régionaux freinent la croissance. Une amélioration graduelle de la confiance devrait soutenir la demande intérieure à mesure que l'incertitude politique se dissipera. Les exportations, le tourisme et l'investissement direct étranger devraient également connaître un rebond, aidés en cela par la reprise en Europe et la croissance soutenue dans les pays du CCG. Il est peu probable que ces améliorations suffisent à faire baisser le taux de chômage qui reste élevé.

Les risques qui pèsent sur les perspectives sont de nature baissière. Les revers des transitions politiques, l'intensification des tensions sociales et sécuritaires et les retombées des conflits régionaux, de même qu'une croissance économique plus faible que prévu chez les principaux partenaires commerciaux sont autant de facteurs qui pourraient compromettre la reprise.

Les pays commencent à maîtriser leurs lourds déficits budgétaires, ce qui leur permettra de reconstituer progressivement une marge de manœuvre et de renforcer leur capacité de résistance aux chocs. Dans un grand nombre de pays (notamment en Égypte, en Jordanie, au Maroc, en Mauritanie, au Pakistan, au Soudan et en Tunisie), la réforme graduelle des systèmes inefficaces de subventions généralisées a permis de dégager des économies, dont une partie sert à financer une protection sociale ciblée en faveur des pauvres et à accroître les dépenses consacrées aux infrastructures, aux services de santé et à l'éducation. Cependant, dans les pays importateurs de pétrole, le ratio dette/PIB continue d'augmenter et les besoins bruts de financement extérieur devraient atteindre 100 milliards de dollars l'année prochaine.

Les projections laissant entrevoir une amélioration de la croissance l'année prochaine, la réduction progressive et continue des déficits budgétaires pourra contribuer à améliorer la confiance et renforcer la résilience de

l'économie. La priorité devra être accordée aux mesures budgétaires qui pèsent le moins sur la croissance économique à court terme, encouragent la création d'emplois, limitent les effets négatifs sur les populations pauvres et réduisent les inégalités sociales. Dans un contexte de rééquilibrage budgétaire en présence d'écarts de production toujours importants, une plus grande souplesse du taux de change pourrait, dans certains cas, renforcer la croissance et la compétitivité.

Les perspectives de croissance à moyen terme des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP se sont affaiblies plus rapidement que dans d'autres régions du monde et elles restent insuffisantes pour faire reculer un taux de chômage qui demeure obstinément élevé, surtout parmi les jeunes et les femmes. Des réformes économiques en profondeur s'imposent donc pour impulser la croissance à moyen terme et créer des emplois. La prévision actuelle de croissance faible à moyen terme s'explique par la présence de rigidités structurelles, le manque d'ouverture au commerce international et à la concurrence et les déficiences institutionnelles. Des programmes de réforme nationaux à la fois ambitieux et crédibles sont nécessaires pour surmonter ces obstacles. L'amélioration du climat des affaires et de la gouvernance ainsi que le développement des marchés financiers peuvent favoriser l'investissement et la hausse de la productivité. De plus, l'adoption de réformes du marché du travail visant à faciliter l'embauche et la formation peut se traduire par une répartition plus efficiente de la main-d'œuvre, de plus fortes rémunérations et la création plus rapide d'emplois. Enfin, la promotion d'une intégration commerciale plus poussée aiderait les pays à participer davantage aux chaînes de valeur mondiales.

Un soutien de la communauté internationale — sous forme de financements accrus, d'un meilleur accès aux marchés, de conseils de politique économique et d'aide au renforcement des capacités — sera indispensable pour permettre un ajustement macroéconomique plus graduel et moins douloureux et pour étayer les programmes de réforme à moyen terme des pays.

Région MOANAP : Principaux indicateurs économiques, 2000–17*(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)*

	Moyenne 2000–10	2011	2012	2013	Projections			
					2014	2015	2016	2017
MOANAP ¹								
PIB réel (croissance annuelle)	5,3	4,4	4,8	2,5	2,7	3,9	4,5	4,4
Solde transactions courantes	8,7	13,2	12,7	10,0	7,8	6,2	5,1	4,2
Solde budgétaire global	3,1	1,7	2,6	0,0	−1,0	−1,4	−1,6	−2,1
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	7,0	9,3	10,0	9,9	8,0	8,1	7,4	7,3
Exportateurs de pétrole de la région MOANAP								
PIB réel (croissance annuelle)	5,5	5,3	5,7	2,2	2,5	3,9	4,5	4,4
Solde transactions courantes	12,7	18,4	18,4	14,8	11,6	9,8	8,5	7,4
Solde budgétaire global	7,2	5,7	7,6	4,4	2,0	1,2	0,7	0,0
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	7,2	8,8	10,3	10,2	7,0	7,5	7,2	7,2
Dont : Conseil de coopération du Golfe								
PIB réel (croissance annuelle)	5,4	8,1	5,8	4,1	4,4	4,5	4,5	4,5
Solde transactions courantes	14,8	23,8	24,6	20,9	17,9	15,9	14,0	12,3
Solde budgétaire global	11,2	11,7	14,2	10,9	7,9	5,3	3,9	2,5
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	2,9	3,0	2,4	2,8	2,8	3,1	3,4	3,6
Importateurs de pétrole de la région MOANAP								
PIB réel (croissance annuelle)	5,0	2,5	2,9	3,0	3,1	3,9	4,3	4,5
Solde transactions courantes	−1,7	−3,5	−5,6	−4,5	−3,5	−4,4	−4,6	−4,5
Solde budgétaire global	−4,9	−7,1	−8,4	−9,5	−7,5	−6,9	−6,6	−6,4
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	6,6	10,3	9,4	9,1	9,9	9,6	7,9	7,5
MOAN ¹								
PIB réel (croissance annuelle)	5,4	4,5	4,8	2,3	2,6	3,8	4,5	4,4
Solde transactions courantes	9,5	14,2	13,8	10,9	8,6	6,8	5,7	4,8
Solde budgétaire global	4,0	2,7	3,9	1,0	−0,6	−1,0	−1,4	−1,9
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	6,9	8,8	9,9	10,2	7,9	8,2	7,5	7,4
Importateurs de pétrole de la région MOAN								
PIB réel (croissance annuelle)	5,1	1,8	2,0	2,6	2,6	3,7	4,2	4,4
Solde transactions courantes	−1,9	−5,1	−7,5	−6,2	−4,7	−5,9	−5,7	−5,5
Solde budgétaire global	−5,5	−7,4	−8,7	−10,5	−9,3	−8,5	−8,5	−8,3
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	6,2	8,6	8,6	10,1	10,8	10,6	8,6	8,3
Pays arabes en transition (hors Libye)								
PIB réel (croissance annuelle)	4,9	1,0	2,5	2,7	2,5	3,8	4,2	4,3
Solde transactions courantes	−0,3	−5,0	−6,1	−4,8	−3,2	−4,5	−4,5	−4,4
Solde budgétaire global	−5,7	−8,2	−9,1	−11,3	−9,9	−8,9	−9,0	−8,7
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	6,6	8,4	6,1	7,8	8,3	10,1	8,8	8,7

Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

¹Les données de 2011–15 excluent la République arabe syrienne.

Notes : Les données renvoient à l'exercice pour les pays suivants : Afghanistan et Iran (21 mars/20 mars), Qatar (avril/mars) et Égypte et Pakistan (juillet/juin).

Exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen;

Importateurs de pétrole de la région MOANAP : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan, Syrie et Tunisie.

MOAN : MOANAP à l'exclusion de l'Afghanistan et du Pakistan.

Pays arabes en transition (hors Libye) : Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie et Yémen.

1. Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : diversification croissante, moindre dépendance à l'égard des dépenses financées par le pétrole

L'intensification des conflits en Iraq et en Libye a entraîné une révision à la baisse des projections de croissance pour 2014 des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP de 3/4 de point de pourcentage par rapport à la Mise à jour des Perspectives économiques régionales de mai 2014. Le taux de croissance, estimé à 2 1/2 %, ne serait donc que légèrement supérieur à celui de l'an dernier; du fait de la reprise économique en Iran et de la progression toujours robuste de l'activité dans les pays du CCG. La croissance devrait se hisser à environ 4 % l'an prochain, à condition que la situation sécuritaire s'améliore et que la production de pétrole hors CCG, en particulier en Libye et en Iraq, se rétablisse. Vu la situation sécuritaire actuelle, une plus grande incertitude pèse sur ces projections. La diminution des recettes pétrolières et la hausse des dépenses publiques affaiblissent la situation budgétaire. Le rééquilibrage des comptes publics affermirait la résilience face à une baisse des cours et aiderait les pays à partager leur richesse pétrolière avec les générations futures. Certains pays non membres du CCG ont un besoin urgent de ponctionner leur épargne à court terme pour financer des dépenses essentielles. Pour que la croissance économique soit moins tributaire de la hausse des cours pétroliers, il faut procéder à des réformes structurelles propres à diversifier l'économie et à promouvoir une croissance inclusive.

Une plus forte croissance en 2015 dépendra de l'amélioration de la sécurité

La croissance économique ne devrait progresser que de 1/4 de point, pour passer à 2 1/2 % cette année. Les projections ont été révisées en baisse de 3/4 de point par rapport à celles de la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales* (PER) de mai 2014, en raison principalement du déclin de l'activité en Iraq et en Libye, lui-même causé par l'intensification des conflits. Le contraste entre l'évolution économique des pays du CCG et des autres pays s'est accentué en 2014, car les conflits ont aggravé les problèmes de production de pétrole en Iraq et en Libye, alors que l'activité économique des pays du CCG a été plus vigoureuse que prévu, car ils ont compensé les déficits de production hors CCG et ont par ailleurs accru leurs dépenses budgétaires (graphique 1.1). Le taux de croissance devrait passer à environ 4 % en 2015, sous l'effet du redressement attendu de la production pétrolière des pays hors CCG, lequel reste tributaire de l'amélioration de la sécurité.

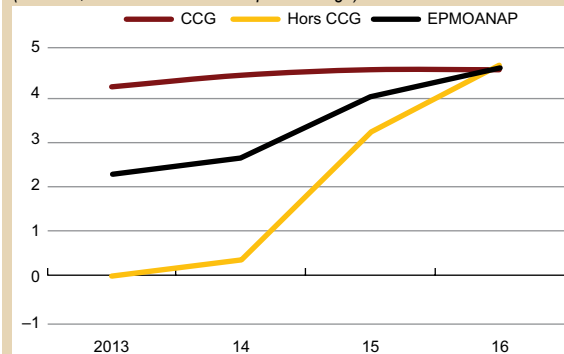
- Les pays du CCG devraient enregistrer une croissance de 4 1/2 % en 2014 et 2015. Leur production de pétrole devrait dépasser

Ce chapitre a été rédigé par Alberto Behar et Harald Finger, avec le concours de Brian Hiland en matière de recherche.

Graphique 1.1

La croissance repart après une reprise tardive en dehors du CCG

(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

légèrement son niveau actuel (déjà élevé), car ces pays réagissent aux perturbations de l'offre des pays hors CCG. La croissance restera élevée, à environ 6 %, dans les secteurs non pétroliers en 2014 et 2015. La hausse des dépenses d'équipement et des salaires de la fonction publique, ainsi que la forte expansion du crédit au secteur privé dans de nombreux pays soutiennent la consommation et l'investissement intérieurs. Les grands projets publics d'infrastructure, notamment en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et au Qatar, devraient continuer à alimenter l'expansion

vigoureuse du tourisme, des transports, des BTP et du commerce de gros et de détail.

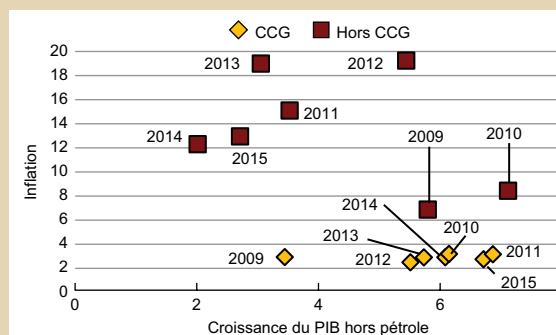
- Par contre, la détérioration de la situation sécuritaire dans certains des pays non membres du CCG a entraîné une révision en baisse de 2¼ points des projections de croissance, ramenées à ¼ %, même si l'Iran renoue avec une croissance positive. L'occupation de grandes villes du Nord de l'Iraq par des milices devrait se traduire par une baisse de 2¾ points du PIB iraquien en 2014 (encadré 1.1), les troubles politiques et le conflit qui continuent à faire rage en Libye ont de nouveau perturbé la production pétrolière et le Yémen pâtit du sabotage des installations pétrolières et d'une période de sécheresse. L'économie iranienne commence à donner des signes de redressement après la récession causée par les sanctions en 2012–13, mais la reprise reste fragile. Le taux de croissance des pays hors CCG pourrait atteindre environ 3 % en 2015, à condition que la situation sécuritaire autorise un rebond de la production de pétrole en Iraq, en Libye et au Yémen. Cette hypothèse est cependant sujette à des incertitudes considérables, pour les raisons exposées ci-après.

Le relâchement des cours internationaux des produits alimentaires contribuera à contenir l'inflation en dépit de la hausse des taux de croissance économique. Cela concorde avec l'évolution observée ces dernières années, où l'accélération de la croissance économique n'a pas déclenché une envolée des prix (graphique 1.2).

- Dans les pays du CCG, les parités fixes, la faiblesse de l'inflation à l'échelle mondiale, la dépendance à l'égard des importations et l'emploi d'une abondante main-d'œuvre de migrants dans les secteurs des biens non échangeables devraient maintenir l'inflation à un niveau proche de 3 %, malgré la hausse du coût de l'immobilier et l'expansion rapide du crédit dans quelques pays. Les taux de change réels sont restés relativement stables (graphique 1.3).
- Dans nombre de pays en dehors du CCG, la hausse de l'inflation a été causée par les pénuries dues aux conflits, à la perturbation des échanges ou à des conditions climatiques défavorables. Beaucoup de pays ont ainsi connu une appréciation des taux de change réels. À

Graphique 1.2

Le regain de croissance n'a pas attisé l'inflation (Inflation IPC et croissance du PIB non pétrolier, en pourcentage)

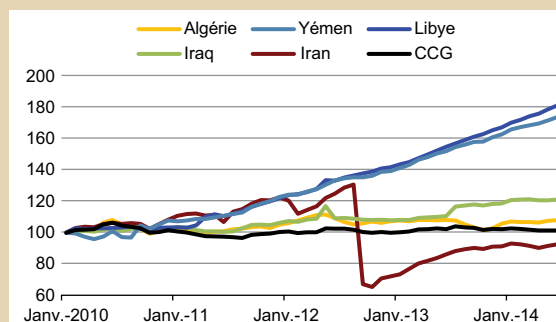


Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : IPC = indice des prix à la consommation.

Graphique 1.3

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : taux de change effectifs réels (Indice janvier 2010 = 100)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

mesure que l'Iran se remettra de la stagflation, la baisse de son taux d'inflation ramènera l'inflation globale de l'ensemble des pays hors CCG aux environs de 12 % en 2014. Cependant, le plafonnement des taux créditeurs et la réforme des subventions en Iran, une sécheresse et une récente augmentation des prix des carburants au Yémen, ainsi que les pénuries en Iraq devraient se traduire dans les pays hors CCG par un taux d'inflation global d'environ 13 % en 2015.

La solidité des fondamentaux macroéconomiques et les réformes institutionnelles ont attiré des flux de capitaux dans les pays du CCG. Les écarts des contrats dérivés sur défaut (CDS) et les taux de rendement à long terme ont diminué depuis le début de 2014. Les marchés boursiers du CCG ont aussi enregistré de fortes hausses dans la première partie de l'année,

Encadré 1.1

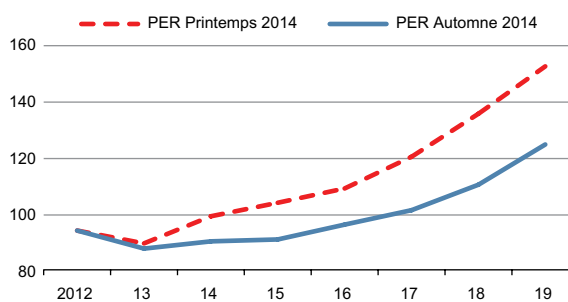
Répercussions économiques du conflit en Iraq

En Iraq, le conflit et la crise humanitaire se sont intensifiés au cours de l'été. Les milices de l'État islamique ont consolidé leur contrôle des régions du Nord et de l'Ouest et de la frontière avec la Syrie. Leurs attaques contre les zones contrôlées par le Gouvernement régional du Kurdistan et les persécutions à l'encontre des minorités religieuses ont provoqué des raids aériens de la part des États-Unis. À la fin août, plus de 10.000 personnes avaient été tuées et 1,8 million d'Iraqiens ont été déplacés jusqu'à présent en 2014 et leurs rangs sont grossis par les 225.000 Syriens qui se sont réfugiés en Iraq pour fuir le conflit dévastateur en Syrie (voir l'encadré 1 de la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales* de mai 2014).

En raison des combats, il faut s'attendre à une contraction de l'activité économique en 2014. Le conflit a stoppé l'expansion de la production pétrolière iraquienne, qui devrait baisser légèrement à 2,9 mbj, tandis que les exportations devraient rester proches de leur niveau de l'an dernier (2,4 mbj). Le PIB non pétrolier va aussi passer vraisemblablement en zone négative, alors qu'il avait affiché 7 % de croissance en 2013, car les combats minent la confiance, perturbent les approvisionnements de carburants et d'électricité, accroissent le coût du commerce et de la distribution et découragent les investissements. Le budget de l'État est grevé par les dépenses liées à la sécurité et à la crise humanitaire, tandis que les recettes pétrolières sont en berne. Les marchés des changes sont cependant restés stables, en dépit de quelques retraits de dépôts signalés.

La crise retarde la mise en œuvre des plans d'expansion de la production pétrolière à moyen terme. L'impact immédiat du conflit sur la production et les exportations de pétrole semble circonscrit pour le moment. L'augmentation des exportations en provenance des gisements du Sud du pays (à l'écart des combats) a jusqu'à présent compensé les pertes dues au sabotage de l'oléoduc du Nord. Cependant, la détérioration de la sécurité va compliquer sur le plan technique et administratif l'expansion à moyen terme de la production et des exportations de pétrole (graphique 1.1.1). D'après les estimations actuelles, la production de pétrole atteindra seulement 4,4 mbj en 2019, au lieu des 5,6 mbj projetés dans la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales* de mai 2014.

Graphique 1.1.1

Iraq : exportations pétrolières à moyen terme
(Milliards de dollars)

Sources : autorités irakiennes; calculs des services du FMI.

Répercussions régionales

Le conflit en Iraq pourrait avoir de multiples répercussions au niveau de la région :

- **La crise sécuritaire peut miner la confiance.** La situation de conflit en Syrie et en Iraq pourrait avoir une incidence sur la sécurité dans d'autres pays — principalement en Jordanie, au Koweït et au Liban —, pesant sur la consommation intérieure, le tourisme et les investissements intérieurs et extérieurs.
- **La fermeture des frontières entrave les échanges régionaux.** La montée de la violence et les fermetures des frontières ont bloqué les axes commerciaux et, partant, les exportations vers l'Iraq en provenance de Jordanie, du Liban et de Syrie. Les exportations de pétrole iraquien vers la Jordanie sont interrompues depuis janvier 2014. Les exportations de la Turquie vers l'Iraq (environ 8 % du total des exportations turques) ont chuté ces derniers mois. Elles risquent de souffrir encore plus de la fermeture des routes commerciales à destination du Golfe passant par l'Iraq. Les exportations iraniennes en Iraq ont peut-être compensé en partie la diminution des importations d'autres provenances — l'Iraq est devenu le plus gros acheteur des produits non pétroliers qu'exporte l'Iran.

Cet encadré a été préparé par Francisco Parodi et Carlo Sdravich avec les contributions d'Alberto Behar, Patrick Blagrove, Harald Finger et Ben Hunt.

Encadré 1.1 (fin)

- **La poursuite des combats risque d'intensifier les flux de réfugiés à travers la région.** Le Mashrek a vu arriver des flux considérables de réfugiés syriens, dont le nombre atteint maintenant environ 2,9 millions et qui sont concentrés au Liban (1,2 million) et en Jordanie (plus de 600.000). L'Iraq et la Turquie sont les autres destinations majeures. Les pressions humanitaires et économiques sur ces pays et les autres dans la région s'intensifieraient en cas d'augmentation des flux de réfugiés, du fait de l'escalade des hostilités en Iraq.
- **Les relations financières directes sont limitées.** Plusieurs banques étrangères sont présentes en Iraq, mais leurs activités sont en général de faible envergure et centrées sur le financement des échanges commerciaux.

Répercussions mondiales

Selon les actuelles projections de référence, les répercussions mondiales seraient maîtrisées, mais une extension du conflit (au point de perturber les exportations de pétrole) pourrait faire monter les cours pétroliers et ralentir la croissance mondiale.

- À moins d'une intensification extrême du conflit, les exportations mondiales de pétrole devraient à court terme baisser faiblement : l'Iraq a réussi à maintenir son volume d'exportations à un niveau stable et l'Arabie saoudite dispose de capacités excédentaires considérables qui permettraient de compenser les déficits de production restants.
- L'impact à moyen terme devrait aussi être limité. Sur fond de stagnation à moyen terme de la demande de pétrole brut de l'OPEP (PER de novembre 2013, Annexe I), la contribution plus faible que prévu de l'Iraq à l'expansion des capacités excédentaires de l'OPEP atténuerait la pression à la baisse sur les décisions de production des autres pays membres et sur les cours mondiaux.
- Par contre, selon un scénario moins optimiste qui envisage l'extension du conflit à Bagdad et dans le Sud du pays, les exportations de pétrole irakiennes pourraient être réduites de moitié (environ 1½ % de la consommation mondiale de pétrole) par rapport à leur niveau actuel, et la moitié seulement de cette réduction serait compensée par une surproduction à partir des capacités excédentaires mondiales (*Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2014). Dans ce cas de figure, les cours pétroliers pourraient augmenter considérablement, en partie selon que la perturbation continue des approvisionnements dans les autres pays entretiendrait ou non une tension telle sur le marché mondial que les troubles en Iraq produiraient une hausse sensible de la demande de précaution pour la constitution de stocks. D'après ce scénario, les cours du pétrole augmenteraient de 20 % la première année et reviendraient au niveau de référence avec le retour à la normale sur une période de trois ans. L'envolée des cours pétroliers pourrait faire baisser l'appétit pour le risque des marchés financiers, car les effets de confiance pourraient affecter les cours boursiers mondiaux. La hausse des cours pétroliers combinée au recul de l'appétit pour le risque pourrait se solder au bout de deux ans par une baisse de la production économique mondiale de 1½ % par rapport au scénario de référence.

en particulier aux Émirats arabes unis, où l'indice de Dubaï a gagné plus de 50 % pendant les quatre premiers mois avant de subir une correction. Les pays du CCG ont été considérés comme des destinations relativement sûres pour les capitaux pendant les périodes de volatilité des marchés financiers mondiaux (encadré 1.2) et de troubles régionaux.

Les systèmes bancaires sont en général restés en bonne santé. Dans beaucoup de pays, la forte capitalisation, la rentabilité stable et le faible volume de créances improductives limitent les risques. Le crédit au secteur privé s'est développé plus vite que l'activité économique dans beaucoup de pays, ce qui

peut être un indice de reprise après la crise financière mondiale et un signe salubre de développement des circuits de capitaux. Cependant, dans quelques pays, l'expansion rapide du crédit, la forte concentration des prêts et les déficiences de la gouvernance d'entreprise appellent à être vigilants. Dans la plupart des pays hors du CCG, le système bancaire reste sous-développé ou affecté par des problèmes plus vastes de sécurité. La banque islamique a rapidement pris de l'essor, surtout dans les pays du CCG, mais les capacités de gestion des risques sont encore en train de se développer et les systèmes de régulation et de supervision ne sont pas encore adaptés pour traiter les risques spécifiques liés à la finance islamique.

Encadré 1.2

Flux de capitaux à destination des pays du CCG

Les pays du CCG sont parmi les plus gros bénéficiaires des investissements de portefeuille privés de la région MOANAP. Lors des récents épisodes d'accroissement de l'aversion aux risques, la solidité de la situation extérieure des pays du CCG a conduit les investisseurs à leur trouver plus d'attrait que la classe d'actifs plus générale des pays émergents.

Bien que les flux de capitaux vers les pays du CCG aient en général été corrélés avec les flux en direction des autres pays émergents, ce lien s'est distendu depuis que la Réserve fédérale a annoncé en mai 2013 la réduction progressive de ses achats d'actifs. D'après les estimations des flux d'investissements de portefeuille jusqu'en juillet 2014, l'impact cumulé de l'inflexion de la politique monétaire et de la volatilité des marchés émergents depuis mai 2013 a été moins négatif pour les pays du CCG; il s'est chiffré à 780 millions de dollars (0,05 % du PIB ou 3,5 % des actifs gérés), alors que le total de sorties de capitaux des autres pays émergents s'est monté à 79 milliards de dollars (0,35 % du PIB ou 6,1 % des actifs gérés) (graphique 1.2.1)¹.

Au cours de la période qui a suivi l'annonce de l'inflexion de la politique monétaire américaine, de mai à septembre 2013, les sorties de fonds hebdomadaires (obligations et actions) des pays du CCG ont été plus ou moins comparables à celles des autres pays émergents. La situation s'est détendue en septembre 2013, lorsque la Réserve fédérale a pris les marchés par surprise en retardant le virage monétaire, mais il y a eu un regain de tension vers la fin janvier/début février 2014, à cause de préoccupations concernant les fondamentaux et les vulnérabilités des pays émergents². Les pays du CCG ont été nettement moins touchés durant la dernière période : les sorties de capitaux d'investissement ont été moitié moins importantes que dans les autres pays émergents. Après cette période de volatilité, les sorties de capitaux ont continué à une allure plus lente jusqu'en mars, mais les flux sont de nouveau revenus vers les pays du CCG et les autres pays émergents au cours du deuxième trimestre de 2014.

À partir de mai 2013, l'attitude des investisseurs à l'égard des pays émergents a d'abord été généralement négative, mais ils ont commencé à faire de plus en plus de distinctions entre ces pays.

De manière plus précise, il n'y avait pas de lien décelable entre les fondamentaux et les sorties de capitaux lors du premier épisode, alors que durant la seconde période, les pays dont les comptes budgétaires ou extérieurs étaient solides ont subi des sorties de fonds moins importantes (Rapport sur la stabilité financière dans le monde du FMI, avril 2014). Les pays du CCG se distinguent des autres pays émergents à la fois par des excédents extérieurs bien plus élevés et de moindres sorties de capitaux (graphique 1.2.2). De plus, comme dans les autres pays émergents, les sorties étaient d'autant moins importantes que les excédents étaient élevés. La vigueur du secteur extérieur semble donc être un important facteur qui explique les sorties de capitaux limitées pendant la seconde période de volatilité³.

Cet encadré a été préparé par Alberto Behar, Harald Finger et Gregory Hadjian.

¹Les flux d'investissements de portefeuille vers les pays du CCG sont en général plus faibles en pourcentage du PIB que dans les autres pays émergents, et ont donc un moindre impact sur leur économie. La source de données (EPFR) ne couvre qu'une partie de l'ensemble des investissements de portefeuille dans les pays du CCG et les autres pays émergents, mais elle est généralement utilisée comme approximation.

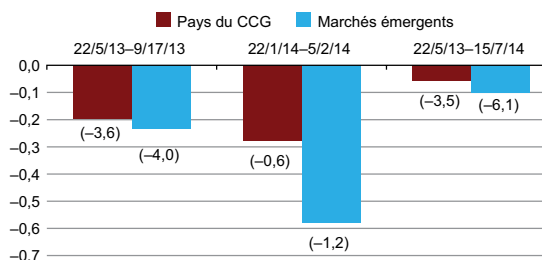
²Cette période correspond aux semaines de plus forte volatilité, lors du reflux de capitaux du début de 2014; elle est mesurée à l'aide d'indicateurs de volatilité et d'indices obligataires et boursiers des pays émergents.

³Des changements institutionnels, tels que l'inclusion des Émirats arabes unis et du Qatar dans l'indice MSCI des pays émergents en mai 2014, favorisent aussi les entrées de capitaux.

Graphique 1.2.1

Flux nets de portefeuille¹

(Équivalent hebdomadaire de flux, pourcentage des actifs gérés; flux cumulés entre parenthèses)

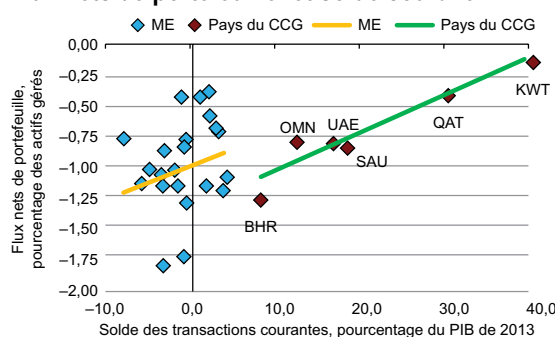


Sources : EPFR Global; calculs des services du FMI.

¹Les flux de portefeuille sont représentés par les flux d'actions et d'obligations d'EPFR.

Graphique 1.2.2

Deuxième période (22/1/14–5/2/14) :

Flux nets de portefeuille¹ et solde courant

Sources : EPFR Global; calculs des services du FMI.

Note : ME = marchés émergents.

¹Les flux de portefeuille sont représentés par les flux d'actions et d'obligations d'EPFR.

Les risques pesant sur les cours pétroliers demeurent équilibrés, mais les risques géopolitiques se sont accentués

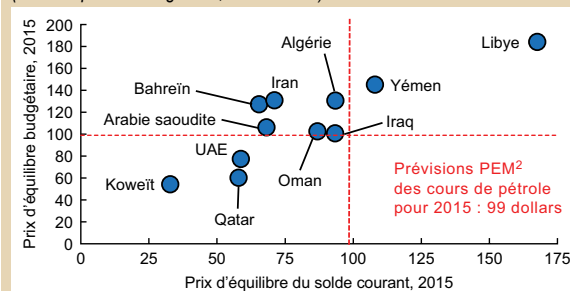
Face aux risques baissiers persistants qui pèsent sur la demande mondiale de pétrole et à l'incertitude quant à l'évolution de l'offre (qui pourrait croître ou décroître d'environ 2 mbj, soit environ 2 % de l'offre mondiale), les marchés d'options jugent que les risques sont globalement équilibrés. Bien que l'intensification des tensions géopolitiques fasse plutôt anticiper une hausse des cours pétroliers, il y a aussi des risques baissiers considérables, du fait de l'augmentation de l'offre et du repli de la demande mondiale. Comme il y a une chance sur trois pour que le cours du pétrole dépasse 112 dollars ou tombe en dessous de 87 dollars au milieu de 2015, les pays sont vulnérables en cas de baisse des cours, car l'accroissement des dépenses publiques a rehaussé le prix d'équilibre du pétrole dans la plupart des pays (graphique 1.4).

- La situation sécuritaire, difficile et imprévisible, pourrait perturber encore plus les approvisionnements dans les pays non membres du CCG, ce qui ferait monter les cours du pétrole. L'escalade de la guerre civile en Iraq pourrait perturber les exportations de pétrole et même se répercuter sur les autres producteurs. En Libye et au Yémen, le redressement escompté de la production pourrait à nouveau être compromis si la situation sécuritaire ne s'améliore pas. En cas d'échec du rapprochement entre l'Iran et le groupe P5+1¹, les exportations pétrolières iraniennes pourraient se réduire en raison du renforcement des sanctions. Dans le cas très improbable où tous les risques se matérialiseraient en même temps, le déficit d'offre de pétrole hors CCG pourrait se chiffrer à environ 2 mbj. Par ailleurs, du fait des sanctions supplémentaires qui pourraient être infligées à la Russie, il pourrait y avoir un surcroît de pressions à la hausse sur les prix des hydrocarbures, à cause de la réduction ou de la

¹ Le groupe P5+1 se compose des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni et Russie) plus l'Allemagne.

Graphique 1.4

Les incertitudes liées aux cours du pétrole aggravent les vulnérabilités (Prix d'équilibre budgétaire, dollars/baril)¹



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : PEM = base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹Prix d'équilibre de 2013 pour le Yémen.

²Moyenne simple des prix au comptant UK Brent, Dubai et West Texas Intermediate.

crainte d'une réduction des exportations de gaz et de pétrole russes. La hausse des cours pourrait être atténuée si les autres producteurs du Moyen-Orient, en particulier l'Arabie saoudite, décidaient d'accroître leur production².

- Il est possible, *a contrario*, que les cours pétroliers baissent si l'offre est supérieure aux attentes. La production des pays non membres du CCG pourrait dépasser les prévisions. Par exemple, l'amélioration de la conjoncture extérieure de l'Iran pourrait lui permettre d'exporter près de 1 mbj de plus que prévu à l'heure actuelle et de réveiller plus tôt l'activité dans les autres secteurs, ce qui aurait un impact considérable sur l'ensemble de la région. La production pétrolière de l'Iraq et de la Libye pourrait se redresser plus vite en 2015 si la situation sécuritaire s'améliorait plus rapidement. La production des États-Unis pourrait créer à nouveau la surprise, et compte tenu des récentes modifications apportées aux régimes de réglementation, il est d'autant plus probable que d'autres pays suivent l'exemple des États-Unis et exploitent avec succès leurs ressources de pétrole et de gaz non conventionnelles à moyen terme. Si ces éventualités se matérialisaient, cela pourrait

² En plusieurs occasions, lors de périodes de pénurie de l'offre mondiale de pétrole, l'Arabie saoudite, qui dispose d'une capacité excédentaire de 2,7 mbj, est intervenue en accroissant sa production (voir l'encadré 4 du chapitre 3 du Rapport de contagion 2014 du FMI, *Spillover Report* [2014a]).

représenter à court terme un surcroît de production de 2 mbj, donc un manque à gagner pour la région.

- La demande mondiale de pétrole pourrait en outre pâtir du déclin de la croissance mondiale, en cas de détérioration soudaine des marchés financiers ou de faiblesse persistante de la reprise.

Les risques pesant sur l'économie non pétrolière sont l'intensification des conflits et l'inertie des politiques. Le risque majeur est celui d'une guerre civile totale en Iraq, qui pourrait ravager l'activité non pétrolière du pays et de ses voisins (encadré 1.1).

La baisse des recettes et la hausse des dépenses publiques affaiblissent les comptes budgétaires

Bien que les pays aient soutenu la demande comme il convenait pendant la récession mondiale, la conjoncture actuelle justifie le retour au rééquilibrage budgétaire dans certains cas, surtout lorsque la politique monétaire reste accommodante sous un régime de parité fixe. Dans les pays du CCG, les années de croissance rapide depuis la crise financière mondiale, la hausse des prix des actifs, la croissance rapide du crédit dans certains pays et la situation monétaire mondiale accommodante appellent le retour au rééquilibrage budgétaire, complété, le cas échéant, par des mesures macroprudentielles pour prévenir les risques de surchauffe (Arvai, Prasad et Katayama 2014). Sur fond de baisse des recettes et d'autres chocs, beaucoup de pays CCG ont pour tâche immédiate et plus délicate d'accompagner la demande avec des ressources limitées. L'Iraq et la Libye, par exemple, sont contraints de puiser dans les richesses pétrolières précédemment constituées pour subvenir aux besoins essentiels, et l'Algérie devrait tirer parti de ses perspectives économiques à court terme relativement favorables et commencer à réduire son déficit. Le rééquilibrage des comptes affermirait la résilience face aux chocs futurs et aiderait à remédier à la dégradation de la situation budgétaire :

- Les recettes pétrolières ont cessé d'augmenter, mais ce n'est pas le cas des dépenses

publiques. Bien que les perturbations des approvisionnements aient permis aux cours de rester plus élevés que prévu, ils sont restés stationnaires aux environs de 105 dollars le baril depuis 2011, et les marchés financiers continuent à en prédire la baisse à moyen terme. En outre, les perturbations de la production de pétrole dans la plupart des pays non membres du CCG, l'arrivée à maturité des gisements et le faible montant des recettes non pétrolières concourent à réduire les recettes de 3½ points de PIB, selon les estimations, entre 2011 et 2015. Par contre, d'après les prévisions, les dépenses publiques auront augmenté de 7 % par an en termes réels entre 2011 et 2015, soit une hausse de 2 points de PIB, pour l'essentiel des dépenses courantes qu'il est difficile d'inverser (graphique 1.5).

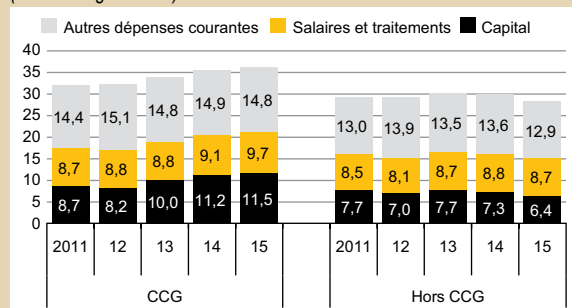
- Les déséquilibres budgétaires vont s'aggraver (graphique 1.6). En Arabie saoudite, notamment, l'administration centrale sera en déficit dès 2015. Au total, après avoir atteint un pic de 7¾ % du PIB en 2012, l'excédent budgétaire des pays exportateurs de pétrole ne sera plus que de 1¼ % en 2015 et disparaîtra à l'horizon 2017 (graphique 1.7). Même si les cours du pétrole restent à leurs maximums de 2014, les soldes budgétaires vont se dégrader si les politiques n'évoluent pas. Par ailleurs, à partir de 2015, un approvisionnement supplémentaire de 1 mbj hors MOANAP en sus des prévisions provoquerait selon certaines estimations une baisse d'environ 12 % des recettes pétrolières, ce qui affaiblirait les soldes budgétaires de 3 % du PIB³.
- Bien que la plupart des pays exportateurs de pétrole voient leur situation budgétaire se dégrader, les comptes des pays du CCG sont en général plus solides. Le Qatar et le Koweït ont actuellement des marges de manœuvre considérables et des ressources d'hydrocarbures durables. C'est aussi le cas des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite, mais ces pays n'ont pas encore épargné suffisamment de richesse pour les générations futures (graphique 1.8).

³ S'agissant d'une offre supplémentaire provenant de la région, l'effet négatif du prix du pétrole sur les soldes budgétaires dépasserait l'effet positif du surcroît de production.

Graphique 1.5

La masse salariale et l'investissement alimentent la montée des dépenses publiques dans les pays du CCG

(Pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

L'Algérie, Bahreïn, Oman, et le Yémen ont un horizon de ressources pétrolières plus restreint et une situation budgétaire plus faible que celle des pays susmentionnés. L'Iran, l'Iraq et la Libye ont un horizon plus long, mais des marges financières limitées pour soutenir la demande globale en cas de choc des exportations pétrolières.

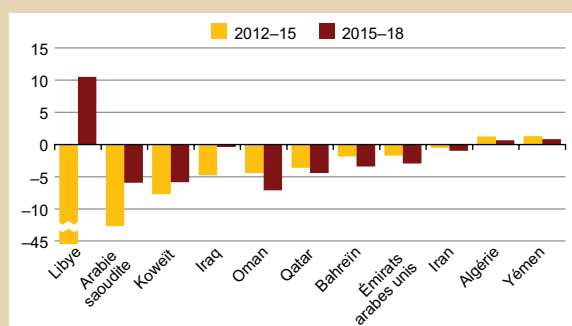
À l'instar des soldes budgétaires, les soldes courants devraient également s'inscrire en baisse. Compte tenu de l'évolution démographique, des structures économiques et du faible niveau des prix intérieurs de l'énergie, la consommation de gaz des pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient va augmenter plus vite que celle du reste du monde (graphique 1.9), ce qui pèsera sur la croissance des exportations d'hydrocarbures dans la plupart des cas. Comme les exportations non pétrolières ne compenseront pas ce déficit et que la demande d'importation augmentera, les soldes courants devraient chuter, tombant d'un pic de 18½ % du PIB en 2012 à moins de la moitié en 2016 (graphique 1.10). Les excédents sont déjà insuffisants pour accumuler la richesse extérieure nécessaire afin de couvrir les besoins d'importations des générations futures une fois que les recettes pétrolières cesseront de rentrer.

Pour renforcer leur situation budgétaire, la plupart des pays ont besoin de réformer les subventions énergétiques, d'accroître les recettes non pétrolières et de renforcer les systèmes de contrôle des dépenses budgétaires.

- La rationalisation des subventions énergétiques tout en protégeant ceux qui sont dans le besoin permettrait de dégager des ressources budgétaires pouvant servir à redresser les comptes ou à accroître les dépenses prioritaires. Cela améliorerait en outre les rendements énergétiques. Certains pays, notamment le Yémen, ont déjà progressé dans la correction des importantes subventions énergétiques.
- Les recettes non pétrolières des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP sont en général inférieures à celle des autres pays exportateurs. Le renforcement des recettes non pétrolières peut accroître la résilience de l'économie face à l'évolution du marché pétrolier.

Graphique 1.6

Affaiblissement des soldes budgétaires

(Variation des soldes budgétaires¹, en pourcentage du PIB)

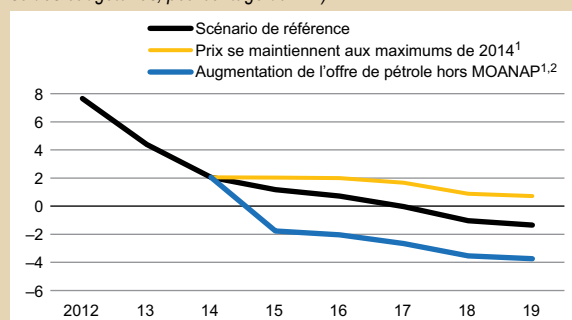
Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

¹Solde de l'administration centrale dans le cas de l'Arabie saoudite et d'Oman.

Graphique 1.7

Une montée des cours ne garantira pas les soldes budgétaires

(Exportateurs de pétrole de la région MOANAP; soldes budgétaires, pourcentage du PIB)



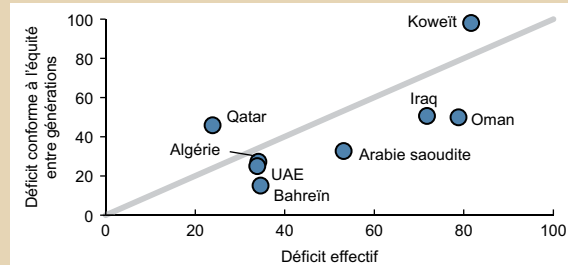
Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

¹À supposer que les politiques ne changent pas.²Augmentation non prévue de 1 mbj à partir de 2015.

Graphique 1.8

Les déficits hors hydrocarbures sont trop élevés pour assurer l'équité entre générations dans la plupart des pays

(Déficit primaire hors hydrocarbures, pourcentage du PIB hors hydrocarbures, 2013)

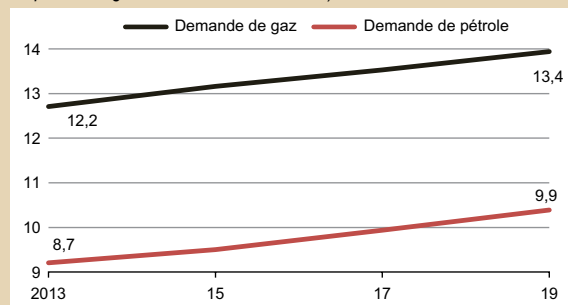


Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Graphique 1.9

Une consommation de pétrole et de gaz en hausse

(Moyen-Orient : demande de pétrole et de gaz en pourcentage de la demande mondiale)

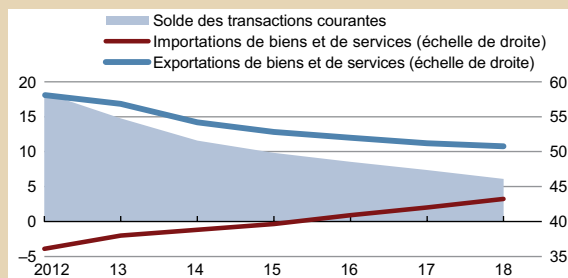


Source : Agence internationale de l'énergie.

Graphique 1.10

Les soldes courants diminuent

(Exportateurs de pétrole de la région MOANAP; en pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

- Un cadre budgétaire à moyen terme reposant sur des hypothèses d'évolution des cours pétroliers réalistes et porté par des unités macrobudgétaires nouvelles ou améliorées, donnerait des bases plus fermes aux décisions de dépenses et atténuerait les risques de dépassements.

Une croissance fondée sur la diversification et non sur la hausse des cours du pétrole

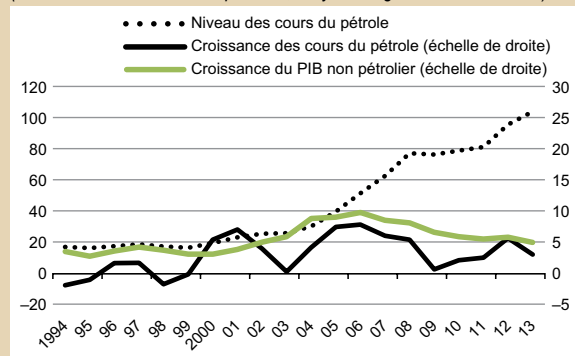
Les prévisions de croissance à court terme favorables deviennent moins positives lorsqu'on les replace dans une perspective historique. Par exemple, au cours de la période 2002–08, les taux de croissance du PIB non pétrolier ont dépassé 8 % et coïncidé avec une forte croissance de l'emploi. Les cours du pétrole (25 dollars le baril à l'origine) ont presque quadruplé au cours de la même période. Cette succession de fortes hausses des cours a peu de chance de se répéter à l'avenir.

Il ressort des données empiriques que la progression rapide du PIB dans les pays exportateurs de matières premières tient beaucoup plus à la *croissance* concomitante des cours qu'à leur niveau élevé (Gruss, 2014). L'analyse de régression des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP suggère que la relation entre la croissance du PIB non pétrolier et celle des cours du pétrole est cinq fois plus forte que la relation avec le niveau des cours (graphique 1.11). La montée des cours du pétrole tend à provoquer une augmentation des dépenses publiques, ce qui fait progresser le PIB non pétrolier, mais à court terme seulement (Husain, Tazhibayeva et Ter-Martirosyan 2008).

À politiques inchangées et en l'absence de hausses rapides et persistantes des cours du pétrole, la progression du PIB non pétrolier ne peut se poursuivre à moyen terme qu'au prix de politiques budgétaires intenables. Dans la plupart des cas, la croissance non pétrolière se concentre dans les secteurs des services, qui sont tributaires de la demande engendrée par les recettes pétrolières. De plus, dans bien des cas, la productivité du secteur non pétrolier a diminué (annexe I). Le modèle économique actuel ne pourra pas créer suffisamment d'emplois pour absorber un nombre croissant de travailleurs; il est donc d'autant plus urgent de promouvoir une croissance inclusive basée sur la diversification et la création d'emplois dans le secteur privé.

Dans les pays du CCG, le climat des affaires est favorable au regard des critères internationaux, les déficits d'infrastructure sont modestes et l'efficacité des dépenses d'équipement, au demeurant élevées, est comparable à celle observée dans d'autres pays

Graphique 1.11

Une croissance du PIB tributaire de la montée des cours*(Cours du Brent et PIB non pétrolier, moyennes glissantes triennales)*

Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

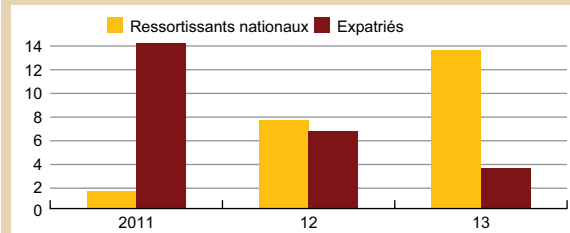
(annexe II). Par ailleurs, des réformes du marché du travail ont été entreprises en Arabie saoudite⁴ et dans d'autres pays (graphique 1.12). D'autres mesures permettraient de conforter davantage ces avancées, dont les suivantes⁵ :

- **Améliorer la qualité de l'éducation.** Bien que les taux de scolarisation et le niveau des dépenses d'éducation soient élevés, l'éducation est de faible qualité par rapport aux normes mondiales. L'amélioration des services éducatifs et de la coordination avec les employeurs pour développer la formation sur le tas peut, à terme, encourager les entreprises privées à engager des ressortissants nationaux et accroître la productivité. Des politiques actives du marché du travail bien conçues peuvent aussi avoir un effet important.
- **Maîtriser la croissance de la masse salariale du secteur public et encourager les hommes et les femmes des pays du CCG à rechercher des emplois dans le secteur privé.** Le secteur public offre des rémunérations élevées et c'est l'employeur de premier et de dernier recours, ce qui crée des distorsions, puisque cela rehausse

⁴ «Saudi Arabia: 2014 Article IV Consultation», Rapport du FMI n° 14/292 (Washington, 2014).

⁵ Pour une analyse détaillée des mesures propres à promouvoir la diversification économique des pays du CCG, voir Cherif et Hasanov (2014), et les actes de la conférence «Développement, diversification économique et rôle de l'État» qui s'est tenue au Koweït, en avril 2014 (<http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2014/mcd/>).

Graphique 1.12

Les réformes du marché du travail portent-elles leurs fruits?*(Emploi du secteur privé au sein des pays du CCG¹, variation en pourcentage)*

Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

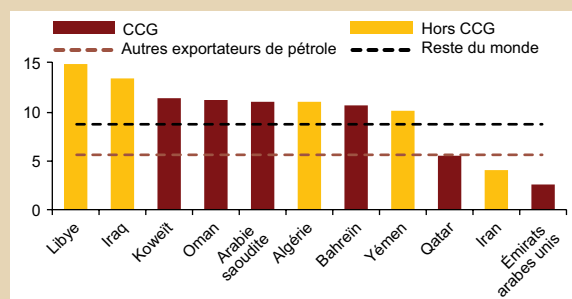
¹Bahrein et Koweït (données jusqu'en juin 2013), Oman et Arabie saoudite (données jusqu'en juin 2013).

le salaire de réserve des ressortissants nationaux dans le secteur privé. De plus, comme indiqué plus haut, l'embauche dans le secteur public est un mécanisme de création d'emplois qui n'est pas viable sur le plan budgétaire, et pourtant la masse salariale est élevée dans ces pays, par rapport aux normes internationales (graphique 1.13) et représente un pourcentage grandissant du PIB (graphique 1.5). Les mesures visant à accroître la participation des femmes à la vie active (voir l'encadré 1.3 des Perspectives économiques régionales de novembre 2013) et à lier l'assurance-chômage à la recherche active d'un emploi ou d'une formation pourraient aussi accroître le vivier de nationaux susceptibles d'être engagés par les entreprises privées.

- **Réduire les distorsions qui produisent une dépendance excessive à l'égard de la main-d'œuvre étrangère.** Dans certains domaines, des subventions temporaires et soigneusement ciblées des salaires peuvent permettre de réduire le coût d'embauche de nationaux plutôt que d'expatriés. En améliorant le respect des droits actuels des migrants et en augmentant leur mobilité au sein des pays d'accueil, il serait possible d'accroître la productivité grâce à une affectation plus efficiente des travailleurs aux postes vacants, à une réduction de l'écart entre le coût d'embauche des travailleurs locaux et étrangers et à la promotion d'une croissance inclusive en améliorant les conditions de vie des travailleurs migrants.

Graphique 1.13

La masse salariale du secteur public est élevée (Pourcentage du PIB, 2014)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

- **Réduire graduellement les subventions énergétiques**, ce qui contribuerait à empêcher le détournement des investissements au profit de secteurs qui consomment beaucoup d'énergie, mais emploient peu de main-d'œuvre.
- **Réorienter les incitations vers les secteurs des biens échangeables**. La hausse des dépenses publiques infrastructurelles et salariales fausse les incitations à la production intérieure à l'avantage des secteurs des biens et services non échangeables qui emploient des travailleurs peu qualifiés et produisent peu de valeur ajoutée. Pour encourager la production de biens et de services échangeables, il faut s'efforcer de réduire les obstacles à la concurrence et mettre l'accent sur la facilitation des échanges et la promotion des exportations.

La croissance soutenue des pays non membres du CCG nécessite un certain nombre de conditions

préalables qu'il a été, à des degrés divers, difficile de réunir à cause de la situation défavorable sur les plans économique, politique et sécuritaire :

- **Améliorer le climat des affaires et le climat politique**. Il sera crucial, bien qu'extrêmement difficile, de remédier à la situation d'insécurité dans certains pays pour accroître et stabiliser la production de pétrole. Étant donné que l'instabilité politique décourage davantage les investissements directs étrangers dans les secteurs des biens échangeables hors ressources naturelles que dans les secteurs très liés aux ressources naturelles ou produisant des biens ou services non échangeables (Banque mondiale 2013), l'amélioration du climat politique encouragerait la croissance et la diversification de l'économie.
- **Réduire le coût des formalités de création et de gestion d'une entreprise et améliorer l'accès à la finance**, ce qui favorisera l'esprit d'entreprise dans le secteur privé (annexe III).
- **Accroître les dépenses publiques dans les infrastructures lorsque les ressources le permettent**, tout en contenant les dépenses courantes. Les dépenses publiques d'équipement ont diminué en pourcentage du PIB (graphique 1.5), ce qui est compréhensible, au vu des besoins de dépenses immédiats de certains pays; cependant, le multiplicateur budgétaire des dépenses d'équipement est plus de deux fois supérieur à celui des dépenses courantes (Abdallah *et al.*, à paraître) et peut avoir des effets durables sur le niveau de la production (chapitre 3 des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2014).

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne 2000–10	2011	2012	2013	Projections	
					2014	2015
Croissance du PIB réel	5,5	5,3	5,7	2,2	2,5	3,9
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>						
Algérie	3,9	2,8	3,3	2,8	3,8	4,0
Arabie saoudite	5,0	8,6	5,8	4,0	4,6	4,5
Bahreïn	5,5	2,1	3,4	5,3	3,9	2,9
Émirats arabes unis	4,8	4,9	4,7	5,2	4,3	4,5
Iran, République islamique d'	5,0	3,9	-6,6	-1,9	1,5	2,2
Iraq	...	10,2	10,3	4,2	-2,7	1,5
Koweït	4,8	10,2	8,3	-0,4	1,4	1,8
Libye	4,6	-62,1	104,5	-13,6	-19,8	15,0
Oman	3,6	4,1	5,8	4,8	3,4	3,4
Qatar	12,7	13,0	6,1	6,5	6,5	7,7
Yémen	4,5	-12,7	2,4	4,8	1,9	4,6
Inflation des prix à la consommation	7,2	8,8	10,3	10,2	7,0	7,5
<i>(Moyenne annuelle en pourcentage)</i>						
Algérie	3,3	4,5	8,9	3,3	3,2	4,0
Arabie saoudite	1,8	3,7	2,9	3,5	2,9	3,2
Bahreïn	1,6	-0,4	2,8	3,3	2,5	2,4
Émirats arabes unis	5,1	0,9	0,7	1,1	2,2	2,5
Iran, République islamique d'	14,5	21,5	30,5	34,7	19,8	20,0
Iraq	20,7	5,6	6,1	1,9	4,7	6,2
Koweït	3,1	4,9	3,2	2,7	3,0	3,5
Libye	3,8	15,9	6,1	2,6	4,8	6,3
Oman	2,6	4,0	2,9	1,2	2,8	2,8
Qatar	5,0	1,9	1,9	3,1	3,4	3,5
Yémen	11,0	19,5	9,9	11,0	9,0	11,4
Solde budgétaire global des administrations publiques	7,2	5,7	7,6	4,4	2,0	1,2
<i>(Pourcentage du PIB)</i>						
Algérie	5,2	-1,2	-4,1	-1,9	-5,1	-5,1
Arabie saoudite	10,7	12,0	14,7	8,7	5,2	1,6
Bahreïn ¹	0,4	-1,5	-3,2	-4,3	-4,8	-5,7
Émirats arabes unis ³	6,5	4,2	8,9	6,5	6,3	6,2
Iran, République islamique d'	2,7	-1,4	-2,0	-2,3	-2,1	-2,2
Iraq	...	4,7	4,1	-5,9	-3,0	-0,6
Koweït ¹	28,0	34,7	34,8	32,1	28,6	26,5
Libye	14,0	-15,9	27,8	-4,0	-52,1	-30,2
Oman ¹	9,6	9,4	4,6	8,1	3,0	0,2
Qatar	8,3	6,5	9,6	15,4	11,4	9,0
Yémen	-2,2	-4,5	-6,3	-6,9	-5,4	-5,0
Solde des transactions courantes	12,7	18,4	18,4	14,8	11,6	9,8
<i>(Pourcentage du PIB)</i>						
Algérie	14,5	9,9	5,9	0,4	-3,0	-2,9
Arabie saoudite	15,5	23,7	22,4	17,7	15,1	12,4
Bahreïn	5,9	11,2	7,2	7,8	7,0	6,4
Émirats arabes unis	8,0	14,7	18,5	16,1	11,1	11,8
Iran, République islamique d'	5,9	11,0	6,6	7,5	4,2	1,7
Iraq	...	12,0	6,7	-0,8	3,0	2,4
Koweït	30,7	43,6	45,5	40,5	40,8	38,6
Libye	25,4	9,1	29,1	13,6	-27,1	-20,9
Oman	8,8	15,8	13,3	11,9	9,9	5,6
Qatar	19,1	30,6	32,7	30,9	27,1	23,2
Yémen	0,7	-3,0	-1,7	-3,1	-1,3	-1,1

Sources : données communiquées par les autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

Note : variables communiquées sur la base de l'exercice budgétaire pour l'Iran (21 mars/20 mars) et le Qatar (avril/mars).

¹Administration centrale.²Administration centrale et Fonds de développement national à l'exclusion de l'organisation des subventions ciblées.³Comptes consolidés du gouvernement fédéral et des émirats d'Abou Dhabi, de Dubaï et de Sharjah.

2. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : face à une reprise faible et à des perspectives modestes, l'heure est aux réformes

Les tensions sociopolitiques et l'insécurité persistantes, la dette publique élevée et les problèmes structurels profondément ancrés continuent à ralentir l'essor économique créé par l'amélioration de la conjoncture extérieure et les progrès des transitions politiques internes. Les prévisions de croissance restent ainsi largement inchangées par rapport à la Mise à jour des Perspectives économiques régionales (PER) de mai 2014, à 3 % en 2014, puis 4 % en 2015. L'intensification des conflits régionaux et des tensions géopolitiques accentuent les risques baissiers. Les efforts de rationalisation des subventions universelles inefficaces progressent, et elles font place à des systèmes d'assistance sociale mieux ciblés et à des investissements générateurs de croissance. Néanmoins, il est nécessaire de poursuivre le rééquilibrage des finances publiques pour mettre la dette publique sur une trajectoire viable et accroître les marges de manœuvre budgétaire pour résister aux chocs défavorables. Une plus grande souplesse du régime de change permettrait dans certains cas de soutenir le redressement et d'améliorer la compétitivité. Au-delà du court terme, il est essentiel d'améliorer la sécurité et d'engager de profondes réformes structurelles, surtout de l'éducation, du climat des affaires et de l'efficacité des marchés du travail, appuyées par des efforts de stabilisation continus et un surcroît d'aide de la communauté internationale. Ces réformes sont nécessaires pour rehausser les taux de croissance potentielle de la région, créer les emplois dont elle a tant besoin et améliorer les niveaux de vie et l'inclusion.

La fragilité de la confiance freine la reprise

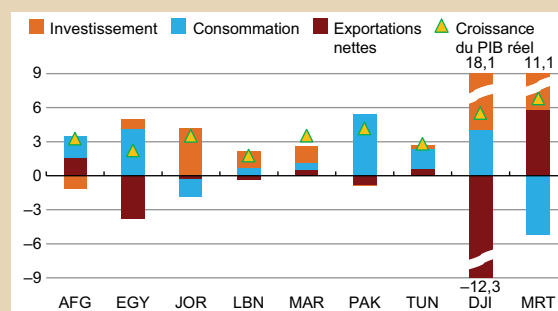
Les avancées récentes des transitions politiques favorisent une reprise modeste, qui est cependant occultée par les conflits régionaux.

Depuis le Printemps arabe, certains pays se sont dotés de nouvelles constitutions, et plusieurs ont tenu des élections. Beaucoup de gouvernements, mais pas tous, ont maintenant l'horizon de plusieurs années nécessaire pour engager des réformes propres à doper la croissance économique et l'emploi — en procédant cependant pas à pas, car il importe de forger un solide consensus public et de préserver la stabilité politique. Le conflit en Syrie continue cependant d'imposer un lourd tribut humanitaire et perturbe l'activité économique. Il est aussi une des causes de l'impasse politique au Liban, qui n'a plus de président depuis le mois de mai. Plus généralement, l'intensité des conflits régionaux fait craindre une déstabilisation plus généralisée. Le sentiment d'insécurité alimenté par ces conflits, les troubles sociaux liés au chômage encore élevé, les inégalités (annexe IV) et les insuffisances des systèmes

Préparé par Pritha Mitra, avec le concours de Gohar Abajyan en matière de recherche.

Graphique 2.1

La consommation et l'investissement sont les moteurs de la croissance du PIB réel
(Pourcentage, 2014)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

d'assistance sociale (encadré 2.1) minent la stabilité naissante résultant des transitions politiques.

La fragilité de la confiance freine la demande intérieure (graphique 2.1). Les incertitudes sociopolitiques et l'insécurité au plan régional ont un effet dissuasif sur les investissements privés. Les conflits en Syrie, en Iraq et dans la Bande de Gaza minent la confiance au Liban et en Jordanie, dont les ressources déjà limitées sont mises à rude épreuve par l'afflux de réfugiés (*Mise à jour des PER de mai 2014*). À ces incertitudes s'ajoutent des déficiences structurelles et institutionnelles, les risques

Encadré 2.1

Amélioration de l'assistance sociale des pauvres dans la région MOAN

Dans la région MOAN, le problème de l'inefficacité et du coût des subventions universelles en tant qu'outil d'assistance sociale souligne l'urgence nécessaire de mettre en place des systèmes ciblés de couverture sociale des populations pauvres et vulnérables.

Les systèmes d'assistance sociale ciblée peuvent réduire la pauvreté et promouvoir une croissance inclusive. Ces systèmes reposent sur des transferts monétaires, quasi monétaires (coupons alimentaires, par exemple) et en nature (aliments, par exemple). S'ils sont bien conçus, ils permettent de réduire la pauvreté en apportant une assistance fiable aux ménages pauvres et vulnérables. Ils permettent aussi de réaliser des objectifs sociaux s'ils sont conditionnés à l'action des bénéficiaires (scolarisation des enfants, par exemple) et peuvent facilement être élargis en période de crise. Le Mexique a ainsi étendu son programme d'emploi temporaire à 900.000 personnes supplémentaires en quatre ans en réponse à des catastrophes naturelles.

Les pays de la région MOAN consacrent une part relativement faible de leur budget à l'assistance sociale ciblée. Ils dépensent moins et ont une couverture sociale des pauvres moins étendue que dans la plupart des pays émergents et en développement (graphique 2.1.1). À l'échelle de la région MOAN, l'assistance sociale représente en moyenne 0,7 % du PIB, contre 1,6 % dans les pays émergents et en développement. Plusieurs pays de la région MOAN dépensent plus pour les subventions que pour les autres services sociaux.

Les systèmes d'assistance sociale qui existent dans la région MOAN en général ne réussissent pas à réduire la pauvreté :

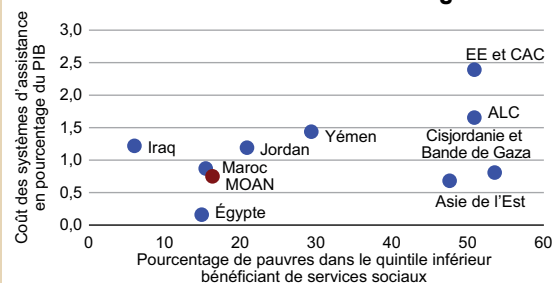
- Les systèmes sont fragmentés en un grand nombre de petits programmes dont chacun a son propre mécanisme de ciblage.
- Les capacités administratives limitées minent l'efficacité de nombreux programmes et favorisent le gaspillage et la corruption.
- Les systèmes de ciblage sont essentiellement catégoriels (par exemple basés sur la localisation géographique), d'où des déperditions et l'exclusion de personnes qui devraient bénéficier des services sociaux. Les conditions de ressources (par exemple au Liban, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza) sont l'exception, et non la règle.
- Les programmes actuels ne favorisent guère la sortie des bénéficiaires, ce qui crée une culture de la dépendance et limite l'incitation au travail.

Pour des systèmes plus performants : l'expérience acquise dans différents pays suggère deux voies prioritaires pour améliorer les systèmes d'assistance sociale dans la région MOAN :

- Ils doivent être mieux financés, en partie (comme les autres dépenses sociales) à l'aide des économies réalisées grâce à la réforme des subventions; la Jordanie, par exemple, a mis en place un programme de transferts monétaires lorsqu'elle a réduit les subventions.

Graphique 2.1.1

Couverture et coût des systèmes d'assistance sociale au MOAN et dans d'autres régions



Source : Silva, Levin et Morgandi (2012).

Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes; CAC = Caucase et Asie centrale; EE = Europe émergente.

Encadré 2.1 (fin)

- Le regroupement des programmes sociaux leur donne plus d'efficacité (le Brésil, par exemple, en a regroupé plusieurs au sein du système *Bolsa Familia*). Il est aussi utile d'en élargir la couverture, d'améliorer les mécanismes de ciblage, les capacités administratives et les prestations (paiements par cartes prépayées au Brésil, par téléphone mobile au Kenya et par cartes biométriques en Afrique du Sud), de créer un registre unifié des assurés sociaux (comme au Brésil, au Liban et aux Philippines) et d'instituer des mécanismes de suivi et d'évaluation (Behrendt et Hagemejer, 2009; Gentilini, Honorati et Yemtsov, 2014; Grosh *et al.*, 2008).

Les mesures spécifiques visant à améliorer les systèmes d'assistance sociale dépendront des systèmes existants et des priorités nationales (tableau 2.1.1). De manière plus précise, le niveau de revenu et les objectifs du gouvernement déterminent l'étendue de la couverture sociale. L'appui de la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales peut être crucial pour atteindre ces objectifs.

Tableau 2.1.1. Étapes suivantes

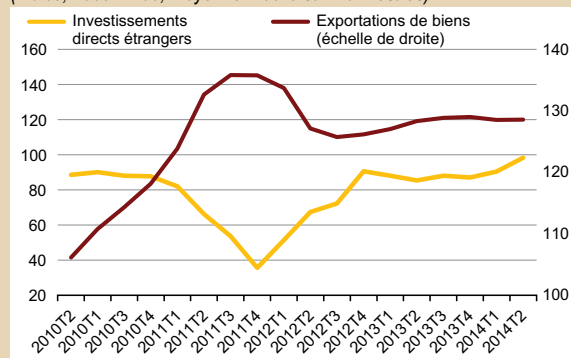
Situation initiale →	<i>Quelques programmes fragmentés ou pas de programmes (par exemple Égypte, Mauritanie)</i>	<i>Systèmes sociaux ciblés développés, mais peu performants (par exemple Jordanie, Tunisie)</i>	<i>Programmes phares ou pilotes (par exemple Cisjordanie et Bande de Gaza, Maroc, Yémen)</i>	<i>Systèmes d'assistance sociale bien développés (par exemple Arménie, Géorgie)</i>
Priorité ↓	<ul style="list-style-type: none"> • Formuler une stratégie d'assistance sociale/définir ses grands objectifs • Commencer par des programmes de petite ampleur/pilotes ciblés sur un sous-ensemble de pauvres • Utiliser des systèmes de ciblage simples basés sur les besoins et la sélection transparente des bénéficiaires • Mettre en place l'infrastructure pour la mise en œuvre du système (par exemple organisme d'exécution) ou mettre en valeur l'infrastructure existante 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre ou mettre en chantier une stratégie d'assistance sociale • Effectuer ou poursuivre l'inventaire des programmes pour identifier les doublons et redondances • Affiner les programmes existants pour en améliorer l'efficacité • Développer les programmes efficaces, éliminer les doublons • Chercher à adopter les pratiques optimales internationales (par exemple registre des bénéficiaires) 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la stratégie d'assistance sociale • Continuer à mettre en place des registres unifiés pour les programmes phares • Continuer à développer les infrastructures de suivi des programmes • Relier les registres pour améliorer le ciblage et supprimer les chevauchements 	<ul style="list-style-type: none"> • Suivre le déroulement des programmes • Tendre vers les pratiques optimales internationales, continuer à améliorer la couverture, rectifier les abus et erreurs, et améliorer les procédures de sortie de programme • Renforcer l'évaluation des résultats des programmes

Sources : Grosh *et al.* (2008); Silva, Lenin et Morgandi (2012); Isik-Dikmelic (2012).

Graphique 2.2

Exportations de biens et investissement direct étranger

(Indice; 2009 = 100, moyenne mobile sur 4 trimestres)



Sources : Haver Analytics; autorités nationales.

liés au volume important de créances improductives, la dette publique élevée et des problèmes structurels restés pour l'essentiel sans solution, tels que les perturbations des approvisionnements électriques à Djibouti, en Égypte, au Liban et au Pakistan. Malgré le frein que constitue le rééquilibrage budgétaire, la demande intérieure est soutenue par la hausse des dépenses d'investissements publics, en partie financées par les bailleurs de fonds. L'importante masse salariale du secteur public et les envois de fonds en provenance des pays du CCG et d'Europe aident à soutenir la consommation, sur fond de chômage élevé.

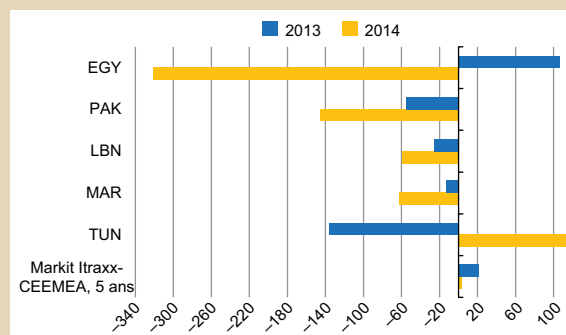
La reprise mondiale progressive et les progrès initiaux des réformes structurelles favorisent une modeste hausse de l'activité extérieure.

Le lent réveil de la demande intérieure en Europe et l'activité vigoureuse dans les pays du CCG — qui sont les deux principaux partenaires commerciaux de la région — soutiennent un redressement mesuré mais continu des exportations et des investissements directs étrangers (IDE) (graphique 2.2), ainsi que du tourisme. Au Maroc, les réformes structurelles ont aussi apporté un volume substantiel d'IDE et de production pour l'exportation dans des branches à forte valeur ajoutée telles que l'automobile et l'aéronautique. De même, au Pakistan, le début d'amélioration des approvisionnements d'électricité a aidé les industries manufacturières à répondre à la demande accrue à l'exportation. L'activité manufacturière et les IDE donnent aussi des signes de redressement en Égypte. Le renforcement des capacités minières et agricoles

Graphique 2.3

Les primes de risque diminuent

(Écarts de CDS, points de base, variation depuis le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2014)



Sources : Bloomberg L.P.; Markit; calculs des services du FMI.

a dopé la confiance et la croissance en Mauritanie, de la même manière que les gros investissements dans les infrastructures et la vigueur de l'activité portuaire à Djibouti. Grâce à ces progrès, les marchés boursiers se raffermissent et les primes de risque diminuent (graphique 2.3). Le Pakistan a lancé sa première émission obligataire internationale en sept ans. Néanmoins, de graves incidents sécuritaires continuent à détourner les touristes de l'Égypte, du Liban et de la Tunisie, et font obstacle aux exportations du gaz égyptien. Les grosses factures des importations, liées au niveau encore élevé des cours mondiaux des produits alimentaires et énergétiques ainsi qu'à l'appréciation des taux de change réels (graphique 2.4), annulent une partie des gains provenant de la hausse des exportations.

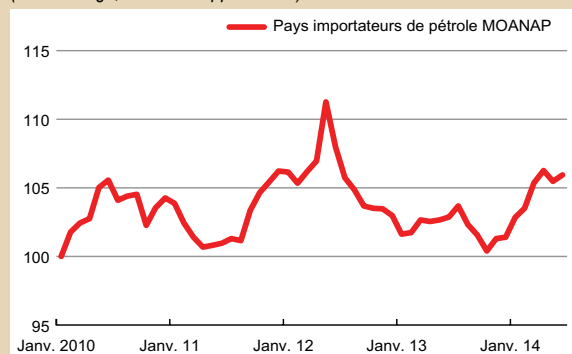
À court terme, la croissance va demeurer modeste.

Les prévisions donnent le PIB réel stationnaire à environ 3 % en 2014 et en hausse à 4 % en 2015. Un raffermissement de la croissance mondiale, notamment en Europe, et les réformes structurelles initiales visant à réduire les coûts de production devraient continuer à soutenir la croissance des exportations. De nouvelles hausses des dépenses publiques pour les infrastructures, la santé et l'éducation compléteront ces réformes et soutiendront la confiance naissante, alimentant l'activité d'investissement privé et la création d'emplois (encadré 2.2). Cependant, en l'absence de réformes plus approfondies et soutenues, ces progrès seront insuffisants pour battre en brèche le chômage qui reste élevé dans la région et rehausser le niveau

Graphique 2.4

Taux de change réel dans les pays importateurs MOANAP

(Pourcentage; hausse = appréciation)

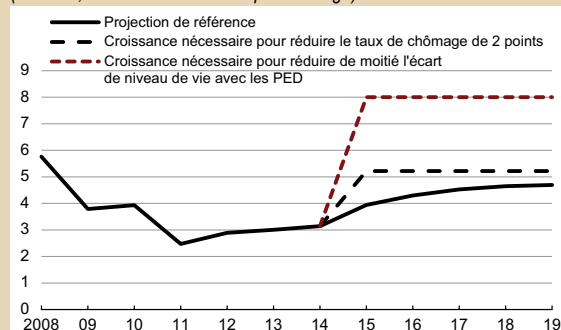


Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Graphique 2.5

La croissance est insuffisante pour améliorer le niveau de vie

(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; Organisation internationale du travail; autorités nationales; calculs des services du FMI.

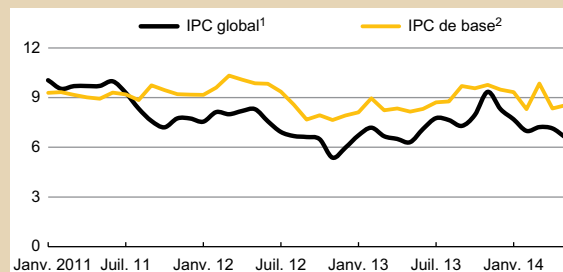
de vie. En fait, il faudrait une croissance soutenue d'environ 8 % à moyen terme pour réduire de moitié l'écart de niveau de vie entre les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP et les autres pays émergents et en développement (graphique 2.5; annexe IV). D'après ces indicateurs, qui peuvent expliquer en partie les troubles sociaux, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ne ressortent pas favorablement de la comparaison avec les autres régions émergentes et en développement.

L'inflation s'est stabilisée, à des niveaux cependant élevés. Au cours des trois dernières années, la baisse des prix alimentaires et énergétiques, l'activité économique anémiée, la croissance inférieure au potentiel et, dans certains cas, le durcissement de la politique monétaire ont fait

Graphique 2.6

Les tensions inflationnistes persistent

(Prix à la consommation; moyenne mobile sur 12 mois, pourcentage)



Sources : Haver Analytics; autorités nationales.

Note : IPC = Indice des prix à la consommation.

¹Hors Djibouti, Mauritanie et Soudan.

²Hors Djibouti, Liban, Maroc, Mauritanie et Soudan.

baisser les tensions inflationnistes (graphique 2.6). Néanmoins, la réduction des subventions énergétiques, la hausse des dépenses salariales du secteur public, la monétisation des déficits budgétaires et, dans certains cas, les politiques monétaires accommodantes et la dépréciation des taux de change (récemment en Égypte, au Soudan et en Tunisie) ainsi que le gonflement de la demande intérieure dû au nombre grandissant de réfugiés (en Jordanie et au Liban) ont entretenu l'inflation. Ces tendances vont se poursuivre en 2015, maintenant l'inflation à son niveau actuel de 9 %.

Les risques baissiers s'accroissent

La reprise est exposée à des risques baissiers de dimension nationale et régionale. Des revers des transitions politiques, une intensification des tensions sociales et sécuritaires et des retombées plus vastes des conflits régionaux pourraient miner la confiance, l'exécution des réformes et la stabilité macroéconomique. Les répercussions des conflits dans la Bande de Gaza, en Iraq, en Libye et en Syrie pourraient accroître l'afflux de réfugiés, perturber les échanges commerciaux et faire monter les cours pétroliers, ce qui attiserait l'inflation et alourdirait l'endettement. Le retrait des troupes internationales d'Afghanistan pourrait ralentir la demande intérieure et aggraver les tensions sécuritaires dans ce pays et au Pakistan. À l'inverse, des progrès plus rapides en matière de réformes pourraient doper la confiance et l'activité économique.

Encadré 2.2

Impact des mesures budgétaires sur l'emploi dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP

Quatre ans après le Printemps arabe, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP peinent à créer des emplois, sur fond de reprise économique anémique, tout en rééquilibrant leurs finances publiques pour mettre la dette publique sur une trajectoire viable. À court terme, le rééquilibrage budgétaire fait baisser la demande intérieure, ce qui a un impact négatif sur la production et l'emploi. Des études récentes montrent que, pendant les périodes prolongées de faible croissance, les efforts de rééquilibrage budgétaire peuvent prolonger la durée du chômage, ce qui déprécie les qualifications et incite les travailleurs découragés à quitter la population active¹. Que peuvent faire les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP pour élaborer des programmes d'ajustement budgétaire de manière à en limiter autant que possible les retombées négatives sur l'emploi?

La réaffectation des dépenses des subventions énergétiques universelles en faveur d'investissements générateurs de croissance dans les infrastructures, la santé et l'éducation peut atténuer les effets négatifs du rééquilibrage budgétaire sur l'emploi^{2,3}. Beaucoup de pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont entrepris de réduire les subventions (graphique 2.2.1), ce qui peut freiner la création d'emplois en faisant baisser la consommation et la demande intérieure

à court terme. Pourtant, en Égypte, en Jordanie, au Pakistan et en Tunisie, cela a créé une marge de manœuvre budgétaire pour investir dans les technologies sobres en énergie, les infrastructures, l'éducation et la santé, qui favorisent toutes la création d'emplois. Ces dépenses améliorent aussi le climat des affaires et rehaussent les qualifications des travailleurs, ce qui accroît la productivité et stimule encore plus la création d'emplois.

Les mesures portant sur les recettes, consistant par exemple à relever les impôts sur les biens immobiliers, les bénéfices des sociétés et le revenu des particuliers pour les couches les plus aisées de la société et à éliminer certaines exonérations fiscales, ont peu d'impact sur l'emploi à court terme. C'est particulièrement vrai dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, où ces impôts sont en général bas en comparaison des autres pays

Préparé par Pritha Mitra.

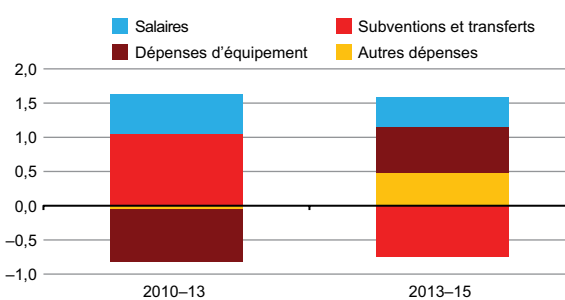
¹Cela a pour effet de réduire la croissance potentielle et la création d'emplois à moyen terme (Moniteur des finances publiques d'octobre 2014 et Dell'Erba, Koloskova et Poplawski-Ribeiro, à paraître). Ces retombées peuvent être en partie compensées par l'impact positif du rééquilibrage budgétaire sur la croissance du fait de la diminution des primes de risque et de l'accroissement du crédit à la disposition des entreprises (dans les cas où la dette publique est financée par les banques intérieures pour une large part).

²Baunsgaard *et al.* (2012) passent en revue les études sur les pays avancés. D'après plusieurs études sur les pays émergents d'Europe, les mesures portant sur les dépenses publiques ont un impact à moyen terme sur la croissance plus important que celles qui portent sur les recettes (Haug, Jedrzejowicz et Aznajderska, 2013; Mitra et Pogoshyan, à paraître; Šimović et Deskar-Škrbić, 2013).

³En général, dans les pays émergents et en développement, il est préférable que le rééquilibrage budgétaire soit basé sur un travail de mobilisation de recettes plutôt que de réduction des dépenses (Moniteur des finances publiques d'octobre 2014), surtout lorsque la rigidité des dépenses publiques et leur faible niveau signifient qu'une part disproportionnée des coupes budgétaires porte sur les dépenses d'équipement et d'autres dépenses productives. Ce constat est cependant moins pertinent dans le cas des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, qui ont tendance actuellement à rééquilibrer leurs finances publiques en éliminant les subventions universelles inefficaces.

Graphique 2.2.1

Variations des recettes et des dépenses¹ (Pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

¹Hors Syrie.

Encadré 2.2 (fin)

émergents et en développement (graphique 2.2.2). Par ailleurs, les réformes fiscales peuvent créer un environnement fiscal plus équitable, améliorer les incitations à faire des affaires et encourager la légalisation des entreprises informelles, ce qui renforce l'activité et crée des emplois. La réduction du coin fiscal sur le travail peut aussi faire croître l'emploi, mais cette mesure est généralement moins efficace lorsque le secteur informel est important, ce qui est le cas dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (Moniteur des finances publiques d'octobre 2014).

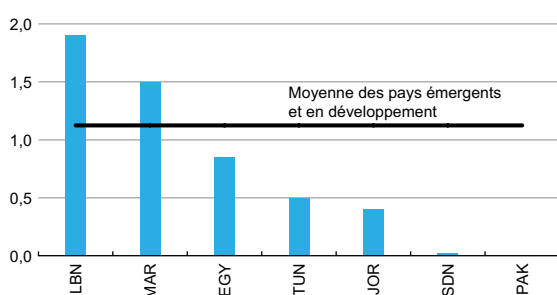
Les économies budgétaires peuvent aussi servir à accompagner les réformes du marché du travail visant à améliorer les services d'aide à l'emploi et à réduire le décalage entre l'offre et la demande de travail (annexe I). Par exemple, dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, une partie des économies dégagées par la réforme des subventions énergétiques peut servir à financer l'aide à l'emploi (au moyen de services de placement informatisés et de stages d'apprentissage). Des formations ciblées peuvent améliorer la concordance entre les qualifications des travailleurs et les besoins des entreprises, surtout pour les compétences professionnelles, linguistiques, informatiques ou de gestion. Les pouvoirs publics peuvent s'associer au secteur privé pour élaborer et financer ces formations. Plus généralement, les consultations public-privé peuvent aider à aligner la conception de l'enseignement tertiaire et professionnel sur les besoins des employeurs.

Graphique 2.2.2

Impôt foncier, impôt sur le revenu des personnes physiques et impôt sur les sociétés dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP

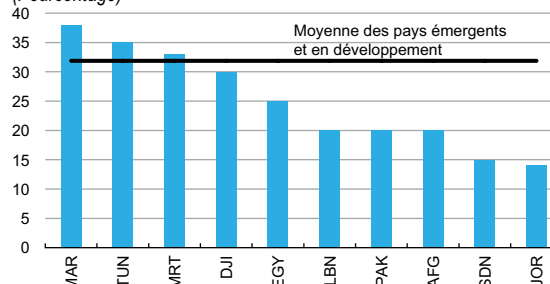
Recettes de l'impôt foncier

(Pourcentage du PIB)



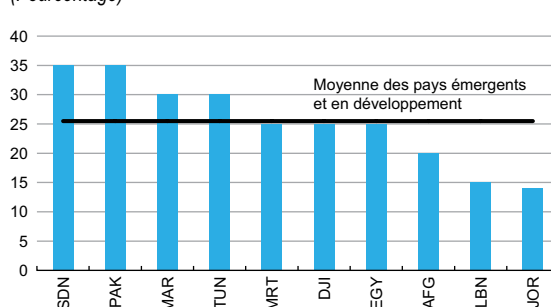
Taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques

(Pourcentage)



Taux de l'impôt sur les sociétés

(Pourcentage)



Sources : autorités nationales; KPMG; Deloitte; calculs des services du FMI.

Les risques extérieurs sont également plutôt baissiers. Une croissance potentielle plus faible que prévu ou une stagnation séculaire des pays avancés, d'Europe en particulier, ou un ralentissement de la croissance des pays du CCG ou d'autres pays émergents pourraient réduire la croissance des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP en ralentissant le tourisme, les exportations et les envois de fonds de l'étranger. Les pays dont le régime de change est peu flexible peuvent voir leurs taux d'intérêt intérieurs augmenter si les conditions monétaires mondiales deviennent plus contraignantes¹, mais leur faible présence sur les marchés financiers internationaux devrait en général limiter les risques d'inversion des flux de capitaux. En revanche, la croissance plus vigoureuse que prévu des partenaires commerciaux pourrait doper l'activité économique.

Diminution progressive des vulnérabilités extérieures et budgétaires

La résilience face aux chocs exogènes s'améliore à un rythme qui diffère d'un pays à l'autre. Le taux de couverture des réserves internationales a récemment augmenté en Égypte et au Pakistan, mais est encore bas et susceptible de baisser (graphique 2.7). Il s'est aussi amélioré en Jordanie et reste élevé au Liban, malgré les pressions à l'importation pour nourrir les réfugiés dont le nombre ne cesse de croître. La Jordanie subit en outre la charge supplémentaire de l'importation de combustibles onéreux pour compenser la baisse des approvisionnements de gaz égyptien afin de faire tourner ses centrales électriques.

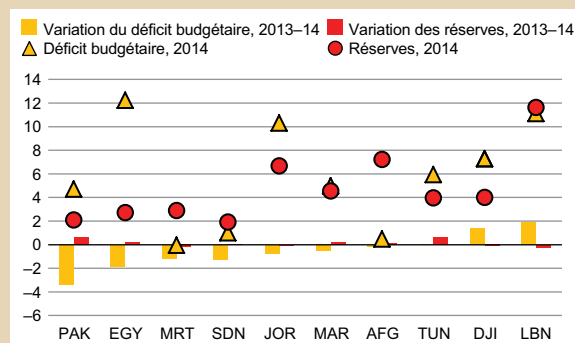
Les différences entre les taux de couverture des réserves reflètent pour une large part l'évolution des soldes courants. Les déficits des comptes courants de la région s'améliorent, mais la hausse des exportations et la mesure dans laquelle la faiblesse de l'investissement intérieur atténue la hausse des importations sont variables selon les

¹Pour une étude détaillée de l'impact de la normalisation de la politique monétaire américaine sur les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, voir l'édition de novembre 2013 des Perspectives économiques régionales (PER) et la *Mise à jour des PER* de mai 2014.

Graphique 2.7

Déficit budgétaire et réserves

(Pourcentage du PIB et mois d'importations, respectivement)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

pays. À Djibouti et en Mauritanie, le déficit courant s'accroît en raison des abondantes importations liées à des investissements financés principalement par des IDE. Le solde extérieur du Soudan reste sensible aux variations des frais de transit du pétrole à travers le Soudan du Sud et des exportations d'or. Les flux nets de capitaux et de dons, qui ont aussi une incidence sur les réserves, varient selon les pays, en fonction de l'importance des financements publics étrangers (considérables en Afghanistan, en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie), des emprunts aux institutions financières internationales, des IDE, de la dette extérieure et des émissions obligataires souveraines.

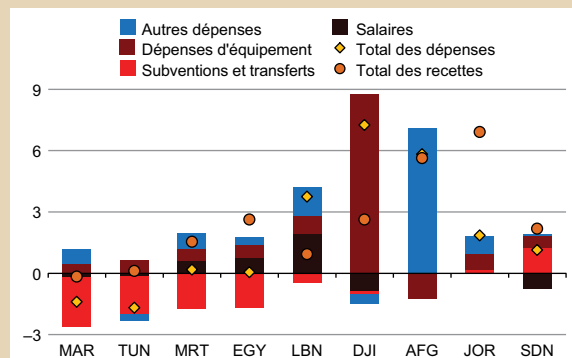
Les efforts considérables de rééquilibrage budgétaire aident à contenir la hausse des déficits et de l'endettement et à reconstituer progressivement les marges de manœuvre. Au lendemain du Printemps arabe, beaucoup de pays ont accru les subventions universelles et la masse salariale du secteur public pour apaiser les revendications sociales et amortir la charge des prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie. Comme les recettes fiscales étaient en outre faibles et les activités quasi budgétaires parfois considérables, les déficits et les vulnérabilités budgétaires se sont accrus. Les déficits ont atteint un pic en 2013, et les autorités nationales s'efforcent de les réduire en 2014-15. Les baisses les plus importantes sont attendues en Égypte (2½ % du PIB) et au Pakistan (3¾ % du PIB)². Dans la plupart des cas, cependant, le rééquilibrage

²Le déficit budgétaire du Pakistan pour l'exercice 2012/13 comprenait l'apurement exceptionnel d'arriérés du secteur de l'électricité représentant 1,4 % du PIB.

Graphique 2.8

Évolution des recettes et des dépenses

(Pourcentage du PIB, écart entre 2013 et 2015)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Tableau 2.1. Dépenses liées aux subventions énergétiques

(En pourcentage du PIB)

	Pic de dépenses, 2011–13	2014	Année du pic
Égypte	6,8	6,6	2012
Jordanie	8,4	3,8	2012
Maroc	6,6	3,8	2012
Tunisie	3,7	2,9	2013
Pakistan	2,3	1,1	2012

Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

budgétaire ralentit l'accumulation de la dette, bien que les ratios d'endettement et du service de la dette continuent à augmenter.

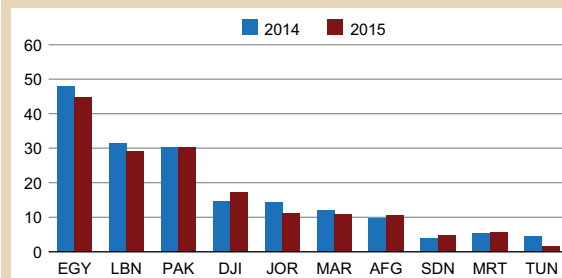
Les mesures de rééquilibrage du budget portent principalement sur les dépenses (graphique 2.8).

Le plus gros des économies provient des réformes des subventions énergétiques universelles entreprises en Égypte, en Jordanie, au Maroc, en Mauritanie, au Pakistan, au Soudan et en Tunisie (tableau 2.1). La masse salariale est en général maîtrisée, mais va augmenter au Liban si l'ajustement de la grille des salaires prévu est réalisé et en Mauritanie si les promesses de la campagne présidentielle sont tenues. Une partie des économies réalisées grâce aux réformes des subventions a servi à mieux cibler l'assistance sociale des plus démunis (encadré 2.1) et à accroître les dépenses en infrastructures, santé et éducation. Plusieurs mesures portant sur les recettes et visant à accroître l'assiette fiscale sont envisagées pour 2015. Dans l'intervalle, l'amélioration de l'activité économique devrait faire augmenter les recettes fiscales.

Graphique 2.9

Besoins de financement budgétaire¹

(Pourcentage du PIB)



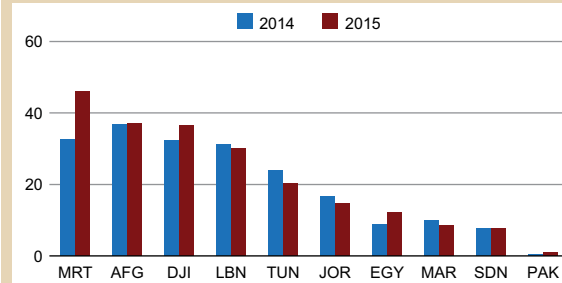
Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

¹Somme du déficit budgétaire des administrations publiques (hors dons) et de l'amortissement de la dette publique extérieure et intérieure.

Graphique 2.10

Besoins de financement extérieur

(Pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : déficit extérieur courant (hors transferts courants officiels), plus total de l'amortissement de la dette extérieure (hors dépôts des non-résidents).

Les besoins de financement sont considérables.

Le montant brut de l'appui budgétaire dont les pays importateurs de pétrole ont besoin est élevé (graphique 2.9); c'est en particulier le cas en Égypte, au Liban et au Pakistan, en raison de leurs gros déficits et de la courte échéance des bons du Trésor nationaux. Les financements intérieurs et officiels devraient couvrir l'essentiel de ces besoins. Il subsistera un volume considérable de flux de financement bilatéraux, surtout en provenance du CCG en faveur des pays arabes en transition (encadré 2.3). Le montant brut des besoins de financement extérieur, chiffré à 100 milliards de dollars en 2015, est aussi substantiel. Il est en hausse de 15 milliards de dollars par rapport à 2014 (graphique 2.10). D'après les projections, ces besoins continueront à être financés par des sources officielles, y compris des programmes du FMI, ainsi que par des IDE et d'autres flux privés, surtout, au Liban, sous forme de dépôts des non-résidents. Cependant, les gros risques baissiers de la conjoncture

Encadré 2.3

Évolution du financement extérieur officiel dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP

À la suite de la crise financière mondiale et du Printemps arabe, les déséquilibres des comptes budgétaires et extérieurs des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP se sont considérablement accentués, ce qui les a rendus plus tributaires de l'aide financière extérieure. Le volume global de l'aide extérieure de sources officielles a plus que doublé depuis 2010 pour combler en partie la hausse des besoins de financement des pays bénéficiaires (graphique 2.3.1).

L'aide extérieure officielle des pays du G-7 et des institutions financières internationales a augmenté en valeur absolue, tout en restant inchangée en pourcentage du PIB des pays importateurs de pétrole. L'assistance financière des bailleurs de fonds régionaux, en particulier des pays du CCG, a fortement augmenté. Leur part du total des décaissements est passée de 5,5 % en 2010 à 50 % en 2013. La décision des pays du CCG d'accroître leur assistance est salutaire, car elle aide à maintenir la stabilité macroéconomique et diversifie les sources de financement des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP.

Pratiquement inexistante en 2010, l'assistance financière officielle du G-7 aux pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, était composée en 2013 à 45 % de garanties d'emprunts obligataires, dont la Jordanie et la Tunisie étaient les principales bénéficiaires. Une situation budgétaire difficile dans les pays donateurs rendait sans doute les garanties obligataires moins coûteuses que des prêts à court terme, tout en procurant le même avantage aux pays bénéficiaires ayant accès aux marchés de capitaux.

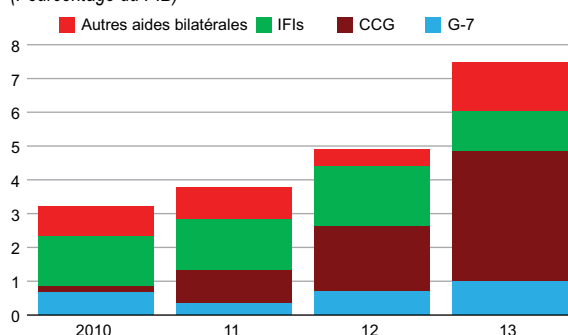
Le financement des projets a pris une place plus importante dans les flux de financement, ce qui correspond au rôle de plus en plus grand des bailleurs de fonds régionaux. L'instabilité politique qui règne dans certains pays bénéficiaires et le fait qu'ils ne sont guère en mesure de mener à bien des réformes économiques ont peut-être aussi rendu les bailleurs de fonds moins enclins à leur accorder des dons et une assistance sans conditions.

Étant donné que les besoins de financement de la plupart des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devraient rester élevés, il serait important que la communauté internationale maintienne, voire augmente, son appui financier. En établissant un lien plus étroit entre cette assistance et l'avancée des réformes structurelles et en la rendant plus prévisible, il serait possible d'améliorer les perspectives économiques à moyen terme des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP et leur résistance aux chocs, tout en réduisant leur dépendance à l'égard de l'aide extérieure.

Préparé par Anja Baum, Christoph Duenwald (chef d'équipe) et Tokhir Mirzoev.

Graphique 2.3.1

Aide financière extérieure officielle aux pays importateurs de pétrole de la région MOAN (Pourcentage du PIB)



Source : calculs des services du FMI.

Note : IFI = institutions financières internationales. Les données du G-7 comprennent les garanties obligataires.

tant intérieure qu'extérieure décrits ci-dessus pourraient faire obstacle à ces apports de capitaux.

Politiques budgétaires, monétaires et de change : au-delà de la stabilité macroéconomique

Le rééquilibrage des finances publiques est nécessaire pour étayer et renforcer la confiance.

La réduction des déficits budgétaires a de multiples effets bénéfiques : elle place la dette publique sur une trajectoire viable et allège les pressions financières sur le compte courant, ce qui réduit les vulnérabilités externes. Elle permet aussi de reconstituer des marges de manœuvre, favorise la confiance, fait baisser les primes de risque sur les marchés internationaux et intérieurs et libère le crédit au secteur privé. Ces objectifs peuvent être atteints en poursuivant le rééquilibrage graduel que la plupart des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont déjà engagé. Leurs progrès dans cette voie — selon le financement disponible — et les mesures y afférentes permettent de circonscrire les effets négatifs sur la croissance à court terme. Pour préserver le soutien public à l'effort d'assainissement budgétaire, il faudra prendre des mesures qui en limitent l'impact négatif sur les pauvres et réduisent les inégalités sociales.

Il faut réorienter les dépenses pour consolider les récentes avancées du rééquilibrage budgétaire et promouvoir la création d'emplois et l'équité sociale. Il importe que les dirigeants résistent aux pressions politiques ou sociales visant à retarder les réformes des subventions énergétiques universelles, ou à faire marche arrière si elles ont déjà pris effet. Il sera non moins important de veiller à mettre en place des systèmes d'assistance sociale renforcés et ciblés pour amortir l'impact sur les plus démunis (encadré 2.1). La réduction du coût insoutenable des subventions atténuera les vulnérabilités budgétaires sous-jacentes et permettra d'éviter un ajustement plus draconien et pénible à l'avenir. De plus, l'affectation d'une partie des économies réalisées à des dépenses efficaces dans les infrastructures, la santé et l'éducation permet de créer des emplois à court terme, rehausse la productivité et le potentiel de croissance et favorise une plus grande équité. De même, la promotion de politiques actives du marché du travail peut améliorer

la situation sociale. La rationalisation progressive des effectifs du secteur public, grâce à des réformes exhaustives de la fonction publique, favoriserait aussi cette avancée sociale.

Il importe de concentrer les efforts sur la politique fiscale pour améliorer le climat des affaires et l'équité sociale, tout en mobilisant des recettes. Les plans actuels visant à élargir l'assiette de l'impôt — en réduisant les exonérations et déductions fiscales — et les réformes de l'administration fiscale et douanière se heurteront à l'opposition d'intérêts particuliers. Il importe pourtant de les mener à bien pour placer les différents secteurs et entreprises sur un pied d'égalité. La hausse des droits d'accise sur les produits de luxe (déjà opérée dans certains pays), l'institution de taxes foncières et la plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu favoriseraient une plus grande équité et accroîtraient les recettes, tout en ayant un impact limité sur la croissance³.

L'évolution du mode de financement du secteur public peut compléter et conforter l'amélioration de la régulation du secteur financier. Les systèmes bancaires, qui affichent de solides coefficients de fonds propres et des volants de liquidités confortables, semblent dans l'ensemble sains. Les taux de créances improductives sont élevés, mais diminuent peu à peu. La restructuration des banques en difficulté progresse en Tunisie. Cependant, il subsiste des vulnérabilités dans l'ensemble de la région, car les banques publiques sont pour une large part propriété des États et que leur gouvernance laisse à désirer. Il importe de renforcer la supervision du secteur bancaire et financier en durcissant les règles relatives à la classification des créances improductives, à la restructuration des prêts, à la transparence et aux obligations d'information, et en améliorant les outils macroprudentiels. Dans le même temps, l'évolution du mode de financement du secteur public, avec notamment des émissions périodiques d'obligations nationales à plus longue échéance, des rendements déterminés par les forces du marché et une base d'investisseurs élargie, permettrait de réduire les risques de refinancement et de développer les marchés financiers. Par ailleurs,

³Pour une analyse plus détaillée des options de politique budgétaire qui s'offrent aux pays arabes en transition, voir FMI (2014e).

certaines pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont récemment commencé à émettre plus souvent des obligations souveraines sur les marchés internationaux, ce qui renforce leur intégration avec le reste du monde, favorise l'accumulation de réserves, élargit l'accès du secteur privé au crédit et réduit les risques du système bancaire liés aux engagements élevés en dette souveraine.

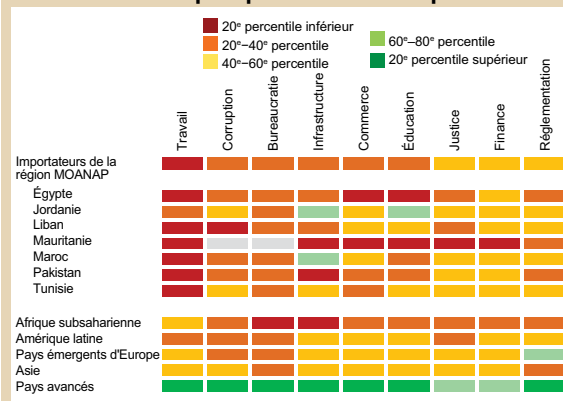
Dans certains pays, l'assouplissement du régime de change pourrait rehausser la croissance et la compétitivité. À mesure que l'inflation baisse, les pays dont la monnaie est surévaluée peuvent améliorer leur compétitivité en assouplissant leur régime de change. Cette inflexion de la politique monétaire exige l'adoption de mécanismes de transmission monétaire plus solides, qui passe par le développement des marchés interbancaires et une gestion active de la liquidité et l'élargissement progressif des bandes de fluctuation du taux de change. Dans certains cas, une politique monétaire accommodante pourrait accompagner la croissance, mais le manque d'ancrage des anticipations inflationnistes et les taux d'inflation élevés, bien qu'en diminution, poseraient des difficultés. Si des risques de hausse de l'inflation apparaissaient, il faudrait durcir la politique monétaire, en coordination avec la politique budgétaire.

Perspectives de croissance ternes à moyen terme

En l'absence de réformes structurelles plus approfondies, la croissance à moyen terme n'atteindra pas le niveau nécessaire pour promouvoir vigoureusement la création d'emplois et améliorer le niveau de vie. La croissance à moyen terme des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP est inférieure à celle d'autres régions émergentes et en développement, et elle diminue (annexe I). Ce déclin s'explique par la faiblesse des taux d'emploi et d'investissement. Le chômage élevé, qui a pour effet de décourager les travailleurs, fait baisser les taux de participation à la vie active au fil des ans. Dans certains pays, surtout les pays arabes en transition, les travailleurs découragés rejoignent l'économie informelle. La faiblesse récente des taux d'investissement a causé

Graphique 2.11

Des réformes structurelles sont nécessaires pour rehausser la croissance à moyen terme et améliorer les perspectives de l'emploi¹



Sources : Banque mondiale; Forum économique mondial; Groupe PRS; calculs des services du FMI.

¹Un pays qui est très peu performant par rapport à ses pairs dans les domaines structurels indiqués en haut du tableau est classé dans le 20e percentile inférieur (en rouge). Ceux qui sont un peu moins performants que leurs pairs sont classés entre le 20e et le 40e percentile (en orange). Ceux qui sont plus performants que la majorité de leurs pairs sont classés dans le 20e percentile supérieur (en vert).

une dégradation du stock de capital. Cette évolution, allée à la faiblesse de la productivité, explique le potentiel de croissance décevant de la région en comparaison des autres régions émergentes et en développement plus dynamiques.

Cette croissance terne est causée par des rigidités structurelles, des faiblesses institutionnelles et des obstacles au commerce et à l'investissement.

La rigidité des marchés du travail, les insuffisances sur le plan éducatif, la corruption largement ressentie, le manque d'efficacité de la justice, le poids de la bureaucratie et le carcan réglementaire, la médiocrité des infrastructures physiques et financières et le manque d'intégration commerciale aux plans régional et international minent la compétitivité, la productivité et, au bout du compte, les perspectives de croissance (graphique 2.11). Pour remédier à ces problèmes, il est nécessaire de stimuler une croissance vigoureuse afin de rehausser le niveau de vie pour qu'il égale celui des autres pays émergents et en développement (annexe I). De plus, faute d'accélération des réformes, la croissance, l'emploi et le niveau de vie pourraient se détériorer, ce qui alimenterait les tensions sociopolitiques et attiserait les difficultés économiques.

La transformation structurelle pour doper la croissance

Une transformation profonde sur plusieurs plans est nécessaire pour donner libre cours au dynamisme économique du secteur privé, ce qui permettra de rehausser le potentiel de croissance, de créer plus d'emplois et de réduire les inégalités⁴. Dans le même temps, l'État doit avoir pour fonction économique primordiale de garantir la bonne gouvernance et d'assurer les services de base et l'assistance sociale. Il est difficile d'atteindre ces objectifs dans le contexte actuel, marqué par la persistance de tensions sociopolitiques et de vulnérabilités budgétaires et extérieures sur fond de risques baissiers considérables.

Pour promouvoir cette transformation, les dirigeants doivent formuler et mettre en œuvre un programme énergétique et crédible de réformes structurelles qui recueille le soutien de la population. À mesure que les transitions politiques progressent, il est important d'engager des réformes, car cela définit les orientations, et certaines réformes mettent beaucoup de temps à produire leurs effets. Il faut un ensemble solide de réformes structurelles, accompagnées d'un rééquilibrage graduel des finances publiques, de politiques monétaires et de change efficaces, d'un financement extérieur adéquat et d'une bonne stratégie de communication. La difficulté consiste à répertorier et hiérarchiser les réformes cruciales dans un grand nombre de domaines tout en répondant aux besoins spécifiques de chaque pays. Il sera essentiel de privilégier les réformes du climat des affaires, de l'éducation et de l'efficacité du marché du travail pour rehausser la croissance potentielle (annexe I) et promouvoir l'équité sociale (annexe IV).

La réduction du chômage élevé, l'entrée en plus grand nombre des jeunes et des femmes dans la vie active et l'amélioration de la qualité

de l'éducation renforceront la croissance potentielle. Les réformes de la réglementation visant à faciliter les embauches et la formation se traduiront par une meilleure répartition de la main-d'œuvre, des rémunérations plus élevées et la création plus rapide d'emplois. Beaucoup de demandeurs d'emploi ont un niveau d'instruction secondaire ou tertiaire, mais n'ont pas les compétences que recherchent les entreprises. Les pouvoirs publics peuvent travailler avec les sociétés privées pour réformer la formation professionnelle afin que les compétences correspondent aux besoins du marché du travail. À plus long terme, l'entrée en plus grand nombre de jeunes et de femmes dans la population active permettrait de l'élargir et de la diversifier, ce qui pourrait accroître sensiblement le potentiel économique. Par ailleurs, la réduction des énormes subventions énergétiques aide à réorienter la production des industries fortes consommatrices d'énergie vers celles qui emploient plus de main-d'œuvre.

L'amélioration du climat des affaires et l'élimination des obstacles au développement des marchés financiers peuvent dynamiser l'accumulation de capital. Les tensions dues à l'insécurité, la mauvaise protection des investisseurs, la lourdeur de la réglementation et la faible qualité des infrastructures augmentent les coûts des entreprises. L'influence dominante du secteur public dans la vie économique crée une suspicion de corruption qui est dissuasive pour les investisseurs. Parmi les mesures qui permettraient de remédier simultanément à ces problèmes, il convient de citer la rationalisation de la réglementation commerciale, l'exécution des contrats et l'affirmation des droits des investisseurs. Il est aussi important d'améliorer la qualité et l'efficacité des infrastructures publiques (annexe II) — en particulier dans le domaine de la production et de la distribution d'électricité — et d'élargir l'accès des petites et moyennes entreprises au crédit (annexe III).

Une plus grande intégration commerciale internationale complète les réformes structurelles propres à stimuler une productivité relativement faible. La conjonction de ces facteurs favorise la concurrence et l'innovation, ce qui produit des structures de coûts concurrentielles et ouvre la voie à l'intégration verticale au sein des chaînes

⁴Pour une analyse plus détaillée des besoins de réformes dans les pays arabes en transition, voir FMI (2014e) et les actes de la conférence «Construire l'avenir : emploi, croissance et équité dans le monde arabe» qui s'est tenue à Amman (Jordanie) en mai 2014 (<http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2014/act/index.htm>).

d'approvisionnement manufacturières mondiales. Les effets positifs sur la productivité peuvent être considérables, surtout dans les pays ayant une main-d'œuvre hautement qualifiée et des entreprises à la pointe du progrès technologique.

Soutien international

Le soutien de la communauté internationale peut faciliter la transformation économique et conforter la stabilité macroéconomique. Les financements officiels bilatéraux et multilatéraux peuvent alléger les tensions budgétaires et permettre un ajustement macroéconomique plus graduel et moins douloureux, pendant que les pays forment le consensus nécessaire pour la réussite des réformes structurelles. Le

financement officiel peut aussi catalyser un surcroît d'aide privée, surtout lorsque les pays ont déjà engagé des réformes ambitieuses. Cependant, en l'absence de réformes satisfaisantes, le financement ne fait que retarder la correction inévitable des déséquilibres sous-jacents, qui pourra se révéler brutale et plus douloureuse. Les récents accords du FMI d'un total de 15 milliards de dollars avec la Jordanie, le Maroc (ligne de crédit pour faire face aux chocs exogènes), le Pakistan et la Tunisie visent à accompagner leur travail de réforme et d'ajustement macroéconomique. La communauté internationale peut aussi apporter son soutien sous forme de conseils techniques et de renforcement des capacités et en ouvrant des débouchés à l'exportation pour les produits et services de la région.

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne						Projections	
	2000–10	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Croissance du PIB réel	5,0	3,8	3,9	2,5	2,9	3,0	3,1	3,9
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>								
Afghanistan, République d'	...	20,6	8,4	6,5	14	3,6	3,2	4,5
Cisjordanie et Bande de Gaza ¹	2,6	7,4	9,3	12,4	6,3	1,9	-3,7	4,4
Djibouti	3,5	5	3,5	4,5	4,8	5	5,5	5,5
Égypte	5	4,7	5,1	1,8	2,2	2,1	2,2	3,5
Jordanie	6,1	5,5	2,3	2,6	2,7	2,9	3,5	4
Liban	5,1	10,3	8	2	2,5	1,5	1,8	2,5
Maroc	4,6	4,8	3,6	5	2,7	4,4	3,5	4,7
Mauritanie	3,7	-1,2	4,3	4	7	6,7	6,8	6,8
Pakistan	4,5	0,4	2,6	3,6	3,8	3,7	4,1	4,3
République arabe syrienne ²	4,3	5,9	3,4	...	...	...	...	...
Soudan ³	7,3	4,7	3	-1,2	-2,7	3,3	3	3,7
Tunisie	4,4	3,1	2,6	-1,9	3,7	2,3	2,8	3,7
Inflation des prix à la consommation	6,6	10,6	8,8	10,3	9,4	9,1	9,9	9,6
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>								
Afghanistan, République d'	...	-6,8	2,2	11,8	6,4	7,4	6,1	5,5
Cisjordanie et Bande de Gaza ¹	4	2,8	3,7	2,9	2,8	1,7	2,6	2,8
Djibouti	3,5	1,7	4	5,1	3,7	2,4	3,2	4
Égypte	7,9	11,8	11,2	10,1	7,1	9,5	10,9	13,4
Jordanie	3,8	-0,7	5	4,4	4,6	5,6	3	2,6
Liban	2,7	1,2	5,1	7,2	5,9	3,2	3,5	4
Maroc	1,8	1	1	0,9	1,3	1,9	1,1	2
Mauritanie	6,3	2,1	6,3	5,7	4,9	4,1	3,3	4,2
Pakistan	7,4	17,6	10,1	13,7	11	7,4	8,6	8
République arabe syrienne ²	4,9	2,8	4,4	...	...	...	...	...
Soudan ³	9,1	11,3	13	18,1	35,5	36,5	38	20,6
Tunisie	3,2	3,5	4,4	3,5	5,6	6,1	5,7	5
Solde budgétaire global des administrations publiques	-4,9	-5,3	-6,0	-7,1	-8,4	-9,5	-7,5	-6,9
<i>(Pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, République d' ⁴	...	-1,8	0,9	-0,6	0,2	-0,6	-0,5	-0,8
Cisjordanie et Bande de Gaza ¹	-28,6	-30,1	-17,8	-16,9	-16,5	-13,9	-16,5	-15,5
Djibouti	-1,9	-5,2	-1,3	-1,4	-2,7	-5,9	-7,3	-10,5
Égypte	-7,3	-6,9	-8,3	-9,8	-10,5	-14,1	-12,2	-11,5
Jordanie ⁴	-4,2	-8,9	-5,6	-5,7	-8,9	-11,1	-10,3	-6
Liban ⁴	-12,7	-8,2	-7,6	-5,9	-8,6	-9,2	-11,1	-12
Maroc ⁴	-3,7	-1,8	-4,4	-6,7	-7,4	-5,5	-5	-4,3
Mauritanie ^{4, 5}	-0,7	-5,1	-2	-1,5	2,8	-1,1	0,1	0,2
Pakistan	-3,9	-5	-5,9	-6,9	-8,4	-8,1	-4,7	-4,4
République arabe syrienne ²	-2,7	-2,9	-7,8	...	...	...	...	...
Soudan ³	-1,2	-5,1	0,3	0,2	-3,7	-2,3	-1	-1,2
Tunisie ⁶	-2,3	-2,3	-0,4	-3	-4,7	-5,9	-5,9	-4,1
Solde des transactions courantes	-1,7	-4,8	-3,2	-3,5	-5,6	-4,5	-3,5	-4,4
<i>(Pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, République d'	...	1,9	3,1	3,1	3,9	4,3	4,8	0,1
Cisjordanie et Bande de Gaza ¹	-17,7	-12	-10,6	-23,6	-28,9	-18	-26,1	-31,4
Djibouti	-6,7	-9,3	-5,4	-13,7	-18,4	-23,8	-31,4	-35
Égypte	0,9	-2,3	-2	-2,6	-3,9	-2,7	-0,4	-4
Jordanie	-4,2	-3,3	-5,3	-12	-15,4	-9,8	-10	-6,9
Liban	-13,3	-12,5	-13,3	-12,8	-12,7	-12,9	-12,7	-12,3
Maroc	0,1	-5,4	-4,1	-8	-9,7	-7,6	-6,8	-5,8
Mauritanie	-15,6	-16,2	-9,4	-7,4	-32,4	-30,1	-26,8	-39,4
Pakistan	-1,3	-5,5	-2,2	0,1	-2,1	-1,1	-1,2	-1,3
République arabe syrienne ²	-0,4	-2,9	-2,8	...	...	...	...	...
Soudan ³	-5,3	-9,6	-2,1	-0,4	-9,2	-8,6	-6,5	-6,3
Tunisie	-3	-2,8	-4,8	-7,4	-8,2	-8,4	-7,7	-6,6

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

Note : Les variables se rapportent à l'exercice budgétaire pour l'Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011 et 21 décembre/20 décembre par la suite) ainsi que pour l'Égypte et le Pakistan (juillet/juin), sauf pour l'inflation.

¹La Cisjordanie et la Bande de Gaza ne sont pas membres du FMI et ne sont incluses dans aucun des agrégats.²Les données pour 2011–15 excluent la Syrie en raison de l'incertitude entourant la situation politique.³Les données de 2011 excluent le Soudan du Sud après le 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà se rapportent au Soudan actuel.⁴Administration centrale. Pour la Jordanie, inclut les transferts à la compagnie d'électricité.⁵Comprend les recettes pétrolières transférées au fonds pétrolier.⁶Inclut les coûts de la recapitalisation des banques et les paiements d'arriérés.

Annexe I. Perspectives économiques à moyen terme dans les régions MOANAP et CAC

Le ralentissement de la croissance économique potentielle est plus prononcé au Moyen-Orient et en Asie centrale que dans les autres régions émergentes et en développement, ce qui compromet l'espoir de voir le chômage persistant diminuer et les niveaux de vie, généralement faibles, s'améliorer dans cette partie du monde. Cela ne tient pas seulement à la diminution du potentiel de croissance observée dans les pays avancés et émergents avec lesquels les pays de la région commercent, mais aussi au ralentissement des gains de productivité, à la baisse des taux d'activité et, surtout dans les pays arabes en transition, les pays exportateurs de pétrole non membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et les pays importateurs de pétrole du Caucase et d'Asie centrale (CAC), au fléchissement de l'investissement. Les politiques économiques doivent viser en priorité à rendre l'environnement économique plus ouvert et plus concurrentiel, augmenter l'investissement public dans les infrastructures, réduire les obstacles au bon fonctionnement du marché du travail et favoriser le développement des talents des travailleurs. À cela doivent s'ajouter une amélioration de l'accès aux moyens de financement et une plus large utilisation des technologies modernes. Tous ces changements pourraient améliorer de 4 points le potentiel de croissance actuellement attendu et rapprocher les niveaux de vie dans la région de ceux des pays émergents et en développement (PED).

Les perspectives économiques à moyen terme de la région reposent sur son aptitude à produire davantage de biens et de services pour ses marchés intérieurs et extérieurs. Cette croissance économique potentielle est tributaire du nombre de personnes employées dans les activités productives, du capital physique (bâtiments et machines, notamment) qu'elles peuvent utiliser ainsi que des facteurs technologiques, structurels, institutionnels et gouvernementaux qui affectent la productivité économique, c'est-à-dire la quantité de biens et de services que les travailleurs peuvent produire avec les machines et les autres biens d'équipement à leur disposition¹. L'emploi des innovations technologiques, comme l'informatique et les technologies de l'information, est un exemple de facteur qui dynamise la productivité économique.

La croissance potentielle n'est pas directement observable, mais elle peut être estimée à l'aide de diverses techniques (filtres statistiques et approches reposant sur la fonction de production, entre autres)². Les incertitudes qui entourent les estimations de la croissance potentielle ne sont pas négligeables, surtout dans le cas des régions MOANAP et CAC,

où les statistiques sont incomplètes et/ou souvent produites avec un certain décalage. Pour garantir la fiabilité des résultats, il est fait appel à plusieurs techniques d'estimation de la croissance potentielle dans la présente annexe. Si ces diverses techniques produisent des estimations variables, elles donnent des résultats homogènes en ce qui concerne les taux de croissance potentielle relatifs des divers pays et régions et l'orientation de leur évolution dans le temps. Les méthodes et les estimations de la croissance potentielle que nous exposons ici sont en outre assez voisines de celles que l'on trouve dans d'autres études récentes (Cubeddu *et al.*, 2014). Pour les pays exportateurs de pétrole, nous nous intéressons plus particulièrement à la croissance potentielle des secteurs non pétroliers qui est actuellement surtout tributaire des recettes pétrolières (voir le chapitre 1). Nous utilisons aussi les techniques couramment employées pour décomposer la croissance potentielle en ses éléments fondamentaux (capital, travail et productivité économique).

Le ralentissement de la croissance potentielle est plus marqué que dans d'autres régions

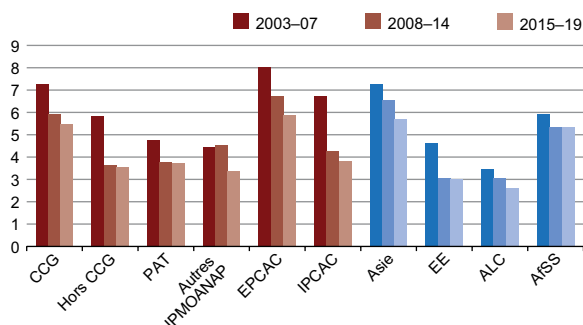
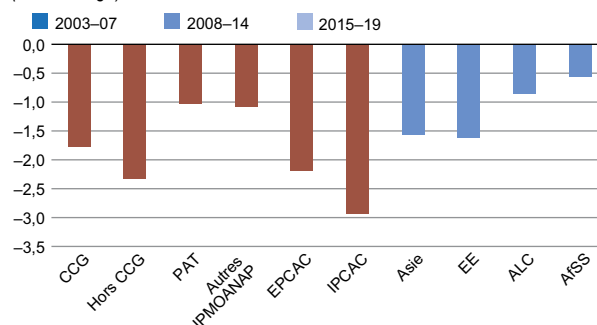
Les taux de croissance potentielle varient considérablement au sein des régions MOANAP et CAC. C'est, dans l'ensemble, dans les pays importateurs de pétrole, économiquement moins développés, que ces taux sont les plus faibles (graphique A1.1) et atteignent des niveaux bien

Cette annexe a été préparée par Gohar Abajyan, Mark Fischer, Amr Hosny, Gohar Minasyan et Pritha Mitra (chef d'équipe).

¹Dans cette annexe, les termes «productivité» et «productivité économique» sont considérés comme synonymes de «productivité totale des facteurs».

²Les précisions méthodologiques seront développées dans Mitra *et al.* (à paraître).

Graphique A1.1.

Croissance potentielle du PIB hors pétrole**Croissance potentielle du PIB hors pétrole**
(Pourcentage)^{1,2}**Évolution de la croissance potentielle du PIB hors pétrole, 2015-19 par rapport à 2003-07**
(Pourcentage)^{1,2}

Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; Organisation internationale du travail, Tendances mondiales de l'emploi; estimations des services du FMI.

Note : La couleur rouge désigne les pays du CAC et la couleur bleue les autres pays. AFSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes; CCG = Conseil de coopération du Golfe; EE = pays émergents d'Europe; EPCAC = pays exportateurs de pétrole du Caucase et d'Asie centrale; IPCAC = pays importateurs de pétrole du Caucase et d'Asie centrale; PAT = pays arabes en transition.

¹Le PIB pondéré par les parités de pouvoir d'achat (PPA) est utilisé pour calculer les moyennes régionales.

²Moyenne des filtres Hodrick-Prescott et Christiano et Fitzgerald et estimations des fonctions de production. Voir Mitra *et al.* (à paraître) pour plus de détails.

inférieurs à la moyenne observée dans les PED. En revanche, les pays exportateurs de pétrole — surtout ceux du CCG et de la région CAC — enregistrent des taux de croissance potentielle hors pétrole qui se situent parmi les plus élevés du monde et sont comparables à ceux des PED d'Asie. Ces taux élevés tiennent, en partie, à des dépenses publiques financées par les recettes pétrolières et souvent effectuées dans le secteur des biens non échangeables, mais ils ne sont pas tenables dans la durée (voir le chapitre 1).

La crise financière mondiale a entraîné une baisse de la croissance potentielle dans les pays avancés et émergents. Avant la crise financière mondiale (entre 2003 et 2007), un niveau élevé de confiance chez les investisseurs s'est traduit par la création rapide de capital productif, des innovations et une progression de la productivité dans le monde entier. La croissance potentielle des PED s'en est trouvée renforcée. La crise a brutalement inversé ces tendances, et la croissance potentielle des pays avancés et des pays émergents a fléchi après 2008, comme de précédentes études l'ont clairement établi³.

Il a été constaté depuis peu que les taux de croissance potentielle fléchissent plus fortement

³Cubeddu *et al.* (2014) analysent les facteurs à l'origine du fléchissement passé et attendu de la croissance dans les pays émergents. Voir aussi l'encadré 1.2 de l'édition d'octobre 2013 des *Perspectives de l'économie mondiale*.

dans les pays des régions MOANAP et CAC que dans les autres PED (graphique A1.1).

Le ralentissement de la croissance potentielle est particulièrement marqué dans les pays importateurs de pétrole de la région CAC du fait, peut-être, de l'étroitesse des liens qui les unissent à la Russie, où l'inadéquation des infrastructures physiques, la dépendance excessive à l'égard des produits de base, la morosité du climat des affaires et les tendances démographiques négatives se sont traduites par un ralentissement prononcé de la croissance potentielle⁴. Dans la région MOANAP (pays du CCG exceptés), l'aggravation de la perte de confiance des investisseurs devant l'intensité des conflits affectant la région et les suites du printemps arabe de 2011 a accentué l'effet de la crise financière mondiale et provoqué une chute brutale du potentiel de croissance juste après 2010. Dans les pays du CCG, l'érosion de la croissance potentielle hors pétrole a été légèrement compensée par la poursuite des investissements dans les infrastructures physiques, financés par l'épargne résultant du niveau élevé des prix du pétrole. Dans l'ensemble, la baisse du potentiel de croissance dans les régions MOANAP et CAC excédera de $\frac{3}{4}$ de point celle observée en moyenne dans les PED sur les cinq prochaines années.

⁴Voir l'encadré 1.2 de l'édition d'octobre 2013 des *Perspectives de l'économie mondiale*.

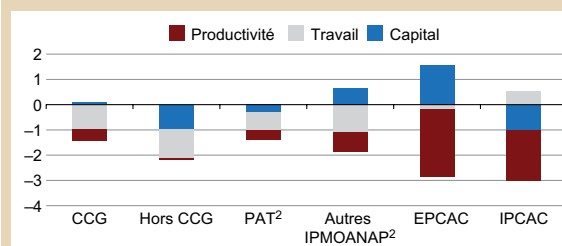
Les raisons à l'origine du fléchissement de la croissance potentielle varient

- Pays exportateurs de pétrole des régions MOANAP et CAC (graphique A1.2).**
 La création soutenue d'infrastructures dynamise la croissance potentielle hors pétrole dans les pays exportateurs de pétrole du CCG et de la région CAC. Ces effets positifs sont contrebalancés par la baisse des contributions du travail et de la productivité due en partie au recours à une abondante main-d'œuvre peu qualifiée, au faible coût de l'énergie et à des faiblesses probables dans la qualité de l'investissement public et la capacité d'absorption (FMI, 2013). Des réformes structurelles pertinentes ont été parfois entreprises, mais leurs effets tarderont à se faire sentir. Dans les pays de la région MOANAP non membres du CCG, une diminution des dépenses publiques (imputable à une baisse des recettes tirées des exportations de pétrole après la crise financière mondiale et l'intensification des conflits) a eu un effet négatif sur l'accumulation de capital, l'emploi et le potentiel de croissance.
- Pays importateurs de pétrole des régions MOANAP et CAC (graphique A1.2).** Le potentiel de croissance y est déjà limité par l'obsolescence du stock de capital physique, des inefficiences dans l'utilisation de l'énergie, du capital et des talents, et l'insuffisance des liens établis avec le reste du monde qui freine la productivité qui découlerait de l'adoption des technologies, des techniques de gestion et des innovations les plus récentes. Après la crise financière mondiale et le printemps arabe, les tensions pesant sur les finances publiques et la perte de confiance des investisseurs ont encore fait reculer l'investissement, ce qui a eu, à son tour, pour effet de réduire l'accumulation de capital physique et sa contribution à la croissance potentielle. La pesanteur des réglementations, des codes des impôts et de la bureaucratie a tendance à décourager les gains de productivité. Pour s'attaquer à ces divers obstacles, beaucoup de pays ont engagé récemment des réformes, mais celles-ci se heurtent souvent à l'opposition

Graphique A1.2.

Décomposition du récent ralentissement de la croissance potentielle hors pétrole

(Évolution de la contribution des divers facteurs de production, 2008–14 par rapport à 2003–07, en points)¹



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; Organisation internationale du travail; autorités nationales; estimations des services du FMI.

¹La part des facteurs dans la décomposition des fonctions de production est appliquée aux estimations de la croissance potentielle moyenne quelle que soit la méthode utilisée.

²Comparaison des contributions des divers facteurs de production, 2011–14 par rapport à 2003–10.

de groupes d'intérêts qui ont bénéficié de la forte concentration de la propriété des entreprises privées (Banque mondiale, 2009a). Dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, la main-d'œuvre est jeune et dépourvue des qualifications nécessaires pour occuper les emplois offerts par le secteur privé. Jointe à la faiblesse de l'activité économique des dernières années, ce déficit de qualifications a porté le chômage à des niveaux assez élevés pour décourager l'activité, ce qui a aussi eu un effet négatif sur la croissance potentielle⁵.

Ce qui n'a pas varié ce sont les raisons pour lesquelles la croissance potentielle des pays des régions MOANAP et CAC progresse plus lentement que celle des autres PED

(graphique A1.3). Avant comme après la crise financière mondiale, la contribution de la productivité des pays exportateurs de pétrole à la croissance potentielle hors pétrole, plus faible que dans les PED, a été compensée par de plus fortes contributions

⁵Cette plus faible contribution de l'activité reflète, d'une part, le fait que les travailleurs rejoignent le monde du travail informel et, d'autre part, l'effet d'hystérèse, qui réduit la production potentielle à long terme. À court et à moyen terme, avant que la production potentielle ne diminue durablement, le flux continu de travailleurs qui quittent la population active réduit aussi la croissance potentielle à moyen terme. Les publications sur l'effet d'hystérèse donnent à penser qu'il sera très difficile de ramener les travailleurs découragés dans la population active des PED.

du capital physique et du travail. La moindre productivité des pays importateurs de pétrole a été aggravée par une plus faible contribution du capital physique que dans les PED. Ces effets neutralisent la contribution positive du travail à la croissance potentielle qui découle de la jeunesse de la population et, dans le cas des pays du CCG, de la présence d'un grand nombre de travailleurs étrangers peu qualifiés⁶.

Pour améliorer la croissance potentielle, il faudra stimuler la productivité dans l'ensemble des pays des régions MOANAP et CAC et les taux d'investissement dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. De très nombreuses combinaisons plausibles de gains annuels de productivité et de taux d'investissement par rapport au PIB, tenant compte de l'accroissement maximal plausible de la population active, pourraient accélérer la croissance potentielle⁷. Par exemple, les pays arabes en transition pourraient atteindre le taux de croissance moyen des PED dans cinq ans avec leur ratio investissements/PIB annuel actuel de 22 % si l'accroissement annuel de la productivité passait de 0 à 1½ % (Mitra *et al.*, à paraître). Cela donnerait l'impulsion à une amélioration de l'emploi et des niveaux de vie, mais un taux de croissance potentielle bien plus élevé sera nécessaire à plus long terme dans ces pays et dans le reste de la région pour voir s'améliorer sensiblement le sort de la majorité des habitants (Mitra *et al.*, à paraître). Une augmentation du taux d'activité féminine peut aussi y contribuer progressivement, surtout dans les pays de la région MOANAP. Dans les pays exportateurs de pétrole, il sera particulièrement important d'améliorer la productivité, non seulement dans le secteur non pétrolier, mais aussi dans les domaines où la sensibilité

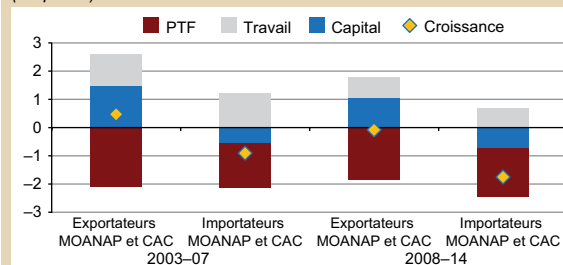
⁶À la différence des autres pays de la région MOANAP, les pays du CCG doivent leur croissance démographique aux travailleurs immigrants.

⁷L'investissement alimente l'accumulation de capital physique ou sa croissance. Si rien ne limite les gains de productivité, l'accroissement de l'investissement est tributaire des capacités de mise en œuvre ainsi que de l'existence de moyens de financement et de projets rentables. Les taux d'investissement par rapport au PIB ont rarement augmenté de plus de 10 points sur cinq ans dans le passé. On trouvera dans Mitra *et al.* (à paraître) le détail des hypothèses et des calculs ainsi que l'ensemble des combinaisons de gains de productivité et de ratios investissements/PIB qui sont susceptibles de porter la croissance des sous-régions MOANAP et CAC au niveau moyen des PED.

Graphique A1.3.

Facteurs à l'origine des écarts de croissance potentielle hors pétrole observés avec les pays émergents et en développement

(En points)¹



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; Organisation internationale du travail; autorités nationales; estimations des services du FMI.

Note : PTF = productivité totale des facteurs.

¹Croissance potentielle moyenne des régions MOANAP et CAC moins celle des pays émergents et en développement.

de la croissance potentielle hors pétrole aux activités liées au pétrole peut être atténuée.

Mesures destinées à augmenter la croissance potentielle

De très nombreux facteurs influent sur la croissance potentielle : ils sont de nature macroéconomique (taux de change et politiques à l'égard des échanges et de l'investissement) et structurelle (réformes des secteurs financier et réel, marchés du travail et des produits, et stabilité politique)⁸. Les paramètres macroéconomiques et sociopolitiques existant au départ peuvent aider à identifier les mesures les plus susceptibles de favoriser la croissance potentielle. Par exemple, des efforts visant à accroître le nombre des actifs dans les pays de la région CAC auraient des effets limités du fait que le chômage y est déjà faible et que les taux d'activité masculine et féminine y sont déjà élevés tandis que les pays du CCG jouissent déjà de taux élevés d'accumulation de capital.

Les autorités des pays des régions MOANAP et CAC devraient s'attacher à développer les talents des travailleurs, moderniser les méthodes de production et réajuster le rôle joué par le secteur public pour favoriser les gains de productivité (graphique A1.4). Des régressions transnationales

⁸Barro (1997) et Barro et Sala-i-Martin (2004) offrent une analyse approfondie des travaux publiés.

apportent des informations utiles pour établir les priorités de l'action publique⁹. Bien que la durée de la scolarisation ait augmenté, les travailleurs ne disposent toujours pas des compétences nécessaires aux emplois du secteur privé. Si les méthodes modernes de production impliquant l'emploi des technologies, techniques de gestion et innovations les plus récentes¹⁰ ont tardé à être adoptées, c'est probablement en raison de l'insuffisance des pressions concurrentielles, du recours à la main-d'œuvre étrangère peu coûteuse, de l'énergie bon marché, du caractère monopolistique des marchés ou du manque d'intégration dans l'économie mondiale. Les pouvoirs publics ont en outre tendance à jouer un rôle dominant plutôt qu'un rôle d'appui. Les entreprises publiques dominent le secteur de l'énergie et le secteur bancaire, tandis que des tracasseries administratives excessives entravent l'expansion du secteur privé et que le degré de corruption perçu décourage l'investissement. Les politiques économiques clés qui pourraient renverser la situation dans ces régions comprennent :

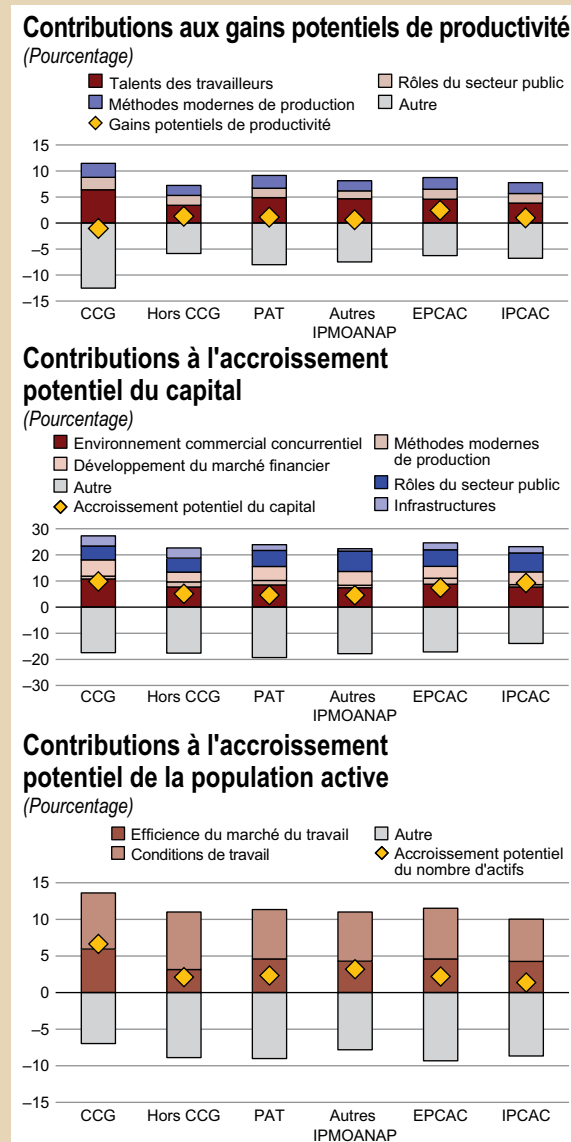
- La valorisation des *talents des travailleurs*. L'enseignement pourrait être mieux adapté aux besoins du secteur privé si les programmes d'études étaient conçus conjointement par les secteurs public et privé. Les pays des régions MOANAP et CAC peuvent aussi tirer parti de leurs grandes diasporas en établissant des plateformes permettant aux émigrants de partager leurs connaissances et leurs données d'expérience avec les entreprises de leur pays d'origine. La

⁹Il s'agit de régressions transnationales (échantillon de 107 pays) de l'accroissement de la productivité par rapport à un large ensemble de variables macroéconomiques et institutionnelles. Voir Mitra, Hosny et Minasyan (à paraître) pour plus de détails ainsi qu'une bibliographie sur les façons d'améliorer le capital humain et les bureaucraties pesantes (y compris le paiement des taxes), les réglementations fastidieuses et les procédures douanières. Leurs conclusions concordent avec les observations générales de Dabla-Norris *et al.* (2013), qui examinent l'importance de réformes favorables à la productivité dans les PED.

¹⁰Plus précisément, l'adoption des méthodes modernes de production peut être mesurée, au niveau des entreprises, par la capacité d'absorption technologique, l'investissement direct étranger, les transferts de technologie, l'utilisation des technologies de l'information, la capacité d'innovation, les dépenses de recherche-développement et le recours à des gestionnaires professionnels (voir le rapport 2014 du Forum économique mondial sur la compétitivité dans le monde).

Graphique A1.4.

Contributions à la croissance potentielle hors pétrole



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; Organisation internationale du travail, *Tendances mondiales de l'emploi*; Rapport *Doing Business* de la Banque mondiale; Rapport 2014 du Forum économique mondial sur la compétitivité dans le monde; calculs des services du FMI. Voir Mitra, Hosny et Minasyan (à paraître) pour plus de détails.

Fundación Chile, le South African Network of Skills Abroad (Réseau sud-africain d'expatriés qualifiés) et le projet «Reverse Brain Drain» de la Thaïlande visant à inverser la fuite des cerveaux sont des exemples réussis de réseaux de membres de diasporas mis en place ailleurs.

- L'encouragement de l'emploi des *méthodes modernes de production*, notamment en recourant aux technologies et techniques de gestion qui aident les entreprises à utiliser avec efficacité l'énergie,

le capital et les talents des travailleurs, et en supprimant les mesures qui gênent l'innovation. Une plus grande ouverture aux échanges de biens autres que les produits de base avec les pays à croissance rapide peut avoir un effet positif en favorisant la création de chaînes de production mondiale intégrées verticalement¹¹ ayant d'importantes retombées sur le plan technologique et au niveau de la gestion¹². Ce type d'investissement direct étranger est facilité par des mesures d'encouragement à l'investissement axées sur la fourniture d'informations sur les possibilités commerciales, le cadre juridique et réglementaire et les coûts des facteurs, qui sont plus efficaces que des incitations fiscales et des subventions aux infrastructures, telles que l'énergie (Harding et Javorick, 2007).

- *Un secteur public jouant un rôle d'appui plutôt qu'un rôle dominant* — qui fournisse avec efficacité les services essentiels, promeuve l'état de droit, décourage la fraude et la corruption et simplifie la réglementation applicable aux entreprises — favoriserait un accroissement de la productivité du secteur privé. La privatisation des grandes entreprises publiques pourrait améliorer la qualité de la fourniture d'énergie et des services bancaires tout en réduisant les passifs éventuels des États.

¹¹Pour plus de détails dans le cas des pays du CCG, voir Cherif et Hasanov (2014) et les actes de la conférence «Economic development, Diversification, and the Role of the State» organisée à Koweït City (Koweït), le 30 avril 2014 (<http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2014/mcd/>).

¹²Ces chaînes attirent d'autres investissements directs étrangers à forte composante technologique et révèlent les nouvelles technologies et méthodes de gestion aux entreprises locales, ce qui améliore leur compétitivité (Organisation de coopération et de développement économiques, 2002; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 2010). L'assistance technique et la formation permettent aux multinationales de voir la qualité de la production de leurs fournisseurs locaux s'améliorer (Blalock et Gertler, 2007; Organisation de coopération et de développement économiques, 2002). Il devient plus facile pour les entreprises locales d'adopter de nouvelles technologies à mesure qu'elles se familiarisent avec les techniques de pointe. Les acheteurs d'exportations contribuent au transfert de technologie en partageant leurs techniques de production (Pack, 2008). Les techniciens hautement qualifiés, qui sont embauchés par les multinationales, facilitent la diffusion des connaissances dans les industries locales (Todo, Zhang et Zhou, 2009).

- Des infrastructures de qualité et un environnement commercial concurrentiel favorisent aussi des investissements directs étrangers à forte composante technologique et la modernisation des méthodes de production (voir la prochaine section).

Les pays des régions MOANAP et CAC tireront aussi profit de l'amélioration de leur environnement commercial, de leur développement financier et de leurs infrastructures — tous éléments indispensables à l'accumulation de capital physique

(graphique A1.4). Globalement, les pays importateurs de pétrole de ces régions — où l'insuffisance de l'investissement limite la croissance potentielle — se trouvent en queue de classement dans ces domaines¹³, ce qui handicape aussi les petites et moyennes entreprises locales. Pour augmenter les ratios investissements/PIB et, par là, le capital physique, il faudrait notamment compléter les mesures permettant également d'améliorer la productivité (modernisation de la production et du rôle joué par le secteur public, voir plus haut) par les principales actions suivantes¹⁴ :

- Pour créer un *environnement sain pour les entreprises*, il faut que la sécurité et la stabilité politique règnent, que l'action publique soit menée avec constance, que les droits de propriété et les droits des investisseurs soient bien protégés et qu'il soit facile de créer une entreprise. Il est également important d'éliminer diverses formes de corruption, y compris le favoritisme dans les décisions gouvernementales, et, dans certains cas, d'instaurer une plus grande flexibilité du taux de change et de supprimer les contrôles des capitaux.
- *Le développement financier* pourrait améliorer la disponibilité et l'abordabilité des services financiers qui sont indispensables à l'investissement productif local, surtout pour les petites et moyennes entreprises. Certaines

¹³Voir la dernière édition du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale (2014a) et le rapport 2014 du Forum économique mondial sur la compétitivité dans le monde.

¹⁴Sur la base de régressions transnationales (échantillon de 104 pays) de l'accroissement potentiel du capital par rapport à un vaste ensemble de variables macroéconomiques et institutionnelles. Voir Mitra, Hosny et Minasyan (à paraître) pour plus de détails.

mesures peuvent être efficaces dans le contexte d'un système bancaire sain (annexe III).

- S'il est de meilleure qualité et plus étendu, l'investissement public dans les infrastructures, a un effet direct sur le stock de capital. Il favorise indirectement l'investissement productif dans le secteur privé en fournissant des moyens de production moins coûteux et plus fiables (surtout dans le cas de l'électricité). Son efficacité dépend de l'efficacité de l'investissement public (annexe II). À plus long terme, des investissements de grande ampleur pourraient nécessiter des financements étrangers, surtout dans le Caucase et en Asie centrale.

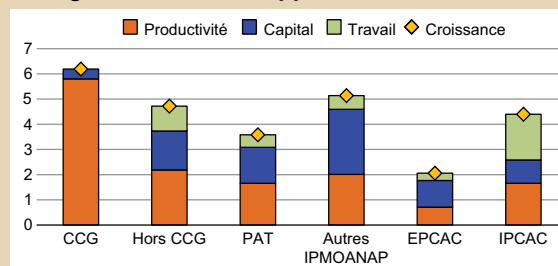
L'efficacité du marché du travail et les conditions de travail influent fortement sur la croissance de la population active des régions MOANAP et CAC (graphique A1.4)¹⁵. Leurs marchés du travail se caractérisent par des rigidités qui contribuent à étouffer les marchés formels de l'emploi et à alimenter de vastes secteurs informels. De plus, beaucoup de pays de ces deux régions ne jouissent pas de la stabilité économique et politique propice au bon déroulement des activités commerciales. La situation dans ces domaines pourrait être améliorée si les conditions suivantes étaient notamment réunies :

- Des *marchés du travail plus efficaces* peuvent accroître l'offre et la demande de travail. Une plus grande souplesse dans la fixation des salaires et les conditions d'embauche et de licenciement (avec une indemnisation du chômage et une protection contre les discriminations et les décisions arbitraires des employeurs) réduit les coûts des entreprises et incite celles-ci à investir dans des formations spécifiques. Des mesures complémentaires sont exposées dans le document du FMI (2014e). La flexibilité a aussi un effet positif sur la productivité des travailleurs — en favorisant l'octroi de salaires plus élevés et de promotions, elle réduit la tentation de l'émigration pour les travailleurs les plus talentueux.

¹⁵Sur la base de régressions transnationales (échantillon de 95 pays) de la croissance potentielle de la population active par rapport à un vaste ensemble de variables macroéconomiques et institutionnelles. Voir Mitra, Hosny et Minasyan (à paraître) pour plus de détails.

Graphique A1.5.

Écart de la croissance à moyen terme par rapport au scénario de référence si les variables structurelles atteignent les niveaux des pays émergents et en développement¹



Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*; calculs des services du FMI.
¹Croissance potentielle obtenue si chacun des facteurs qui déterminent le niveau de la productivité potentielle (talents des travailleurs, méthodes modernes de production, par exemple), du capital (environnement commercial, développement financier, par exemple) et du travail (efficacité du marché du travail, conditions de travail, par exemple) atteint le niveau moyen des pays émergents et en développement. Voir Mitra, Hosny et Minasyan (à paraître) pour plus de détails.

- Des *conditions de travail* saines et sûres s'accompagnant d'infrastructures de transport fiables et d'une stabilité économique et politique facilitent l'activité.
- Une *augmentation du taux d'activité féminine* accroît non seulement la taille de la population active, mais la diversifie aussi, ce qui a un effet positif sur l'innovation et la productivité (*Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*, novembre 2013).

La mise en œuvre de ces mesures pourrait inverser la tendance à la baisse de la croissance potentielle dans les régions MOANAP et CAC et permettre aux pays de cette partie du monde de rattraper les niveaux de vie des PED (graphique A1.5). Dans le CCG, les niveaux d'investissement des pays dans l'environnement des entreprises et les infrastructures publiques dépassent la moyenne observée dans les PED, mais des progrès restent à faire pour certains facteurs contribuant aux gains de productivité et, si ceux-ci étaient accomplis, la productivité et la croissance potentielle s'en trouveraient améliorées. Le potentiel de croissance peut être accru dans les autres pays des régions MOANAP et CAC par une approche globale de ces facteurs visant à réduire les écarts importants constatés par rapport aux PED pour la productivité, l'accumulation de capital physique et la population active (talents des travailleurs, environnement commercial concurrentiel, marchés du travail efficaces, notamment).

Annexe II. Investissement public dans les infrastructures des régions MOANAP et CAC

L'investissement dans les infrastructures est une condition préalable importante pour la croissance économique. Si les pays du CCG investissent déjà massivement dans les infrastructures, les autres pays exportateurs de pétrole et les pays importateurs de pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MOAN) investissent beaucoup moins que ne l'exigeraient leurs niveaux de revenu. Dans le Caucase et en Asie centrale, l'investissement dans les infrastructures est dans l'ensemble en rapport avec les paramètres économiques fondamentaux. Le déficit annuel total d'investissement constaté dans les infrastructures est d'environ 72 milliards de dollars. En portant cet investissement aux niveaux souhaitables, on pourrait rapidement faire progresser la croissance d'environ 3 points de pourcentage dans les pays exportateurs de pétrole non membres du CCG et d'environ 1½ point dans les pays importateurs de pétrole de la région MOAN. Pour augmenter l'investissement dans les infrastructures et son impact économique, les autorités doivent mieux gérer l'investissement public, doter la main-d'œuvre des compétences nécessaires et améliorer l'accès aux moyens de financement requis.

Le niveau de développement des infrastructures, les besoins d'investissement et l'aptitude à faire face aux problèmes de financement concomitants varient considérablement entre les pays des régions MOAN et CAC. La plupart des pays du CCG ont mis en route des programmes d'infrastructures très ambitieux (graphique A2.1) et annoncé des projets d'investissement public de montants représentant plusieurs fois la production économique annuelle. En revanche, l'investissement public a fortement baissé dans les pays exportateurs de pétrole non membres du CCG et dans les pays importateurs de pétrole de la région MOAN et diminué parfois de moitié par rapport aux maximums atteints pendant les années 2000. Il a été modéré, mais stable dans la région CAC.

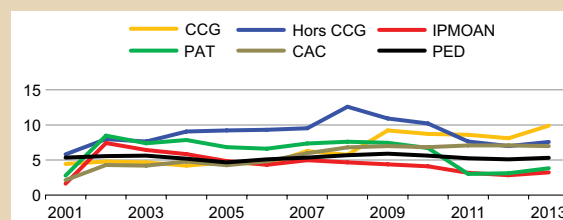
La présente annexe examine les estimations des besoins en infrastructure des pays des régions MOAN et CAC (y compris les raisons éventuelles de différences entre les groupes de pays), les possibilités de financement, les mesures permettant d'améliorer l'efficacité de l'investissement public ainsi que les implications possibles pour l'emploi et la croissance d'une augmentation de l'investissement public dans les régions qui investissent moins de ressources.

Cette annexe a été préparée par Haonan Qu, Martin Sommer (chef d'équipe) et SeokHyun Yoon avec le concours de Soledad Feal-Zubimendi et Juan Carlos Flores en matière de recherche.

Graphique A2.1

Investissement public

(En pourcentage du PIB)



Source : calculs des services du FMI.

Note : PED = pays émergents et en développement.

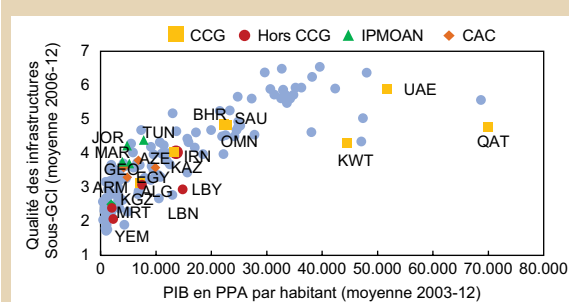
Déficits d'infrastructure

Le développement des infrastructures est en règle générale étroitement lié au niveau de revenu (graphique A2.2)¹, mais certains pays semblent pâtir de déficits d'infrastructure définis comme l'écart du stock d'infrastructure par rapport au niveau que justifieraient le stade de développement économique du pays et d'autres particularités nationales comme la composition sectorielle de la production.

Les dépenses d'infrastructure prévues dans les pays du CCG et de la région CAC correspondent en gros aux besoins d'investissement dans ce domaine (Ianchovichina *et al.*, 2013). Ces estimations tiennent compte d'autres particularités nationales comme le

¹Dans le graphique A2.2, la qualité des infrastructures est mesurée à l'aide de la composante «infrastructure» de l'indice mondial de la compétitivité.

Graphique A2.2

Qualité des infrastructures et PIB par habitant¹

Source : Albino-War *et al.* (à paraître).

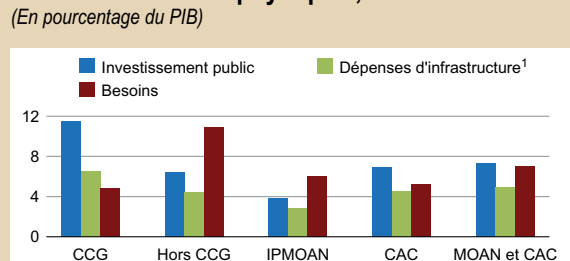
¹La qualité des infrastructures est mesurée à l'aide de la composante «infrastructure» de l'indice mondial de la compétitivité (GCI). Voir Albino-War *et al.* (à paraître) pour plus de détails.

niveau d'urbanisation, le degré de développement technologique et un large éventail de sous-secteurs des infrastructures. Les programmes d'investissement dans les infrastructures des pays importateurs de pétrole de la région MOAN — y compris les pays arabes en transition — et surtout des pays exportateurs de pétrole non membres du CCG sont, en revanche, à la traîne (graphique A2.3). Le déficit d'investissement est globalement estimé à 2 % du PIB pour les pays des régions MOAN et CAC, mais il reflète en grande partie les déficits d'investissement de 6½ % et 3 % du PIB pour les pays exportateurs de pétrole hors CCG et les pays importateurs de pétrole de la région MOAN, respectivement². Ces déficits d'infrastructure se sont creusés pour diverses raisons telles que le manque de marge de manœuvre budgétaire, l'éviction de l'investissement productif par l'importance de la masse salariale dans le secteur public et le grand nombre de subventions (FMI, 2014d), l'attente d'un meilleur rendement des actifs financiers que de l'investissement dans les infrastructures et une capacité d'absorption limitée³. L'accumulation des déficits d'infrastructure reflète peut-être aussi en partie les effets de la crise financière mondiale, les pays qui ne jouissent pas

²L'ampleur des déficits d'investissement estimés concorde avec les estimations de lanchovichina *et al.* (2013).

³Dans les pays où la qualité des institutions laisse à désirer, les pouvoirs publics peuvent aussi utiliser les dépenses en capital comme un moyen d'obtenir des rentes (Grigoli et Mills, 2013; Keefer et Knack, 2007), ce qui se traduit par des dépenses inefficaces.

Graphique A2.3

Besoins d'investissement public et d'infrastructures physiques, 2014–19
(En pourcentage du PIB)

Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; lanchovichina *et al.* (2013); Groupe de travail sur les infrastructures de la Banque multilatérale de développement (2011); estimations des services du FMI.

¹Les estimations des dépenses d'infrastructure reposent sur les informations fournies par les lois de finances nationales, quand elles étaient disponibles, et sur les évaluations des services du FMI. En l'absence d'estimations pour un pays, les dépenses totales d'infrastructure ont été calculées à l'aide des moyennes régionales des ratios dépenses d'infrastructure/investissement public total.

d'une bonne cote de crédit devant faire face à des conditions de financement externe obstinément difficiles et à un contexte extérieur maussade. Dans certains cas, les infrastructures ont été très endommagées par des conflits armés et de longues périodes de sous-investissement.

Implications pour l'emploi et la croissance d'un accroissement de l'investissement public

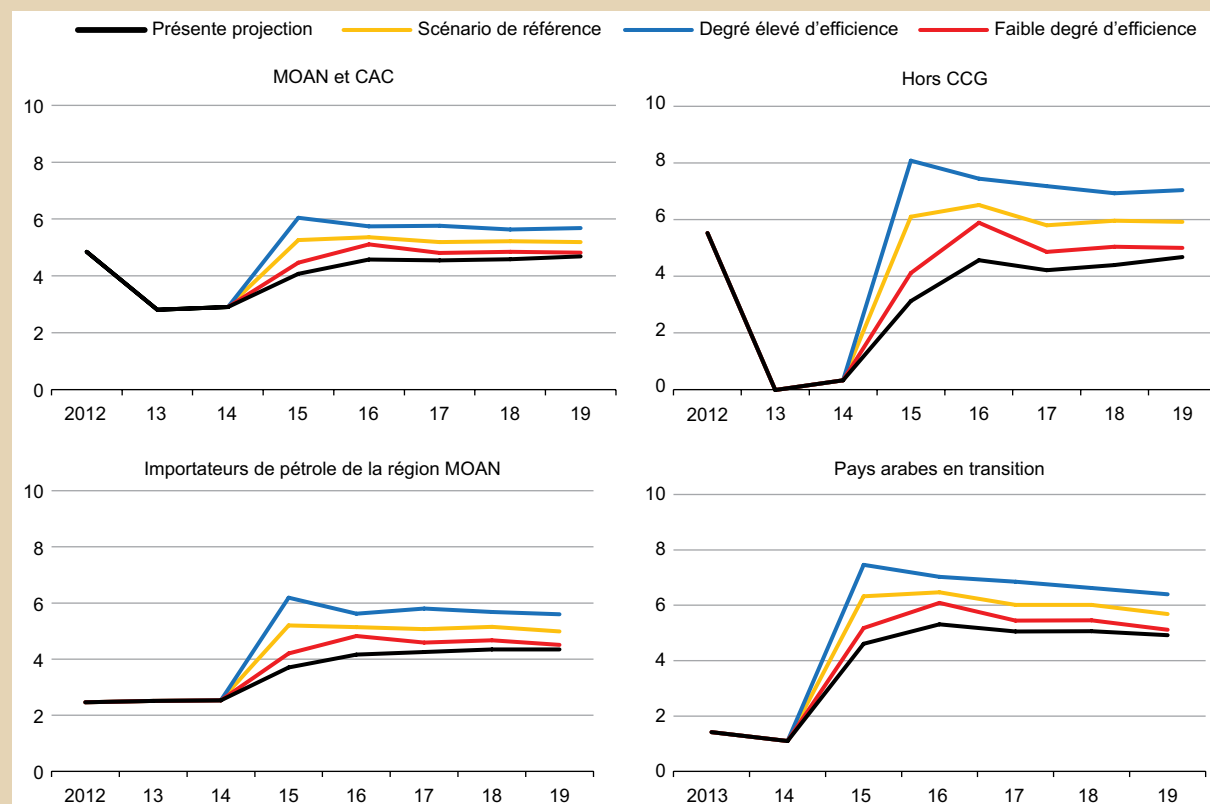
L'investissement public dans les infrastructures pourrait augmenter la croissance potentielle par la voie de l'accumulation de capital et de gains de productivité. Les calculs effectués dans cette annexe reposent sur l'hypothèse d'un accroissement temporaire de l'investissement public par les autorités des pays exportateurs de pétrole non membres du CCG et des pays importateurs de pétrole de la région MOAN d'un montant correspondant au déficit annuel d'infrastructure (72 milliards de dollars)⁴.

⁴Cet accroissement se répartirait de la façon suivante : 57 milliards de dollars pour les pays exportateurs de pétrole non membres du CCG et 15 milliards de dollars pour les pays importateurs de pétrole de la région MOAN (soit 6½ % et 3 % du PIB, respectivement, comme on l'a indiqué plus haut). Les calculs supposent que les pays du CCG et de la région CAC limitent leurs investissements à ceux qui ont déjà été planifiés.

Graphique A2.4

Impact de l'accroissement de l'investissement public sur la croissance du PIB réel

(Pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

La taille supposée de l'investissement se situe dans la fourchette envisagée dans les scénarios examinés dans le Livre blanc sur le Plan de stabilisation arabe (2012), soit un montant compris entre 30 et 100 milliards de dollars. Les élasticités estimées dans l'édition d'octobre 2014 des *Perspectives de l'économie mondiale* et Ianchovichina *et al.* (2013) impliquent qu'un accroissement de l'investissement dans les infrastructures pourrait avoir des effets positifs non négligeables sur la croissance et l'emploi (graphique A2.4), mais, du fait de l'efficacité assez faible de l'investissement dans la plupart des pays des régions MOAN et CAC et de l'insuffisance générale des capacités (y compris le manque de main-d'œuvre locale qualifiée), les retombées macroéconomiques à court terme pourraient se situer dans le bas des fourchettes estimées :

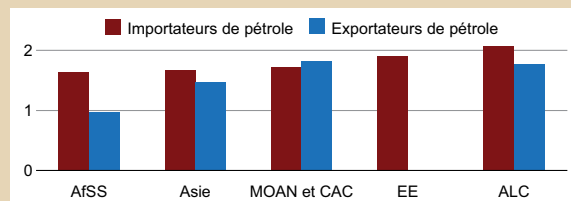
- La croissance des pays exportateurs de pétrole non membres du CCG pourrait augmenter

à court terme de quelque 3 %, tandis que 2,8 millions d'emplois pourraient être créés.

- Le dividende pour la croissance à court terme pourrait se situer aux alentours de 1½ %, et le nombre d'emplois créés s'élever à 1,6 million dans les pays importateurs de pétrole de la région MOAN.
- L'impact sur la croissance serait d'environ 1¼ % dans les régions MOAN et CAC avec 4,4 millions d'emplois supplémentaires.

Pour obtenir ces résultats favorables pour la croissance et l'emploi, il faudra que l'investissement public soit très efficace et soutenable sur le plan budgétaire. Les dépenses d'infrastructure pourraient être financées en redistribuant les fonds consacrés à des dépenses improductives ou en faisant davantage appel à des ressources extérieures, parallèlement à la mise en œuvre de réformes structurelles.

Graphique A2.5

Indice de gestion de l'investissement public¹, par région

Sources : Dabla-Norris *et al.* (2012); autorités nationales; estimations des services du FMI.

Note : établi sur la base des données de 27 pays d'Afrique subsaharienne (AfSS), 8 pays d'Asie, 10 pays MOAN et CAC, 9 pays émergents d'Europe (EE) et 9 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC).

¹Indice qui saisit le cadre institutionnel de la gestion des investissements publics à quatre étapes différentes : analyse, sélection, exécution et évaluation des projets. Plus le score est élevé, plus la gestion de l'investissement public est bonne.

Efficacité des investissements

Il reste beaucoup à faire pour améliorer l'efficacité de l'investissement public dans les pays des régions MOAN et CAC (Albino-War *et al.*, à paraître; Dabla-Norris *et al.*, 2012). Une plus grande efficacité des investissements accroîtrait les dividendes de la croissance tout en assurant une épargne financière. Il ressort de l'étude d'Albino-War *et al.* (à paraître) que, si l'efficacité des investissements des pays MOAN et CAC était portée au niveau observé dans les pays les plus performants du monde, le stock d'infrastructure productive pourrait être sensiblement renforcé sans une augmentation des dépenses publiques. Une analyse des processus de gestion de l'investissement public révèle que, pour ce qui est de la qualité des institutions, les régions MOAN et CAC devancent l'Afrique subsaharienne et les pays émergents d'Asie, mais se classent derrière l'Amérique latine (graphique A2.5)⁵. Les performances des régions MOAN et CCA sont particulièrement faibles dans les phases d'analyse et de sélection des projets d'investissement.

Conséquences pour l'action à mener

Les effets positifs d'une expansion de l'investissement sur l'emploi et la croissance peuvent être importants.

⁵Un système de gestion de l'investissement public comporte quatre grandes étapes : analyse, sélection, exécution et évaluation des projets. Les scores des économies avancées pour la gestion de l'investissement public ne sont pas disponibles.

Une action portant les investissements publics dans l'infrastructure aux niveaux recherchés pourrait accroître le taux de croissance à court terme d'environ 3 points de pourcentage dans les pays exportateurs de pétrole hors CCG et d'à peu près 1½ point dans les pays importateurs de pétrole de la région MOAN. Cependant, la capacité limitée et le développement insuffisant du cadre des investissements sont porteurs de défis, réduisant ainsi les avantages macroéconomiques. Pour exploiter au mieux le potentiel d'investissement dans l'infrastructure, les décideurs devront centrer leur attention sur les réformes de la gestion de l'investissement public, l'accès au financement et les politiques du marché du travail.

Gestion de l'investissement public

Les cas de gestion réussie laissent penser que la mise en place d'institutions solides est d'une importance critique pour favoriser la réalisation d'investissements publics efficaces. Dans le court terme, les pays pourraient promouvoir un examen plus minutieux des projets d'investissement public tout en préparant des réformes plus fondamentales du processus de gestion de l'investissement public. Les mesures à court terme consisteraient notamment à accroître la transparence des projets d'investissement essentiels sur l'ensemble de leur cycle (par exemple données de l'analyse, marchés publics concurrentiels, statistiques des appels d'offre, dépassements de coûts/temps) et du processus budgétaire (par exemple objectifs, coûts des projets, évaluations *ex post*). Dans le moyen terme, les pays devraient aligner les projets d'investissement sur les priorités stratégiques nationales et remanier le cadre de gestion de l'investissement public, en particulier établir des vérifications indépendantes de l'analyse et de la sélection des projets.

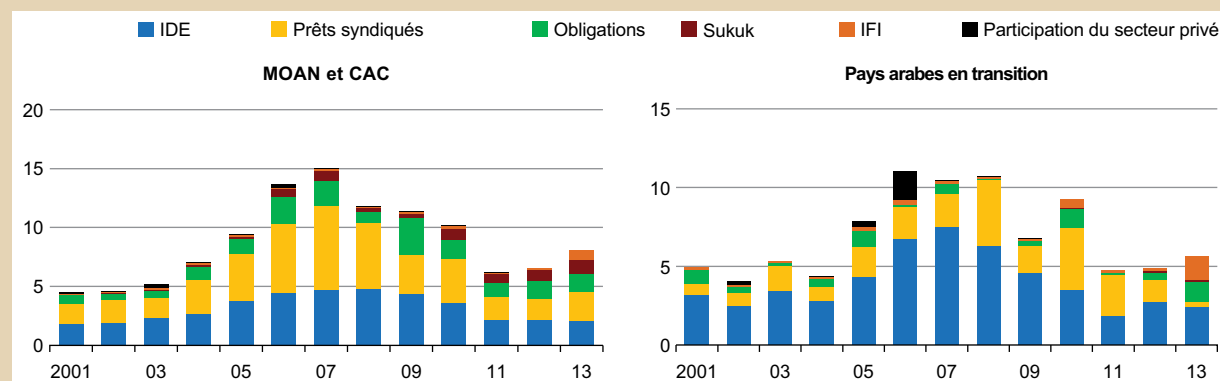
Accès au financement

Les capacités de financement varient fortement d'une région à l'autre. Les exportateurs d'hydrocarbures ont généralement une position budgétaire plus solide et ont plus facilement accès au marché financier que les importateurs de ces produits. Les sukuk sont une option de financement de plus en plus populaire, en particulier dans les pays du CCG, alors

Graphique A2.6

Financement des investissements dans l'infrastructure et autres investissements

(En pourcentage du PIB)



Source : calculs des services du FMI.

Note : recouvre le financement non directement utilisé pour les dépenses d'infrastructure (par exemple certains IDE, obligations et prêts affectés aux investissements hors infrastructure). IDE = investissements directs étrangers; IFI = institutions financières internationales.

que le financement conventionnel par voie de prêts syndiqués et d'émissions d'obligations a sensiblement baissé depuis la crise financière mondiale (graphique A2.6). Les institutions financières internationales (IFI) ont accru leurs prêts, comme en témoignent la nouvelle Facilité arabe de financement des infrastructures (projet conjoint de la Banque islamique de développement et de ses partenaires), l'engagement plus grand de la Banque mondiale et les efforts relevant du Partenariat de Deauville. Les partenariats public-privé continuent à jouer un rôle marginal dans la région, mais des initiatives telles que le Plan arabe de stabilisation ont été mises en place dans le but de mobiliser des capitaux extérieurs pour le financement d'investissements dans l'infrastructure de la région MOAN.

Pour les pays dont la marge de manœuvre budgétaire est limitée et qui ont moins d'options de financement, il s'agit essentiellement de savoir combien de dépenses peuvent être réaffectées des emplois improductifs vers les investissements et combien de concours financiers peuvent être obtenus de sources extérieures à des conditions abordables pour le budget. Dans un certain nombre de pays, les subventions non ciblées et la masse salariale du secteur public sont des postes qui peuvent se prêter à la rationalisation et la réaffectation des dépenses.

Le financement extérieur est souvent limité par un environnement politique et sécuritaire porteur

de défis. Dans le long terme, des politiques visant à développer les institutions et marchés financiers intérieurs aideraient à assurer l'accès au financement de l'infrastructure publique. Parmi les options de financement à court terme figurent la mobilisation de recettes publiques additionnelles, l'apport d'un soutien au financement pour attirer en plus grand nombre les participants du secteur privé, la conception d'une plateforme permettant de renforcer le financement des IFI, et une combinaison de financements concessionnels et non concessionnels (annexe III). Par exemple :

- Rehaussements de crédit par la garantie de l'Agence multilatérale de garantie des investissements de la Banque mondiale contre le non-respect d'obligations financières (garantie NHFO). La garantie NHFO, qui a une durée maximale de 15 ans, permet aux banques commerciales de bénéficier d'un allègement des exigences de fonds propres de Bâle, ce qui pourrait accroître leur capacité de prêt, en leur permettant de financer des projets solides dont le financement est difficile à assurer sur les marchés financiers traditionnels⁶.

⁶Par exemple, la Tunisie a reçu une aide d'environ 200 millions de dollars au titre de la garantie NHFO pour un projet de transport en 2011, ce qui lui a permis de mobiliser des concours d'investisseurs privés français.

- L'établissement d'une plateforme permettant de mobiliser des financements par capitaux propres ou dons auprès des donateurs renforcerait la capacité de financement d'infrastructures des IFI. Le fonds de placement privé en infrastructure (IIF) II de la Banque islamique de développement en est un bon exemple. Après la réussite de l'opération IIF I (730 millions de dollars), l'IIF II a été lancé en mai 2014. Il cible des investissements conformes à la Charia dans des projets d'investissement dans les pays membres. Il a déjà mobilisé 850 millions de dollars, l'objectif étant de réunir 2 milliards de dollars, sur un total allant jusqu'à 24 milliards de dollars pour le financement de la mise en place de projets d'infrastructure essentiels.
- Les pays donateurs envisagent le recours à de nouvelles approches qui constituent un dosage de financements concessionnels et non concessionnels pour venir en aide aux pays à faible revenu, face aux pressions de l'opinion publique en faveur d'une réduction de l'aide publique au développement et aux contraintes pesant sur les prêts concessionnels des IFI. Ces approches consistent à utiliser un volume limité de ressources concessionnelles pour mobiliser du financement non concessionnel, ce qui contribue à accroître la réserve de ressources affectées au développement de l'infrastructure.
- Les PPP peuvent être plus efficaces que les achats publics traditionnels d'actifs et de services, mais ne sont pas sans risques budgétaires (FMI, 2006b). Ces risques sont particulièrement prédominants

lorsque les PPP sont mis en place par des gouvernements qui manquent d'expérience en la matière, ne s'inscrivent pas dans un cadre juridique et institutionnel adéquat et ont pour but de contourner les contrôles de dépenses budgétaires. La gestion des risques budgétaires posés par les PPP pourrait être assurée par l'adoption 1) de systèmes de planification des investissements permettant de sélectionner des projets solides et des options de marchés publics guidées par des raisons économiques et des considérations d'efficacité; 2) d'un cadre juridique et institutionnel, accompagné des structures et compétences nécessaires à la gestion des PPP; et 3) d'un système de comptabilité et d'information budgétaires permettant une communication et une analyse transparentes des conséquences budgétaires des PPP.

Marché du travail

Enfin, l'inadéquation des qualifications professionnelles (Banque mondiale, 2009b) sur les marchés du travail intérieurs pourrait entraver le déploiement des projets approuvés et la création d'emplois pour les nationaux tout en encourageant éventuellement l'entrée d'expatriés. Des politiques actives du marché du travail et des réformes structurelles visant à remédier à l'inadéquation des qualifications, à améliorer les compétences des travailleurs ayant un emploi et à augmenter le nombre des personnes ayant reçu une formation technique aideraient à accroître l'emploi et les dividendes de la croissance des investissements dans l'infrastructure.

Annexe III. Accès au financement pour les petites et moyennes entreprises des régions MOANAP et CAC

L'expansion des petites et moyennes entreprises (PME) est essentielle à l'accélération et à la diversification de la croissance économique ainsi qu'à la création d'emplois dans les régions MOANAP et CAC. Cependant, les lacunes de l'infrastructure juridique et financière, la faiblesse des normes d'information financière des PME et les contraintes en matière de capacité de prêt des banques entravent l'accès des PME au financement. Aussi est-il nécessaire de prendre de nouvelles mesures pour renforcer l'infrastructure juridique et financière, en particulier les centrales des risques et de garanties, les tribunaux commerciaux et les régimes de faillite. Les banques peuvent accroître leur capacité de prêt en offrant des produits adaptés aux besoins des PME, ainsi qu'en remédiant aux faiblesses de leur bilan et en améliorant leur système de gestion des risques. La finance islamique laisse attendre un accroissement de l'accès des PME de ces régions au financement, sous réserve d'une amélioration de l'infrastructure juridique et financière et de la mise en place de produits adaptés à leurs besoins. L'amélioration des données sur les PME et leurs besoins de financement est d'une importance critique pour la conception de politiques efficaces au regard de ces entreprises.

PME, croissance inclusive et accès au financement

Les PME ont été le moteur de la croissance économique et de l'emploi pour les économies développées; elles pourraient également jouer un rôle important dans la réalisation d'une croissance inclusive au sein des régions MOANAP et CAC, réduisant ainsi les inégalités de revenu actuelles. Dans la plupart des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, les PME représentent plus de 95 % des entreprises et contribuent à hauteur de 70 % à l'emploi (<http://www.oecd.org/statistics/>). Par contre, si elles représentent entre 80 % et 95 % des entreprises du secteur formel dans les régions MOANAP et CAC, elles ne contribuent que pour environ 30 % au PIB et de 20 % à 50 % à l'emploi privé. La contribution des PME au total de l'emploi est encore plus faible dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP en raison de la forte proportion des salariés du secteur public.

Leur accès limité au financement est l'un des principaux obstacles à leur croissance dans les régions MOANAP et CAC. Plus de 50 % des entreprises de la région MOANAP n'ont pas accès au crédit, et un tiers des entreprises voient dans l'inaccessibilité du financement une contrainte majeure. Bien que les prêts bancaires soient la principale source de

financement pour les entreprises de toutes tailles, les prêts aux PME représentent moins de 8 % du total des prêts, 13 % des prêts dans les pays hors CCG et environ 2 % de ceux dans les pays du CCG. Le même profil peut s'observer pour la région CAC, mais les niveaux sont différents (graphique A3.1).

Facteurs entravant l'accès des PME au financement

L'accès limité des PME au financement tient à l'interaction de la demande, de l'offre, de facteurs institutionnels, réglementaires et autres facteurs liés à la politique adoptée. Ces facteurs sont communs aux deux régions, sauf l'effet d'éviction des emprunts de l'État, qui est propre à certains pays de la région MOANAP. Plus particulièrement :

- En dehors des obstacles dressés par un climat d'investissement défavorable, les PME se heurtent à plusieurs barrières non financières liées à leurs propres capacités, parmi lesquelles l'absence de comptes financiers et d'antécédents de crédit fiables.
- Les banques hésitent à prêter aux PME, ou peuvent leur appliquer une plus haute prime de risque ou exiger d'elles d'importantes garanties en raison de leur perception d'un plus grand risque de crédit associé aux asymétries de l'information et au manque de garanties pour la couverture de ce risque. Les coûts de transaction plus élevés découragent les banques de prêter aux PME, mais leur capacité de prêt est restreinte également par

Cette annexe a été préparée par Inutu Lukonga (chef d'équipe), Sami Ben Naceur, Gregory Hadjian et Abdullah Al-Hassan.

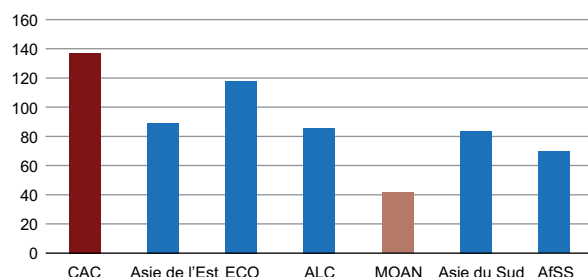
Graphique A3.1

Accès au financement : vue d'ensemble

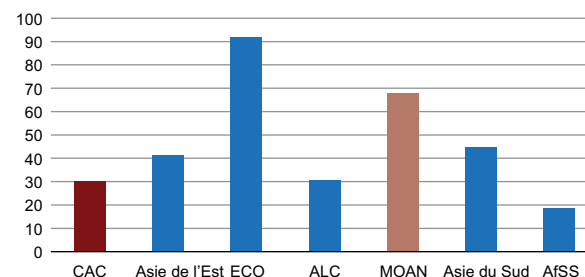
Les banques de la région MOAN sont liquides, et les niveaux d'intermédiation sont élevés tant dans la région MOAN que dans la région CAC ...

Crédit bancaire/dépôts bancaires

(2011, en pourcentage)

**Crédit privé/PIB**

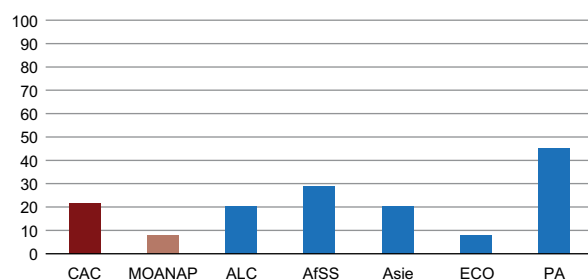
(2011, en pourcentage)



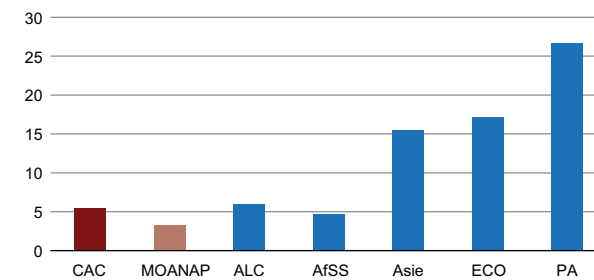
... mais la proportion de crédit affectée aux PME est faible.

Prêts aux PME en pourcentage du total des prêts

(Dernières estimations disponibles, en pourcentage)

**Prêts aux PME**

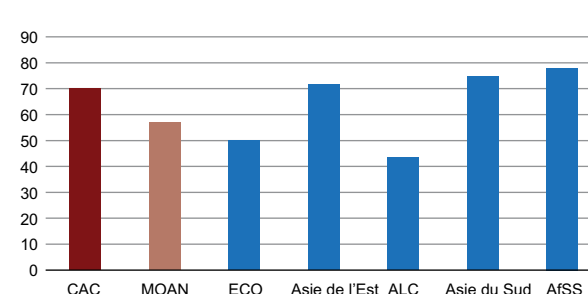
(En pourcentage du PIB, 2012)



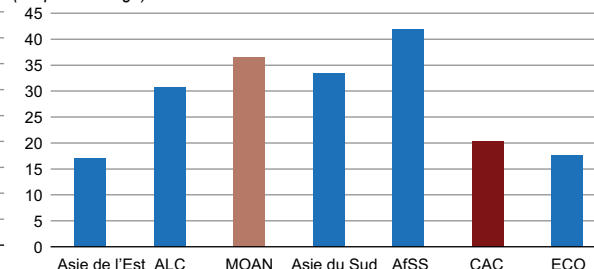
En conséquence, le nombre de PME sans accès au crédit est élevé et l'accès limité des PME au financement est cité comme une contrainte majeure.

Proportion des PME sans accès au crédit

(En pourcentage)

**Entreprises citant l'accès au financement comme une contrainte majeure**

(En pourcentage)



Sources : Banque asiatique de développement (2013); Banque européenne d'investissement (2013); Banque mondiale (2010); FMI, enquête sur l'accès au financement; Organisation de coopération et de développement économiques (2013a); Société financière internationale, base de données Enterprise Finance Gap.

Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes; ECO = Europe centrale et orientale; PA = pays avancés.

leur manque de produits adaptés et de capacités de gestion des risques.

- Les sources de financement autres que le secteur bancaire sont limitées. Les institutions financières non bancaires des deux régions, telles que les institutions de microfinance, les sociétés de crédit-bail et les sociétés privées de capital-investissement

et de capital-risque, qui pourraient elles aussi fournir des capitaux, ne sont pas assez développées. Les marchés financiers sont développés dans certains pays, mais dans la plupart des cas, les PME n'y sont pas cotées pour des raisons liées parfois au niveau élevé des coûts de cotation et à la rigueur des exigences d'information.

- Les prêts improductifs sont élevés dans le système bancaire de nombreux pays et ont le potentiel de décourager l'octroi de prêts en général et aux PME en particulier. L'action des institutions financières créées pour accorder du crédit aux PME n'a eu qu'un effet limité, surtout à cause de problèmes de gouvernance, un grand nombre d'entre elles étant grevées par de gros prêts improductifs.
- Les systèmes bancaires sont vastes, mais la concentration des prêts est forte, car les banques privilégient les gros emprunteurs. L'absence de concurrence dans certains pays (par exemple, l'Algérie) a elle aussi contribué à la faiblesse des prêts aux PME, les grosses banques publiques se spécialisant surtout dans le crédit aux grandes entreprises publiques et les banques privées centrant leur action sur les segments les plus rentables des grandes entreprises privées et le financement du commerce.
- En outre, les besoins de financement considérables de l'État ont eu un effet d'éviction sur le secteur privé dans un certain nombre de pays de la région MOAN, en particulier les pays arabes en transition.

Effet des initiatives réglementaires mondiales

Le financement des PME pourrait se heurter aux effets pervers de certaines initiatives réglementaires mondiales, comme par exemple une disponibilité réduite du financement et un coût accru des emprunts. Les normes de Bâle III exigent des banques une gestion des risques plus rigoureuse, des fonds propres plus élevés et de meilleure qualité et une amélioration de la liquidité, avec notamment une meilleure couverture des engagements de financement. L'augmentation du ratio de levier, due au relèvement du facteur de conversion du crédit au commerce extérieur de 20 % à 100 % par Bâle III, peut accroître les fonds propres et faire augmenter le coût des opérations de financement des échanges commerciaux. La probabilité que ce soient principalement les PME des régions MOANAP et CAC sur lesquelles pèsera l'ajustement des prêts est élevée : les PME

présentent des risques plus grands et, en particulier dans ces régions, concentrent leurs activités dans le commerce et le BTP. En outre, les coûts liés à la diligence raisonnable pour se mettre en conformité avec la réglementation contre le blanchiment de capitaux/le financement du terrorisme et le Foreign Account Tax Compliance Act des États-Unis conduisent certaines banques internationales à mettre fin à leurs relations de correspondant bancaire avec les banques de la région MOANAP et à réduire les prêts aux PME de cette région.

Réformes récentes

Promouvoir l'accès des PME au financement figure au programme de réforme international depuis la crise financière mondiale ainsi qu'aux programmes nationaux de la plupart des pays des régions MOANAP et CAC. Cependant, les réformes n'ont que modérément contribué à améliorer l'accès des PME au financement, en grande partie parce qu'elles ont été partielles, incomplètes ou inefficaces. Le tableau A3.1 indique les domaines dans lesquels les pays ont procédé à des réformes, et le graphique A3.2 offre une comparaison des progrès accomplis par les deux régions.

- Dans la région MOANAP, l'accent a été mis en grande partie sur le renforcement du système d'information sur le crédit, qui permet aux prêteurs d'évaluer la surface financière des emprunteurs, et sur l'octroi de crédit bonifié et autres concours financiers. Les progrès ont été plus lents dans les réformes ayant trait à l'enregistrement des transferts de propriété, qui facilite les prêts sur garanties; à la protection des actionnaires minoritaires, qui est nécessaire pour améliorer la capacité des entreprises à mobiliser des capitaux; ou au renforcement du régime d'insolvabilité et de l'efficacité du système judiciaire pour aider à assurer l'exécution des contrats et à protéger les prêteurs en état d'insolvabilité. Il ressort de rapports de la Banque mondiale qu'aucun des pays de la région n'a des lois qui sont conformes aux pratiques optimales internationales modernes et que, dans la plupart d'entre eux, la faillite est criminalisée. En outre, si un registre de crédit a été établi par de nombreux pays, il a une couverture

Tableau A3.1. Réformes et dispositifs institutionnels visant à accroître l'accès des PME au financement

	Infrastructures juridique et d'information sur le crédit					Autres	
	Enregistrement de la propriété	Information sur le crédit	Protection des investisseurs	Exécution des contrats	Régime d'insolvabilité	Garantie de crédit	Programme d'aide financière
Pays de la région MOAN							
CCG							
Arabie saoudite	✓	✓	✓		✓	✓	✓
Bahreïn	✓	✓					✓
Émirats arabes unis	✓	✓	✓				✓
Koweït		✓			✓		✓
Oman		✓				✓	✓
Qatar		✓		✓			✓
Pays arabes en transition							
Égypte, République arabe d'		✓		✓			✓
Jordanie		✓		✓		✓	✓
Maroc	✓	✓	✓			✓	✓
Tunisie	✓	✓	✓			✓	✓
Yémen, République du		✓					
Autres pays de la région MOAN							
Algérie		✓		✓			✓
Cisjordanie et Gaza	✓	✓		✓		✓	✓
Djibouti	✓				✓		
Iran, République islamique d'	✓		✓	✓			
Iraq							✓
Liban		✓				✓	✓
République arabe syrienne		✓					
Pays de la région CAC							
Arménie		✓	✓	✓	✓		✓
Azerbaïdjan	✓	✓	✓	✓			
Géorgie	✓	✓	✓	✓	✓		
Kazakhstan	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Ouzbékistan	✓	✓		✓	✓		✓
République kirghize	✓		✓	✓	✓	✓	✓
Tadjikistan	✓	✓	✓		✓		
Turkménistan	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.		

Sources : Banque mondiale, Enquête Doing Business (2014); autorités nationales.

Note : n.d. = données non disponibles; PME = petites et moyennes entreprises.

limitée dans les pays MOANAP¹. Le crédit bonifié, fourni par l'intermédiaire d'institutions financières spécialisées, a été d'une efficacité limitée en raison de la faiblesse du gouvernement d'entreprise, dont le résultat a été un niveau élevé

de prêts improductifs. Les systèmes de garantie de crédit (SGC) semblent avoir été inefficaces.

- Les pays CAC, par contre, ont mis en œuvre des réformes plus exhaustives qui recouvrent l'enregistrement de la propriété, l'information sur le crédit, la protection des investisseurs, l'exécution des contrats et les régimes d'insolvabilité. La couverture des centrales des risques est par ailleurs beaucoup plus grande. Des SGC et des programmes d'aide financière ont été mis en place dans quelques pays. Le crédit-bail s'est accru plus rapidement, sous l'effet de l'action de banques européennes et de l'arbitrage réglementaire dans certains cas.

¹Le graphique A3.2 montre le nombre de pays qui ont avancé dans les indices des droits juridiques et de l'information sur le crédit. Les indices des droits juridiques mesurent la protection des droits des emprunteurs et des prêteurs par les lois sur les garanties et la protection des droits des créanciers garantis par les lois sur la faillite. L'indice d'information sur le crédit renseigne sur l'ampleur et l'accessibilité de l'information sur le crédit donnée par les registres de crédit publics et les bureaux de crédit privés.

Graphique A3.2

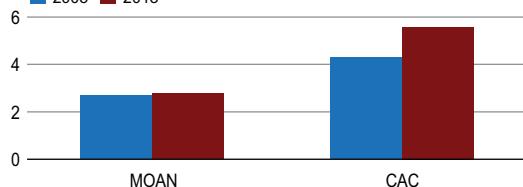
Indices des droits juridiques et de l'information sur le crédit

Les pays de la région CAC ont fait des progrès plus rapides dans l'amélioration de la disponibilité de l'information sur le crédit et dans l'application de réformes juridiques.

Indice juridique

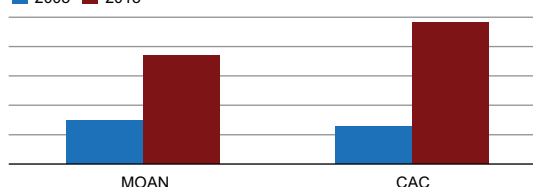
(0-10)

■ 2005 ■ 2013

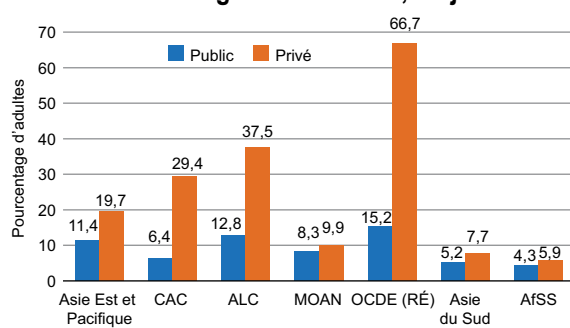
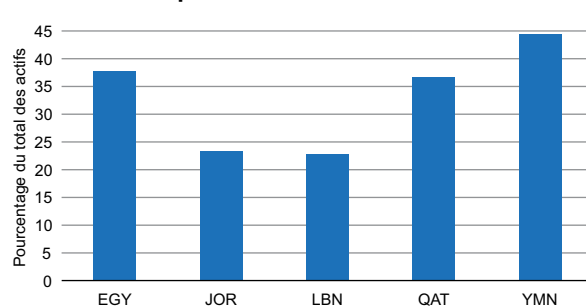
**Indice de l'information sur le crédit**

(0-6)

■ 2005 ■ 2013



Les centrales des risques ne couvrent qu'une petite part de la population et le secteur public évince le secteur privé dans plusieurs pays de la région MOAN.

Couverture des registres de crédit, fin juin 2013**Prêts des banques commerciales à l'État**

Sources : Banque mondiale, Doing Business, 2006 et 2014; autorités nationales.

Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes; OCDE (RÉ) = pays à revenu élevé de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Pour les deux régions, le manque de données quantitatives, actuelles et systématiquement mises à jour sur la taille du segment des PME et l'ampleur de leurs besoins de financement demeure un obstacle à une meilleure connaissance du secteur des PME de la région et à la mise en place de politiques appropriées. Les enquêtes auprès des entreprises ont quelque peu amélioré la disponibilité des données sur les PME du secteur formel, mais il subsiste des lacunes importantes dans les données dont il faut disposer pour évaluer les besoins de ce secteur, pour déterminer les progrès accomplis et fournir ainsi une base à un débat public plus éclairé, et pour faciliter l'évaluation de l'efficacité des politiques et programmes publics.

Finance islamique

La finance islamique a attiré l'attention des décideurs, qui y voient un moyen d'accroître l'inclusion financière et de mettre à profit l'excès d'épargne pour financer l'investissement. Selon la Société financière

internationale (2014), il y a une très forte demande de produits islamiques parmi les PME de la région MOANAP, où environ 35 % de ces entreprises ne peuvent se tourner vers le secteur bancaire formel, car celui-ci n'offre pas de produits conformes à la Charia². La pénurie de financement est des plus aiguës dans des pays tels que l'Arabie saoudite, le Maroc et le Pakistan³, où les PME locales rechignent à recourir aux services bancaires conventionnels.

²La Société financière internationale a effectué une enquête dans neuf pays : Arabie saoudite, Égypte, Iraq, Jordanie, Liban, Maroc, Pakistan, Tunisie et Yémen.

³En Arabie saoudite, par exemple, une proportion des PME allant jusqu'à 90 % recherchaient, semble-t-il, des services bancaires conformes à la Charia, et certaines banques islamiques d'Arabie saoudite auraient observé une croissance phénoménale de leur portefeuille de prêts aux PME. Au Maroc et en Jordanie, les PME ont elles aussi une préférence marquée pour les services bancaires islamiques (54 % et 45 %, respectivement). Dans les autres pays, le ratio varie entre 20 % et 35 %.

En outre, un certain nombre de produits financiers islamiques offrent des moyens d'accroître le crédit aux PME, en particulier les régimes participatifs tels que le *mudarabah* (partage des profits) et le *musyarakah* (coentreprise), qui permettent aux banques islamiques de fournir des prêts à long terme pour le financement de projets dont le profil risque–rendement est plus élevé, et d'effectuer des opérations de crédit-bail, qui contournent le problème des garanties.

Cependant, les banques islamiques n'ont pas mis à profit cette demande latente : leurs actifs consistent pour leur plus grande part en produits assimilables à des instruments de dette tels que les *murabaha*. Le potentiel de réduction sensible du déficit de financement des PME est limité par un certain nombre de facteurs. Premièrement, comme dans le cas des banques conventionnelles, les risques de crédit limitent les concours des banques islamiques aux PME dans un contexte de faible infrastructure financière imputable aux systèmes d'informations sur les emprunteurs et aux régimes d'insolvabilité. En outre, pour exploiter le potentiel sous-jacent, les banques islamiques doivent renforcer leurs capacités et mettre au point des produits conformes à la Charia qui soient adaptés aux besoins des PME. Deuxièmement, contrairement à la gestion des risques dans les banques conventionnelles, la gestion des risques dans les banques islamiques reste faible et le cadre réglementaire de nombreux pays n'est pas encore adapté à la finance islamique. Il y a en outre une pénurie de spécialistes en règles de la Charia et de tribunaux familiarisés avec la jurisprudence en la matière pour statuer sur les dossiers commerciaux.

Les études empiriques qui ont évalué l'impact de la finance islamique sur l'accès au financement détectent aussi des signes positifs, mais limités, d'un effet des services bancaires islamiques sur l'accès au financement. Dans leur étude (à paraître), AbuShanab *et al.* ont cherché à déterminer à quel point une présence ou une activité accrue des banques islamiques influent sur l'accès au marché financier et sa profondeur. Les analyses économétriques révèlent une faible corrélation entre les actifs bancaires islamiques et l'accès au financement. Ces résultats correspondent à ceux d'une étude effectuée en 2013 par la Banque mondiale (Demirgüç-Kunt, Klapper et Randall 2013)

sur l'inclusion financière; cette étude suggère qu'une augmentation du nombre des institutions financières qui se conforment à la Charia peut avoir un effet positif sur les opérations des petites entreprises des pays dont la population est musulmane en réduisant les obstacles aux services formels.

Recommandations

Les facteurs qui entravent l'accès au financement ont été bien identifiés, et il s'agit pour les pays de créer un environnement propice. Une stratégie exhaustive s'impose :

- *Il est nécessaire d'accélérer les réformes visant à améliorer l'infrastructure juridique et financière.* Les récentes réformes, qui ont été inégales et partielles, ont manqué de remédier aux déficiences des infrastructures juridique et financière, en particulier de répondre au besoin d'améliorer la couverture des centrales des risques, d'assurer le fonctionnement efficace des tribunaux commerciaux et de promulguer et de faire respecter des régimes d'insolvabilité. Il est en outre essentiel de s'attaquer aux contraintes d'infrastructure aux fins d'une plus grande pénétration des produits financiers islamiques.
- *Les institutions financières doivent offrir aux PME des produits adaptés à leurs besoins.* Le modèle d'activité des banques doit mieux se prêter à l'octroi de prêts aux PME et à la gestion des risques. Les partenariats public–privé, y compris les partenariats avec les institutions financières internationales, peuvent être utiles à cet égard, par la formation et l'assistance technique. La finance islamique peut aider à améliorer l'accès des PME au financement dans les pays où la demande de produits financiers est limitée pour des raisons religieuses. En tout état de cause, pour les banques islamiques comme pour les banques conventionnelles, l'offre de crédit ne saurait augmenter sans un environnement propice.
- *Le développement du secteur non bancaire pourrait aider à réduire les contraintes de financement.* Le développement de modes adéquats de financement autres que les prêts bancaires, parmi lesquels le crédit-bail et l'affacturage,

pourrait par ailleurs aider à accroître l'accès des PME au financement. Ou encore, les cotations sur les marchés financiers qui s'accompagnent d'obligations d'information moins rigoureuses pourraient elles aussi offrir aux PME des moyens de mobiliser des capitaux à long terme.

- *Un recours prudent aux systèmes de garantie de crédit pourrait être utile à cet égard.* Les infrastructures financières s'attaquent aux contraintes liées aux prêts sur garantie, mais lorsque les garanties font défaut ou sont insatisfaisantes, il faut alors envisager de mettre en place des SGC, s'il n'y en a pas, ou d'en améliorer le fonctionnement, s'ils existent déjà. Il sera essentiel d'identifier les facteurs qui ont rendu ces systèmes inefficaces.
- *Il est nécessaire d'améliorer la collecte des données sur l'accès des PME au financement.* Les données aideraient les décideurs et les institutions financières à mieux connaître les besoins du

secteur et de mettre en place des mesures de soutien plus ciblées. L'informatisation des registres des entreprises faciliterait le processus de collecte des données et constituerait une première étape importante pour les entreprises entrant dans le secteur formel. Les rapports d'activité et financiers annuels peuvent offrir à terme des indicateurs importants de la taille et des tendances du secteur des PME.

Enfin, bien que l'accès au financement soit d'une importance critique pour la croissance des PME, son expansion ne doit pas se faire au détriment de la stabilité financière; en conséquence, ces réformes doivent s'accompagner de mesures visant à améliorer la surveillance du secteur financier, ainsi que d'une politique de prudence budgétaire : la réduction de l'effet d'éviction des emprunts de l'État sur le secteur privé peut agir comme moteur de la croissance des prêts des banques aux PME.

Annexe IV. Mesure de l'inclusion dans les régions MOANAP et CAC

Le taux de pauvreté et l'inégalité des revenus ont baissé dans les régions MOANAP et CAC ces vingt dernières années. La classe moyenne demeure de taille importante dans les deux régions, mais a augmenté beaucoup plus lentement dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP que dans les autres pays, y compris de la CAC. Par ailleurs, l'accès aux services (eau, électricité, éducation et services financiers) et les possibilités d'emploi sont considérablement plus faibles dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Certains groupes tels que les jeunes et les femmes, sont particulièrement désavantagés à cet égard. La répartition des revenus de la propriété foncière reste inégale, en particulier au sein de la CAC, ainsi que dans la région MOANAP, où de nombreux pays ont une vaste population rurale.

Pauvreté, inégalité et taille de la classe moyenne : un bilan contrasté

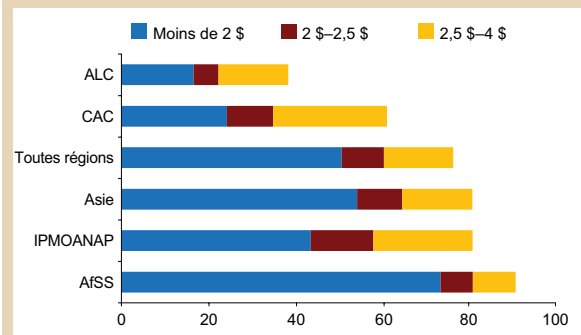
Les taux de pauvreté dans les régions MOANAP et CAC n'ont cessé de baisser ces dix dernières années et sont parmi les plus faibles du monde en développement. Sur la base du seuil de pauvreté international, qui est fixé à 2 dollars (PPA) par jour, les taux de pauvreté dans les pays importateurs de pétrole des régions CAC et MOANAP ont reculé de 14 et 9 points de pourcentage entre les années 90 et la première décennie 2000, et se sont établis à 24,3 % et 32,8 %, respectivement (graphique A4.1)¹. Ces taux sont bien inférieurs à ceux observés dans les pays en développement d'Asie et en Afrique subsaharienne, mais ils dépassent les taux de pauvreté des pays d'Amérique latine. Cependant, cette évaluation régionale masque l'hétérogénéité des pays; parmi les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, le taux de pauvreté va d'un creux de 10 % en Tunisie à un pic de 64 % au Pakistan. En Égypte, il est passé de 16,7 % en 2000 à 21,6 % en 2009 et à 26,3 % en 2013. De plus, le risque de sombrer dans le dénuement reste élevé pour de nombreux habitants des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP et des pays de la région CAC, dont 14,5 % et 11 % de la population, respectivement, vivent sur des revenus qui sont à peine supérieurs au seuil de pauvreté international (entre 2 et 2,5 dollars).

Cette annexe a été préparée par Amine Mati (chef d'équipe), Davide Furceri et Younes Zouhar, avec le concours de Brian Hiland et Jonah Rosenthal en matière de recherche.

¹Les exportateurs de pétrole de la région MOANAP sont exclus de nombreuses comparaisons entre pays en raison de la rareté des données disponibles.

Graphique A4.1

Population vivant avec 4 \$ ou moins, 2000–10
(Moyenne, en pourcentage)



Source : Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

Les indicateurs de l'inégalité des revenus dans les pays des régions MOANAP et CAC ont fait apparaître une amélioration ces dix dernières années. L'indice de Gini pondéré en fonction de la population est tombé de 39,3 dans les années 90 à 35 dans la première décennie 2000 pour les pays de la région CAC, mais il est resté stable à 33 pour les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (tableau A4.1).

Le rapport entre les revenus relatifs des quintiles supérieur et inférieur sont également les plus faibles dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP et dans les pays CAC. Il se peut toutefois que ces données pâtissent de problèmes de mesure (voir Alvaredo et Piketty 2014; Verme *et al.*, 2014), par exemple, de la sous-représentation des ménages à revenu élevé dans les enquêtes auprès des ménages (voir Programme des Nations Unies pour le développement 2011). La concentration de

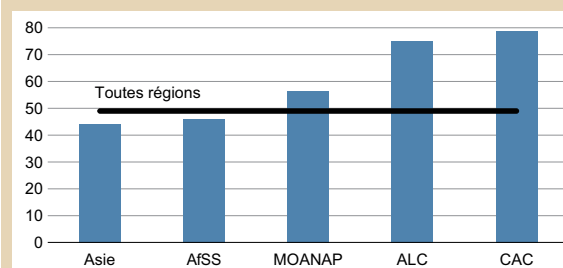
Tableau A4.1. Mesures de l'inégalité

	Indice de Gini		Parts relatives de revenu — (P80/P20)	
	Années 90	Première décennie 2000	Années 90	Première décennie 2000
CAC	2000	34,9	8,8	5,7
Asie	33,8	37,9	5,4	7,2
ALC	53,8	53,6	20,4	19,7
IPMOANAP	33,0	32,9	5,1	5,0
AfSS	44,8	42,7	10,5	9,6
Toutes régions	37,6	39,9	7,7	8,7

Note : Les parts relatives de revenu sont mesurées par le rapport entre la part de revenu du quintile supérieur et la part de revenu du quintile inférieur. Les moyennes sont pondérées en fonction de la population.
AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

Graphique A4.2

Répartition de la propriété foncière : indice de Gini (Moyenne pondérée)



Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
Note : moyennes régionales calculées sur la base d'une observation par pays, obtenue entre 1996 et 2006. AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

Tableau A4.2. Taille de la classe moyenne selon diverses définitions

(En pourcentage de la population)¹

			Banque africaine de développement		Ferreira et al. (2001) ⁶	Birdsall, Graham et Pettinato (2000)
	Ravallion (2009) ²	Banque asiatique de développement ³	«Moyenne inférieure» ⁴	«Moyenne supérieure» ⁵		
Années 90						
CAC	59,6	61,3	24,6	3,8	4,1	31,2
Asie	21,9	22,2	4,3	0,5	0,6	35,7
ALC	65,3	71,6	33,8	12,1	17,4	22,4
IPMOANAP	39,4	40,2	12,4	1,8	2,2	41,6
AfSS	22,2	22,8	6,3	1,2	1,7	26,9
Toutes régions	29,0	30,1	9,0	2,1	2,9	33,3
Première décennie 2000						
CAC	83,2	86,3	44,7	7,5	8,7	36,4
Asie	51,5	53,4	20,0	4,2	5,2	31,2
ALC	67,9	78,4	39,2	20,0	28,6	22,6
IPMOANAP	59,1	60,2	18,2	2,6	3,1	40,8
AfSS	30,3	31,1	8,2	1,6	2,4	28,9
Toutes régions	51,9	54,6	21,1	5,6	7,4	30,6

Source : calculs des services du FMI fondés sur la base de données de la Banque mondiale sur la pauvreté.

Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

¹Moyennes régionales pondérées en fonction de la population.

²Revenu journalier entre 2 et 13 dollars, (dollars de 2005 en PPA).

³Revenu journalier entre 2 et 20 dollars, (dollars de 2005 en PPA).

⁴Revenu journalier entre 4 et 10 dollars, (dollars de 2005 en PPA).

⁵Revenu journalier entre 10 et 20 dollars, (dollars de 2005 en PPA).

⁶Revenu journalier entre 10 et 50 dollars, (dollars de 2005 en PPA).

⁷Revenu entre 75 % et 125 % du revenu médian national.

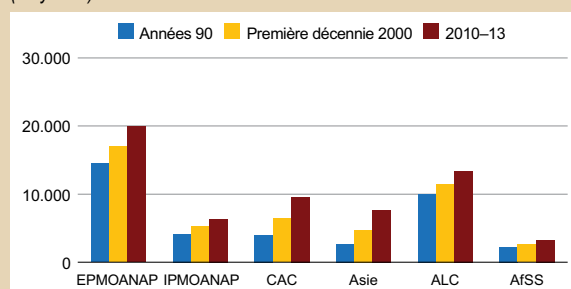
la propriété foncière mesurée par l'indice de Gini signale une répartition plus inégale, en particulier dans les pays qui ont une vaste population rurale (graphique A4.2). Ces résultats confirment dans l'ensemble l'opinion répandue selon laquelle une grande inégalité et un sentiment d'exclusion (de plus amples détails sont fournis à ce sujet dans la section suivante) sont les principaux facteurs à l'origine des troubles sociaux qui se sont produits dans les pays arabes en transition.

La classe moyenne reste de taille importante dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP et dans les pays CAC, bien que son expansion ait été plus lente, ces dernières années, dans les pays importateurs de pétrole de la MOANAP que dans les pays de la région CAC et des autres régions du monde. Il n'y a guère lieu de penser que la taille de la classe moyenne «s'est creusée» au fil des ans dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP

Graphique A4.3

PIB par habitant**(PPA, dollars internationaux constants de 2011)**

(Moyenne)



Source : Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

et dans la région CAC. D'après les mesures les plus courantes², la classe moyenne au sein de la région CAC et, à un moindre degré, dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, représente la plus grande partie de la population (tableau A4.2). Cependant, la classe moyenne a augmenté plus lentement dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP que dans les pays de la région CAC et dans les pays en développement d'Asie. La classe moyenne supérieure est restée de petite taille dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, mais s'est nettement accrue dans les autres régions.

Faiblesse de la croissance et de l'accès aux services dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP

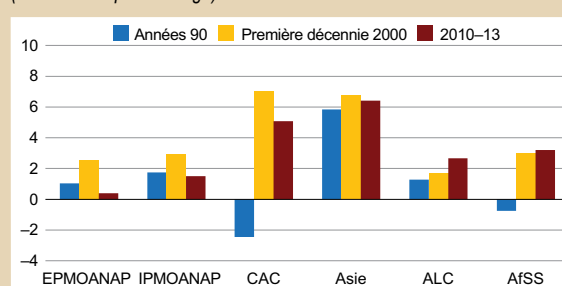
Une croissance atone dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP nuit à l'inclusion en entravant le développement social, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des niveaux de vie. Bien qu'il ait augmenté d'environ 50 % entre les années 90 et les années 2010, le PIB par habitant (en PPA de 2011) dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP a été bien inférieur aux niveaux observés dans les autres régions, à l'exception de l'Afrique subsaharienne (graphiques A4.3 et A4.4). Cet écart tient à une faible

²Voir Abu-Ismaïl et Sarangi (2013) pour un bref aperçu d'autres mesures de la taille de la classe moyenne.

Graphique A4.4

Croissance du PIB par habitant**(PPA, dollars internationaux constants de 2011)**

(Variation en pourcentage)



Source : Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

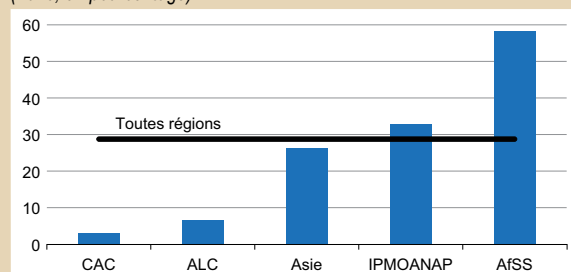
croissance économique et à une forte expansion démographique. Par comparaison, durant la même période, le PIB par habitant a plus que doublé au sein de la région CAC, ce qui a permis à celle-ci de rattraper l'Amérique latine. C'est dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP que le PIB par habitant est le plus élevé, mais son taux de croissance y est le plus bas, en partie du fait de la dépendance de ces économies à l'égard du pétrole et du gaz.

L'accès aux services tels que l'eau et l'électricité est faible dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, qui se classe derrière des régions comparables pour ce qui est du niveau d'instruction et de l'accès au financement. La proportion de la population qui n'a pas accès à l'éducation et dont le niveau de vie est bas — autrement dit, qui vit dans un état de «pauvreté multidimensionnelle»³ — est restée à 33 % dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP durant la période 2000–10, taux parmi les plus élevés du monde et bien supérieur aux niveaux observés dans la région CAC (3,1 %), en Amérique latine (8,3 %), dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP (23,5 %) et dans les pays en développement d'Asie (26,7 %); (graphique A4.5). Les performances des importateurs de pétrole de la région MOANAP

³L'indice de «pauvreté multidimensionnelle» utilise 10 indicateurs pour mesurer le degré de privation au regard de trois principales dimensions du bien-être : éducation, santé et niveau de vie. Cette dernière mesure inclut l'accès à des combustibles de cuisson, des toilettes, l'eau, l'électricité et à des actifs.

Graphique A4.5

Population vivant dans un état de pauvreté multidimensionnelle (2013; en pourcentage)

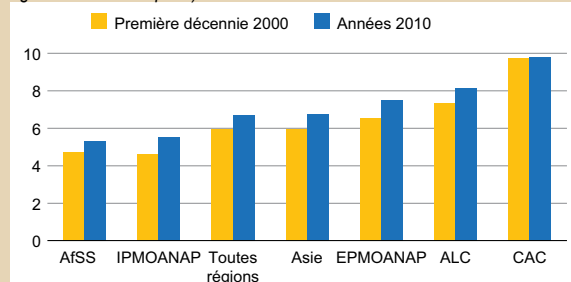


Source : Programme des Nations Unies pour le développement, Indice de la pauvreté multidimensionnelle.
Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

Graphique A4.6

Niveau d'instruction

(Nombre moyen d'années de scolarisation pour la population âgée de 15 ans et plus)



Source : ensemble de données de Barro-Lee.
Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

ont également été médiocres au regard du niveau d'instruction; bien que des progrès aient été réalisés, la durée de scolarisation moyenne est de 5,5 ans, c'est-à-dire un peu plus longue qu'en Afrique subsaharienne et bien plus courte que dans les autres régions du monde (graphique A4.6). Le faible accès aux services bancaires, avec un nombre de succursales bancaires pour 100.000 adultes inférieur en moyenne au tiers de celui observé en Amérique latine, continue d'entraver le développement social et économique des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (graphique A4.7).

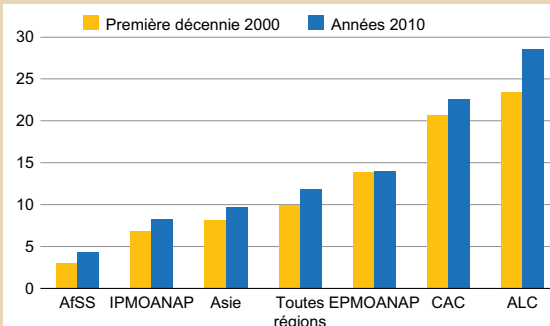
La pénurie d'emplois est un obstacle majeur à l'inclusion

Les ratios emploi/population des régions MOANAP et CAC sont parmi les plus faibles du monde. Dans les pays importateurs de pétrole de

Graphique A4.7

Accès aux services bancaires

(Nombre de succursales de banques commerciales pour 100.000 adultes)

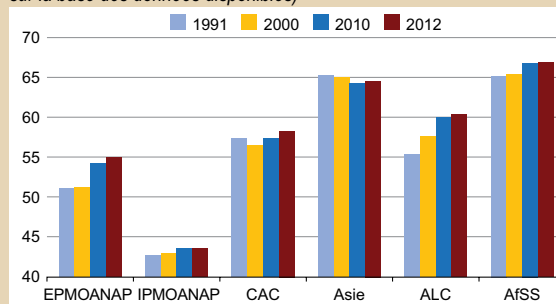


Source : Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde.
Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

Graphique A4.8

Ratio emploi/population

(Moyenne régionale pour les années correspondantes sur la base des données disponibles)



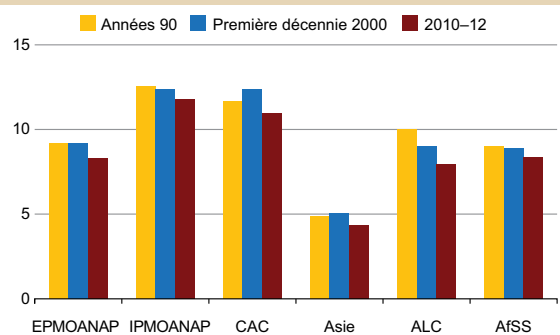
Source : Organisation internationale du travail, Indicateurs clés du marché du travail.
Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

la région MOANAP, en particulier, le taux d'emploi se situe autour de 43 % à l'heure actuelle, faible niveau par rapport à celui observé dans d'autres régions en développement, où le ratio correspondant va de 60 % (Amérique latine) à 67 % (Afrique subsaharienne); (graphique A4.8). Il varie toutefois considérablement au sein des deux régions CAC et MOANAP. Dans la région CAC, le ratio emploi/population va de 54 % au Turkménistan à 68 % au Kazakhstan, tandis que dans la région MOANAP, il varie entre 32 % en Jordanie et 86 % au Qatar. En outre, plus d'un tiers des travailleurs pourvus d'un emploi dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP sont «vulnérables» (il s'agit soit de travailleurs indépendants, soit de travailleurs qui collaborent à l'entreprise familiale); (Hakimian *et al.*, à paraître). Par contraste, la proportion de travailleurs «vulnérables» dans les pays exportateurs de pétrole de

Graphique A4.9

Taux de chômage

(Moyennes pour les décennies, en pourcentage)



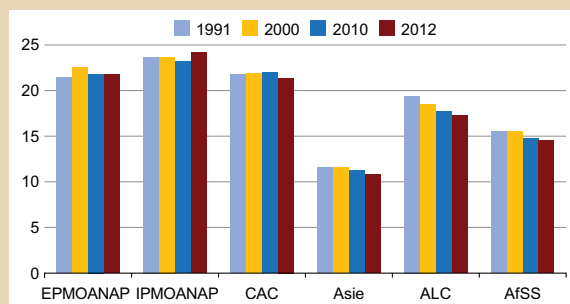
Source : Organisation internationale du travail, Indicateurs clés du marché du travail.

Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

Graphique A4.10

Taux de chômage des jeunes

(Moyenne régionale, en pourcentage)



Source : Organisation internationale du travail, Indicateurs clés du marché du travail.

Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

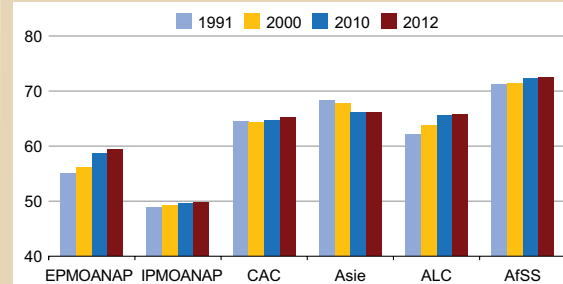
la région MOANAP, tels que les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar, est presque négligeable.

Le niveau élevé du taux de chômage, en particulier parmi les jeunes, reflète la faiblesse du taux d'emploi. Dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP et dans la région CAC, le taux de chômage est resté supérieur à 10 % pendant les 20 dernières années et continue à dépasser le niveau observé dans les autres régions en développement (graphique A4.9). Il est particulièrement élevé parmi les jeunes, restant constamment supérieur à 20 % dans les régions MOANAP et CAC — bien au-dessus du taux enregistré par d'autres régions telles que l'Asie en développement (10 %) et l'Afrique subsaharienne (15 %); (graphique A4.10). Ces statistiques ne se sont pas sensiblement améliorées ces dernières années, en partie parce que la reprise a été faible. Le taux de

Graphique A4.11

Taux d'activité

(Moyenne régionale pour les années correspondantes, en pourcentage)



Source : Organisation internationale du travail, Indicateurs clés du marché du travail.

Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

chômage des jeunes est le plus élevé en Mauritanie (45%) et dépasse 30 % dans nombre de pays des régions MOANAP et CAC, dont l'Arménie, l'Égypte, la Géorgie, l'Iraq, la Jordanie et le Yémen.

Il ressort des données précédentes que les performances du marché du travail dans les régions MOANAP — en particulier les pays importateurs de pétrole — et CAC restent plus faibles que dans les autres régions du monde. Ces pays n'ont pas pu traduire la croissance économique en possibilités d'emploi. Cette conclusion est corroborée par les données sur l'élasticité emploi–production (c'est-à-dire la création nette de nouveaux emplois pour chaque point de pourcentage de variation du PIB). En particulier, les données présentées dans Crivelli, Furceri et Toujas-Bernaté (2012) laissent penser que l'intensité en emploi de la croissance dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP a été parmi les plus faibles du monde (0,1) — à peine d'un cran plus forte qu'en Afrique subsaharienne.

Inégalité profonde entre les sexes dans la région MOANAP

Les taux d'activité dans la région MOANAP sont parmi les plus bas du monde

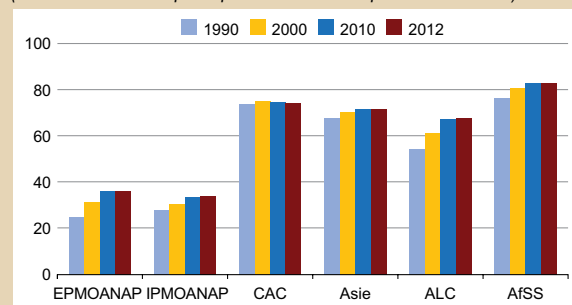
(graphique A4.11)⁴. Les pays de la région présentent une grande hétérogénéité. Les taux d'activité

⁴Pour une analyse plus détaillée de la participation des femmes à la population active dans la région MOANAP, voir l'encadré 1.3 de l'édition de novembre 2013 des Perspectives économiques régionales.

Graphique A4.12

**Participation à la population active :
ratio femmes/hommes**

(Nombre de femmes participant à la vie active pour 100 hommes)



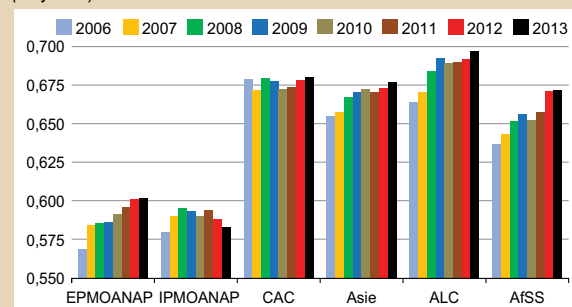
Source : Organisation internationale du travail, Indicateurs clés du marché du travail.

Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

Figure A4.13

**Indice mondial des disparités
entre les sexes, 2006–13**

(Moyenne)

Source : Forum économique mondial, *Global Gender Gap Report* (2013).

Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP sont en hausse et se situent actuellement aux niveaux observés dans les autres régions en développement (environ 60 %). Dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, ils sont restés stables, à environ 50 %. Par contraste, les taux de participation au sein de la région CAC sont analogues à ceux des pays en développement d'Asie et des pays d'Amérique latine.

La faiblesse des taux d'activité dans les pays de la région MOANAP tient principalement au niveau très bas des taux d'activité des femmes — les taux les plus faibles des régions en développement. En particulier, bien qu'il se soit amélioré ces 20 dernières années, le ratio d'activité femmes/hommes dans la région MOANAP n'est que d'environ 27 %, alors qu'il dépasse 65 % dans

les autres régions (graphique A4.12). Un ratio femmes/hommes extrêmement bas est enregistré pour l'Afghanistan et la Syrie (moins de 20 %), suivis de l'Algérie, l'Iran, l'Iraq, la Jordanie et l'Arabie saoudite (au-dessous de 35 % dans tous ces pays).

Les disparités entre les sexes s'observent également en matière d'accès aux services de santé, d'éducation et, plus généralement, aux possibilités économiques. Ces différents aspects des disparités entre les sexes sont résumés dans l'indice des disparités entre les sexes du Forum économique mondial (graphique A4.13)⁵, qui fait apparaître deux caractéristiques frappantes :

- Les disparités dans la région MOANAP sont parmi les plus grandes du monde — le score est bien inférieur à celui des autres régions en développement, y compris de la région CAC⁶.
- Les disparités dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP se sont élargies ces dernières années. On observe toutefois une grande hétérogénéité au sein de la région : 1) les disparités sont particulièrement grandes au Pakistan, en Syrie et au Yémen, mais, en Jordanie et au Liban, elles ne sont pas sensiblement différentes de celles des autres régions; et 2) les disparités se sont élargies en Syrie ces dix dernières années et se sont nettement réduites dans certains pays (par exemple, l'Égypte).

L'inégalité régionale au regard de l'accès aux services de base est présente également dans la région MOANAP. Un important aspect de l'inclusion est la manière dont l'accès aux services de base (eau et assainissement) se répartit entre les régions d'un pays donné :

- **Le ratio population rurale/population urbaine ayant accès à une source d'eau améliorée** dans les régions MOANAP et CAC est, en moyenne, équivalent à celui de la plupart des autres régions en développement et nettement meilleur que le ratio pour

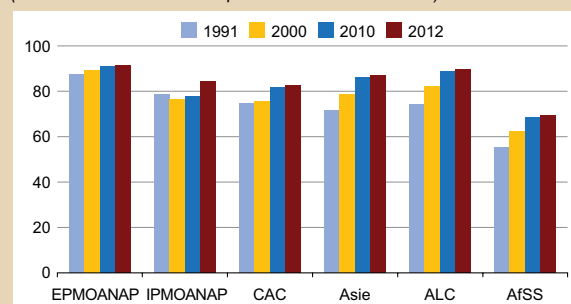
⁵Voir le *Global Gender Gap Report* (2013) du Forum économique mondial pour de plus amples détails sur la construction de l'indice.

⁶Plus le score est bas, plus les disparités entre les sexes sont grandes.

Graphique A4.14

Accès à une source d'eau améliorée : ratio population rurale/population urbaine

(Nombre d'habitants ruraux pour 100 habitants urbains)



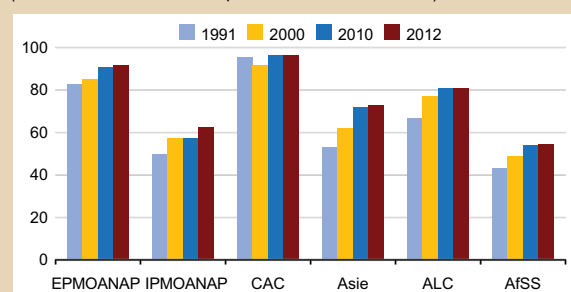
Source : Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

Graphique A4.15

Accès à des installations d'assainissement améliorées : ratio population rurale/population urbaine

(Nombre d'habitants ruraux pour 100 habitants urbains)



Source : Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

Note : AfSS = Afrique subsaharienne; ALC = Amérique latine et Caraïbes.

l'Afrique subsaharienne (graphique A4.14). Cependant, ces tendances générales masquent d'importantes différences entre les pays, en particulier dans le groupe des importateurs de pétrole de la région MOANAP, pour lequel le ratio population rurale/population urbaine ayant accès à une source d'eau améliorée va de moins de 62 % en Afghanistan à 100 % au Liban.

- **Le ratio population rurale/population urbaine ayant accès à des installations d'assainissement améliorées** dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP est l'un des plus faibles du monde, seul le ratio pour les pays d'Afrique subsaharienne lui est inférieur (graphique A4.15). Ce résultat contraste

avec l'expérience des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP et des pays de la région CAC, dans lesquels d'importantes améliorations ont été apportées ces 20 dernières années et pour lesquels le ratio population rurale/population urbaine ayant accès à des installations d'assainissement améliorées est maintenant parmi les plus élevés des régions en développement.

Vers de meilleurs résultats

Le diagnostic révèle de nombreux résultats encourageants, mais une action s'impose clairement dans les domaines où l'inclusion peut être renforcée. Le taux de pauvreté est en baisse et l'inégalité des revenus a diminué, mais le niveau élevé du chômage et la faiblesse de la participation à la population active restent préoccupants dans un grand nombre de pays. En outre, les pays sont à la traîne pour ce qui est de l'accès à des services tels que l'électricité, l'eau, l'éducation et les services financiers. Certains groupes, comme les femmes, les jeunes et la population rurale, demeurent particulièrement désavantagés.

Accélérer la croissance économique améliorerait les perspectives d'emploi. Des taux plus élevés de croissance économique soutenue accroîtraient l'emploi et offriraient, en particulier aux femmes et aux jeunes, des incitations à participer à la population active. Les politiques de croissance varieront d'un pays à l'autre, mais incluront souvent la création d'une marge de manœuvre budgétaire en vue d'accroître les dépenses prioritaires (santé, éducation, infrastructure) ainsi que des politiques visant à assurer une plus grande intégration commerciale, à améliorer le climat des affaires et à réformer le marché du travail⁷.

Il est nécessaire de promouvoir en particulier un accès plus vaste aux services. Il faut accorder une plus grande importance à la quantité et à l'efficacité de l'investissement public pour s'attaquer aux fortes disparités observées dans les domaines de l'approvisionnement en électricité et en eau et

⁷Pour de plus amples détails sur les questions de politique économique, voir les annexes I, II et V; FMI 2014b, 2014e.

des services d'éducation (annexe II). Il est possible d'améliorer l'accès au financement en accélérant les réformes des infrastructures juridique et financière, en offrant des produits adaptés aux besoins des petites et moyennes entreprises, en assurant l'expansion du secteur financier non bancaire et en offrant des systèmes de garantie de crédit soigneusement conçus (annexe III).

Les pays doivent prêter une attention particulière aux groupes exclus. Par exemple, la participation des femmes à la population active peut être encouragée par un accès accru des filles à une éducation de meilleure qualité, par une réforme législative visant à assurer l'égalité des chances en

matière d'emploi, par le respect du principe «à travail égal, salaire égal» et par l'octroi d'un congé parental adéquat et l'offre de services de garde d'enfants abordables (voir l'encadré 1.3 de l'édition 2013 des Perspectives économiques régionales). Les politiques de réduction du chômage des jeunes peuvent inclure des politiques actives ciblées du marché du travail, notamment des programmes de formation et orientation pour l'entrée sur le marché du travail et de stages, dont l'objet est de faciliter le passage de l'école au monde du travail. Lorsque les disparités entre populations rurale et urbaine au regard de l'accès aux services sont grandes, l'investissement public peut être ciblé sur les régions désavantagées.

Annexe V. Coopération et intégration économiques dans la région CAC

La coopération et l'intégration économiques, au sein de la région CAC (Caucase et Asie centrale) et avec les autres régions, peuvent permettre aux pays de cette région d'exploiter leurs avantages comparatifs, d'accéder à des marchés plus vastes et en plus forte croissance et de réduire les coûts commerciaux élevés. Toutefois, des initiatives bilatérales ou étroitement ciblées risquent de détourner les échanges et d'assombrir les perspectives économiques de la région. Les pays CAC gagneraient à libéraliser leurs régimes commerciaux restrictifs dans le cadre multilatéral de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tout en encourageant la coopération et l'intégration économiques régionales. À mesure que ces pays s'ouvrent au commerce, ils auront peut-être besoin d'adapter leurs politiques macroéconomiques afin de rendre leurs économies moins vulnérables aux chocs externes.

Pourquoi développer la coopération et l'intégration économiques dans la région CAC?

La coopération et l'intégration économiques peuvent stimuler la croissance. Les pays de la région CAC ont en commun de nombreux handicaps économiques : des territoires enclavés, des terrains difficiles, des infrastructures sous-développées et l'omniprésence du secteur public héritée du passé. Mais ces pays présentent également une très grande variété de tailles d'économie, de niveaux de développement, de richesses en énergie et en eau, et de politiques économiques. La diversité et l'hétérogénéité des pays de la région CAC peuvent être une source de dynamisme pour la coopération et l'intégration économiques.

Une coopération et une intégration économiques accrues peuvent avoir plusieurs effets positifs :

- **La réduction des obstacles au commerce, grâce à la mise en place de couloirs économiques et à l'amélioration des liaisons de transport pour diminuer les coûts de transport et de douane,** se traduirait probablement par une augmentation des échanges et une plus grande diversité des produits, et encouragerait l'ouverture des marchés des services.
- **Une plus grande diversification et des marchés plus étendus** renforceraient la concurrence intérieure, favoriseraient

l'innovation et contribueraient à l'établissement de chaînes de production transfrontalières. Ces dernières accroîtraient à leur tour les exportations à l'extérieur de la région et amélioreraient les perspectives d'emploi.

- **Le renforcement des relations financières** améliorerait les possibilités de lissage de la consommation (financement du commerce), d'allocation efficace du capital (investissement direct étranger) et de services financiers fiables (règlements internationaux).
- **La résolution de problèmes régionaux comme la migration de la main-d'œuvre et l'accès à l'eau.** Étant donné le nombre important de migrants de la région CAC qui partent chercher un emploi dans les pays plus prospères, tant de la région (Kazakhstan) que de l'extérieur (Russie), la coopération et l'intégration économiques accrues pourraient contribuer à réduire ou supprimer les obstacles informels et institutionnels à la mobilité. Une coopération régionale sur la problématique eau-énergie pourrait également être très bénéfique, en réduisant les risques de conflit grâce à une gestion plus efficace et une disponibilité plus fiable de ces ressources peu abondantes.
- **Une plus grande unification des normes et la pérennisation des réformes structurelles.** Les gains économiques et sociaux attribuables à la coopération économique pourraient renforcer les réformes économiques et la volonté politique de lutter contre la corruption et d'améliorer la gouvernance. Ces progrès permettraient à leur tour de donner l'élan politique nécessaire pour

Cette annexe a été préparée par SeokHyun Yoon, avec le concours de Soledad Feal-Zubimendi en matière de recherche.

engager de nouvelles réformes nationales. Une concurrence loyale et des analyses comparatives entre pays de la région CAC donneraient une impulsion supplémentaire.

État des lieux de la coopération et de l'intégration économiques dans la région CAC

À de nombreux égards, les pays de la région CAC reconnaissent que le multilatéralisme formalisé par l'adhésion à l'OMC offre un cadre solide pour développer les relations économiques internationales. Les pays CAC ont demandé à adhérer à l'OMC pour avoir davantage accès aux marchés des pays développés, même si les progrès ont été lents. L'Arménie, la Géorgie, la République kirghize et le Tadjikistan sont membres de l'OMC, et le Kazakhstan ne devrait pas tarder à le devenir. La procédure d'adhésion de l'Azerbaïdjan est bien engagée, tandis que celles de l'Ouzbékistan et du Turkménistan en sont à un stade moins avancé.

D'autres efforts ont été déployés pour resserrer les liens régionaux, et certains faits témoignent d'un regain de dynamisme de la coopération régionale ces dernières années.

- *Union économique eurasienne (UEE).* Composée du Bélarus, du Kazakhstan et de la Russie, l'UEE entrera en vigueur en janvier 2015 dans la continuité de la Communauté économique eurasienne créée en 2000 et de l'Union douanière eurasienne constituée en 2010. L'Arménie et la République kirghize devraient rejoindre l'UEE prochainement. L'UEE envisage l'instauration de la libre circulation des biens, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre entre les pays membres. Elle fait suite à de précédentes initiatives : la Banque eurasienne de développement a été créée en 2006 pour financer la mise en valeur des ressources et le développement des infrastructures dans la région, et le Fonds de lutte contre la crise a été établi en 2008 afin d'aider les pays de la région à faire face aux retombées de la crise financière mondiale.
- *Le Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale (CAREC).* Issu d'une initiative régionale lancée en 1997, il comprend

actuellement l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, la Chine, le Kazakhstan, la Mongolie, l'Ouzbékistan, le Pakistan, la République kirghize, le Tadjikistan et le Turkménistan. Axé sur le développement des couloirs commerciaux, énergétiques et de transport dans la région, le CAREC vise à encourager et faciliter la coopération régionale. La participation d'institutions multilatérales, telles que la Banque asiatique de développement, est un élément distinctif du CAREC, permettant une coopération et une coordination non seulement entre les pays membres, mais aussi entre les principales institutions financières internationales qui interviennent dans la région.

- *Organisation de Shanghai pour la coopération (OCS).* Cette organisation a été créée en 2001 par la Chine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la République kirghize, la Russie et le Tadjikistan. Bien qu'elle s'occupe principalement des questions de sécurité régionales, l'OCS a ajouté le développement et la coopération économiques régionales à ses objectifs en 2003.

Néanmoins, les progrès de la coopération et de l'intégration économiques dans le cadre des accords internationaux actuels se heurtent à un certain nombre de difficultés.

- UEE : Au vu des premiers constats, il semble que de nombreux problèmes empêchent les pays membres de retirer tous les bénéfices de l'union douanière et d'une plus grande intégration économique, en raison des écarts de taille entre les économies des États membres et du niveau élevé des tarifs extérieurs communs (TEC). Le PIB du Kazakhstan s'élève à environ un dixième de celui de la Russie, tandis que celui du Bélarus est égal au tiers de celui du Kazakhstan. Les TEC sensiblement plus élevés de l'Union douanière eurasienne (la moyenne pondérée simple est de 9,2 %) pourraient entraîner une hausse importante des droits de douane des pays susceptibles d'adhérer à l'UEE, avec pour résultat un détournement des échanges¹.

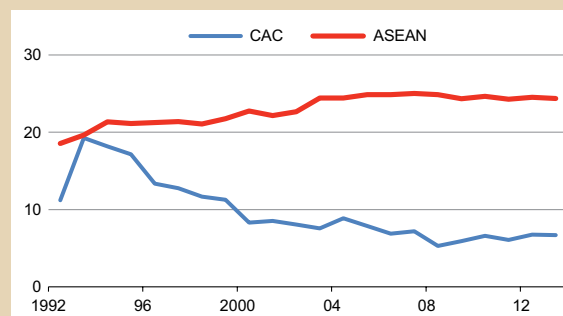
¹Fin 2011, les droits de douane moyens pondérés par les échanges s'établissaient à 3,6 % pour l'Arménie, 6,4 % pour l'Azerbaïdjan et 3,8 % pour la République kirghize. On ne dispose pas de données pour l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan.

- CAREC : Malgré quelques avancées dans les infrastructures physiques d'interconnexion régionale et d'accès à l'énergie et à l'eau, les progrès ont été lents sur le plan de l'amélioration de la législation et de la réglementation applicables au commerce, aux transports et au secteur de l'énergie. De plus, les liens entre la stratégie régionale du CAREC et les stratégies sectorielles nationales sont restés ténus.
- OCS : Cette organisation s'occupe principalement des questions de sécurité régionales. L'intégration économique est moins à l'ordre du jour du fait des différences de points de vue et d'intérêts sur le sujet très sensible du transit du pétrole et du gaz dans la région. Le processus décisionnel de l'OCS obéit aux principes de consensus et de non-ingérence, ce qui limite la marge de manœuvre pour résoudre les conflits entre les membres, par exemple sur les questions de franchissement des frontières et de gestion de l'eau à l'échelon régional.

En pratique, les gains attendus de l'élargissement du marché grâce à l'intégration économique tardent à se concrétiser pleinement. Bien que la région CAC ait fait des progrès sensibles dans son intégration avec le reste du monde, les échanges intrarégionaux ont encore du retard à rattraper. La part des échanges intrarégionaux dans le total des échanges internationaux de la région a fortement baissé au cours des vingt dernières années et n'a pas suivi le rythme rapide de la croissance économique dans la région (graphiques A5.1 et A5.2). L'atonie du commerce intrarégional dans la région CAC contraste avec les chiffres en hausse des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Les pays de la région CAC ont des échanges avec deux grands partenaires commerciaux, la Chine et la Russie (et pour certains d'entre eux, avec l'UE), plus qu'ils n'en ont au sein de la région CAC (graphique A5.3).

Les échanges de la région CAC avec la Chine se sont développés rapidement ces dernières années. La Chine est devenue le principal partenaire commercial des pays du CAC, dépassant la Russie et l'Union européenne. L'essor économique de la Chine et ses besoins énergétiques croissants expliquent qu'elle se tourne de plus en plus vers le CAC, dont les échanges avec la Chine ont progressé au cours de la dernière

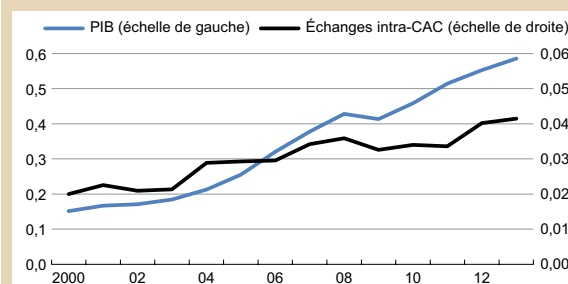
Graphique A5.1
Échanges intrarégionaux
(En pourcentage du total des échanges)



Sources : FMI, base des données de Direction of Trade Statistics; calculs des services du FMI.

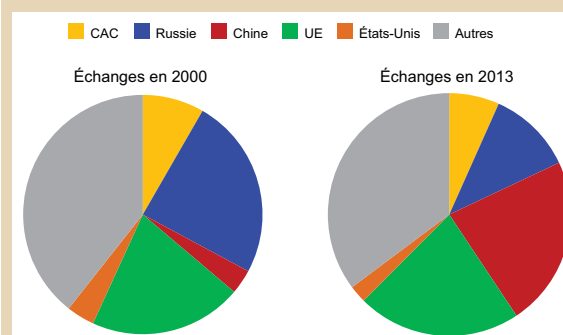
Note : ASEAN = Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Graphique A5.2
Part de la région CAC dans l'économie mondiale
(En pourcentage)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*; estimations des services du FMI.

Graphique A5.3
Région CAC : évolution de la composition des échanges entre 2000 et 2013
(En pourcentage du total)



Source : FMI, base des données de Direction of Trade Statistics.

Tableau A5.1. Région CAC : déplacement des échanges de la Russie vers la Chine
(En pourcentage du PIB de la région CAC)

	2000	2012
Exportations de pétrole et de gaz vers la Chine	0,3	2,6
Exportations de pétrole et de gaz vers la Russie	4,6	0,2
Exportations agricoles et de matières premières vers la Chine	0,8	3,3
Exportations agricoles et de matières premières vers la Russie	4,7	0,8
Importations de biens manufacturés depuis la Chine	1,3	6,2
Importations de biens manufacturés depuis la Russie	14,5	8,5
Exportations de biens manufacturés vers la Chine	2,7	3,3
Exportations de biens manufacturés vers la Russie	5,5	3,0

Sources : base de données Comtrade; calculs des services du FMI.

décennie. Les principales hausses concernent les exportations de pétrole et de gaz, de produits agricoles et de matières premières depuis la région CAC vers la Chine, et les importations de biens manufacturés en provenance de Chine, essentiellement des produits de grande consommation. La Russie reste néanmoins une destination importante pour certains biens comme les vêtements et les spiritueux, produits dans les pays du CAC par des industries manufacturières créatrices d'emploi, et une source d'importation de produits manufacturés pour la région CAC (tableau A5.1).

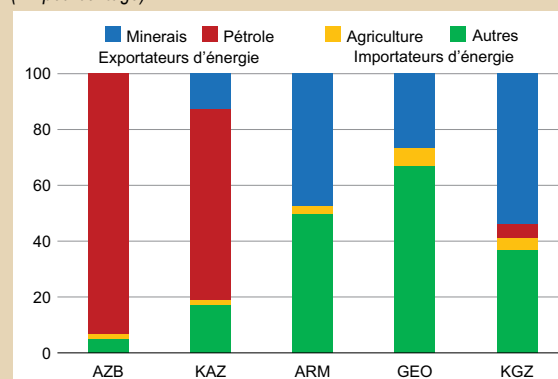
Plusieurs facteurs expliquent la lenteur de l'intégration régionale

- **Les pays de la région CAC présentent des structures de production semblables.** Chaque sous-groupe de pays du CAC exporte essentiellement le même ensemble de biens, et la plupart de ces biens sont soit des produits de base, soit des minerais. Les exportations sont également concentrées vers un petit nombre de destinations (graphiques A5.4 et A5.5). Dans la région ASEAN au contraire, les produits intermédiaires ne représentent pas moins de 40 % des échanges intra-ASEAN, avec un degré élevé de dépendance des chaînes de production sur le Japon et la Chine.
- **Les coûts des échanges intrarégionaux demeurent élevés.** La plupart des pays de la région CAC sont confrontés à des obstacles géographiques et climatiques qui augmentent beaucoup les coûts de transport et de communication, ainsi que la durée des transits et les délais de livraison, notamment

Graphique A5.4

Échantillon de pays de la région CAC : composition des exportations

(En pourcentage)

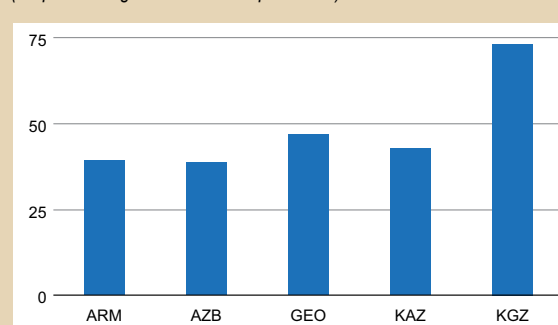


Source : base de données Comtrade des Nations Unies.

Graphique A5.5

Échantillon de pays de la région CAC : part des trois principales destinations d'exportation¹

(En pourcentage du total des exportations)



Source : base de données Comtrade des Nations Unies.

¹Les trois partenaires commerciaux principaux varient selon les pays.

Tableau A5.2. Coûts des échanges intrarégionaux
(Coûts des échanges en équivalents tarifaires en 2007)

CAC	ASARC	ASEAN	Asie de l'Est	ALENA	UE5
162 %	150 %	61 %	128 %	62 %	72 %

Source : Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, Intra-regional Trade Costs in Asia, 2010.

Note : CAC (pour ce tableau : Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan et République kirghize); Association sud-asiatique pour la coopération régionale (Bangladesh, Inde, Pakistan et Sri Lanka); ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande); Asie de l'Est (Chine, Corée, Japon et Mongolie); UE5 (Allemagne, Espagne, France, Italie et Royaume-Uni).

les temps d'attente aux frontières. Le coût des échanges est également augmenté par le manque d'infrastructures physiques et leur qualité médiocre (tableau A5.2).

- **La suppression des obstacles aux frontières avance à pas comptés.** Les indicateurs Doing

Business 2014 de la Banque mondiale placent la plupart des pays du CAC en queue du classement (à l'exception de la Géorgie) pour les indicateurs relatifs aux obstacles au commerce transfrontalier². Ce classement traduit la lourdeur des procédures et les tracasseries administratives associées au traitement de la documentation d'import-export.

D'autres facteurs institutionnels freinent la coopération économique. Les tensions entre les pays du CAC, notamment les différends territoriaux (Haut-Karabagh) et relatifs aux ressources hydriques et énergétiques (Ouzbékistan et Tadjikistan), ont pesé jusqu'à présent sur la coopération économique et risquent d'être difficiles à surmonter dans le futur. Par ailleurs, les problèmes de transparence et de corruption ne facilitent pas la mise en place d'environnements des affaires favorables.

Perspectives

Le succès de l'intégration économique dans la région CAC dépendra du degré de coopération de tous les grands partenaires commerciaux : la Chine, la Russie et l'Union européenne. Les perspectives d'intégration accrue et d'émergence de la région CAC en tant que «pont terrestre» sur le continent eurasiatique dépendront de la collaboration non seulement entre les pays de la région, mais aussi entre leurs grands pays voisins. Jusqu'à présent, ces derniers ont plutôt mené des initiatives de coopération «exclusive» avec la région. La Russie a récemment établi un fonds de développement doté de 1 milliard de dollars au profit de la République kirghize dans la perspective de l'adhésion de ce pays à l'UEE. D'importants concours financiers russes à des projets d'infrastructures, notamment dans le domaine de l'énergie, ont également été étudiés lorsque l'Arménie a décidé de rejoindre l'Union douanière eurasiatique en 2013. La Chine a aussi multiplié les accords économiques avec de nombreux pays du CAC en vue d'y investir, plus particulièrement dans le secteur énergétique. Les problèmes transfrontaliers et les risques de querelles

ethniques et religieuses sont également essentiels en ce qui concerne la Chine.

La coopération et l'intégration économiques ne seront pas faciles à faire progresser compte tenu des différents niveaux de complexité du processus. L'UEE en offre un bon exemple : bien que le traité ait été signé, un accord doit encore être trouvé sur divers détails, en particulier en rapport avec la libre circulation des capitaux et de la main-d'œuvre et l'égalité des chances dans l'éducation. Les accords bilatéraux sur les «exceptions», c'est-à-dire les biens exclus des TEC de l'Union douanière eurasiatique et du programme de suppression progressive des droits de douane restent flous et imprévisibles. D'autres interrogations concernent le manque de précision sur le degré d'harmonisation, ainsi que sur un calendrier des mesures prévues dans d'autres domaines de la politique publique (fiscalité, réglementation financière). La libre circulation de la main-d'œuvre sera difficile à réaliser à court terme en raison des écarts de revenu importants entre les pays du CAC et des politiques de migration restrictives. Concernant le CAREC, les progrès concrets futurs dépendront de l'appropriation du programme par les pays et de son intégration dans les programmes de développement nationaux.

Conclusions

Les pays de la région CAC devraient libéraliser leurs régimes d'échanges restrictifs à un niveau multilatéral dans le cadre de l'OMC. L'adhésion à l'OMC d'un plus grand nombre de pays du CAC permettrait de disposer d'un cadre commun pour l'élaboration des politiques commerciales nationales et donnerait accès à un puissant mécanisme multilatéral de résolution des différends. L'adhésion à l'OMC pourrait avoir d'autres effets positifs en encourageant les politiques libérales et en sanctionnant les engagements non tenus.

Les initiatives d'intégration régionale devraient être complétées par des réformes structurelles destinées à favoriser l'ouverture, en tenant dûment compte des vulnérabilités potentielles liées à une plus grande ouverture sur l'extérieur. L'expérience d'autres régions laisse penser qu'une intégration économique réussie passe par des

² L'Arménie se classait 117^e, l'Azerbaïdjan 168^e, la Géorgie 43^e, le Kazakhstan 186^e, l'Ouzbékistan 189^e, la République kirghize 182^e et le Tadjikistan 188^e sur 189 pays.

réformes structurelles complémentaires ambitieuses et résolues, mettant notamment en place des institutions et des mécanismes de gouvernance appropriés. Des réformes plus énergiques facilitant le fonctionnement et le développement des marchés sont nécessaires avant de poursuivre les efforts d'ouverture, afin d'atténuer certains problèmes essentiels comme la corruption, l'inadéquation des compétences de la main-d'œuvre et la faiblesse des infrastructures. En complément des réformes structurelles, les responsables politiques devraient envoyer des signaux forts en faveur de l'intégration et les actions concrètes devraient être encouragées au niveau des individus, des entreprises privées, des organisations non gouvernementales et des autres acteurs. Il importe également de renforcer

et moderniser les cadres macroéconomiques et les régimes prudentiels parallèlement au développement de l'ouverture et de l'intégration, en particulier car les pays du CAC ont en commun d'être vulnérables aux chocs externes en raison de leur niveau de diversification restreint et de leurs liens avec les mêmes partenaires commerciaux régionaux. Une intégration accrue entre pays au profil similaire peut exacerber les chocs, et des variations brutales dans la direction des flux de capitaux sont susceptibles de provoquer des cycles d'expansion et de récession, surtout dans les pays dont le secteur financier est moins développé. Il est possible d'atténuer ces risques en avançant de manière progressive et pragmatique dans la mise en œuvre des mesures d'intégration.